

cyberpresse.ca

LA PRESSE

L'ÉCOLE EST STONE
LE PRIVÉ N'Y ÉCHAPPE PAS
PAGES A2 À A4



SURVIVING MY MOTHER
LA VIE APRÈS LA MORT
CINÉMA PAGES 1 ET 2

Caroline Dhavernas
PHOTO ALLIANCE ATLANTIS

JAMES DI SALVIO
LE RETOUR DE BRAN VAN 3000
ARTS ET SPECTACLES
PAGES 1 À 3

INFLUENCE
LES 100 POIDS LOURDS DU SPORT
LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 2 ET 3

N° 2 > Tiger Woods

ÉCONOMIE
ÇA GRIMPE ET ÇA GRIMPE!
LE HUARD À 1,04\$US
LA PRESSE AFFAIRES PAGE 5

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Je sais en quoi Mario Dumont va se déguiser à l'Halloween, mais je n'ai pas le droit de dire le mot.
- Jean Charest

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

SAM 6 21924 45678 2

NOTRE DOSSIER EN TROIS VOILETS

DES ENFANTS SOUS LE BISTOURI

DES MILLIERS DE JEUNES SONT OPÉRÉS CHAQUE ANNÉE AU QUÉBEC. LA PRESSE A PASSÉ QUELQUES JOURS DANS LES BLOCS OPÉRATOIRES DE L'HÔPITAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS. RÉCITS D'UNE FOLLE ROUTINE. PLUS PAGES 1 À 3

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

CANADIEN 7 HURRICANES 4
L'attaque à cinq du Tricolore s'éclate

PHOTO AP

Une victoire contre l'équipe de l'heure. Une attaque à cinq qui fait des ravages avec cinq buts. Et Kovalev qui atteint le cap des 800 points à son millième match dans la LNH. Le Canadien a affiché hier une grande forme en renversant les Hurricanes 7 à 4 en Caroline du Nord. Une autre défi l'attend ce soir: les Penguins de Pittsburgh de Sidney Crosby. Tomas Plekanec (centre) a célébré son but en première période, avec Guillaume Latendresse et Andrei Markov. Nos infos dans le cahier des Sports.

DES YEUX DANS LE DOS
Un gouvernement en laisse. Un chef de l'opposition dont les troupes manquent d'expérience. Et une nouvelle chef qui joue d'audace. Le ménage à trois à Québec n'est pas de tout repos.
L'analyse de Denis Lessard, en page A8.

SCANDALE DES COMMANDITES
VIA RAIL > DEUX MILLIONS POUR SE DÉFENDRE
HUGO DE GRANDPRÉ
PAGE A18

SAINT-CONSTANT
LE MAIRE DESTITUÉ TOUJOURS EN POSTE
MARTIN CROTEAU
PAGE A25

NOS CHRONIQUEURS
Minouville
PIERRE FOGLIA
PAGE A5
LOI MAROIS
Improvisation ou opportunisme?
VINCENT MARISSAL
PAGE A9

EN PARLANT DU « NOUS »
Pouding chômeur
RIMA ELKOURI
PAGE A7

ÉVADEZ-VOUS! VOLS DIRECTS • ALLER-RETOUR À PARTIR DE

245\$
PARIS

275\$
PUERTO PLATA
SAMANA, LA ROMANA

315\$
ACAPULCO
CANCUN, IXTAPA

485\$
MALAGA

Maintenant disponible! Faites votre sélection de sièges en ligne.

Visitez le www.airtransat.com, téléphonez au 1 877 655-3948 ou contactez votre agent de voyages.

Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.

20 ans
Tout un monde!

air transat

L'ÉCOLE EST STONE

TRAFIC DE DROGUE

LES ÉCOLES PRIVÉES

LES ÉCOLES PRIVÉES N'ÉCHAPPENT PAS PLUS AUX VENDEURS DE DROGUE QUE LES ÉCOLES PUBLIQUES. SURTOUT QUE LEURS ÉLÈVES ONT PLUS D'ARGENT POUR SE PROCURER DU SPEED, DU POT, DE L'ECSTASY. MÊME LES COLLÈGES LES PLUS HUPPÉS Y PASSENT, CONSTATE-T-ON DANS CE DEUXIÈME VOLET DE NOTRE SÉRIE «L'ÉCOLE EST STONE».



CATHERINE HANDFIELD

Frédéric est issu d'une bonne famille d'Outremont. Il poursuit ses études collégiales à Brébeuf. Ce beau blond deviendra-t-il un homme d'affaires accompli? Pour l'instant en tout cas, il exploite un petit commerce avec succès.

Le jeune homme de 18 ans est l'un des deux revendeurs de drogue rapidement repérés par *La Presse* au collège Jean-de-Brébeuf, l'un des plus prestigieux à Montréal. Le premier attendait le client à l'intérieur, Frédéric opérait à l'extérieur même de l'établissement du quartier Côte-des-Neiges. Dans la cafétéria du secteur collégial.

Difficile de trouver de la drogue au privé? Deux visites incognito d'une demi-heure, et déjà un rendez-vous était pris pour acheter un demi-gramme de cocaïne.

«Ça consomme beaucoup à Brébeuf», confie Frédéric, en marchant par un beau vendredi d'octobre en direction de la résidence d'un de ses fournisseurs. Je vends sans problème 14 grammes de buzz par jour. Au privé, les gens ont les moyens.»

Le «buzz», c'est le nom en vogue pour désigner le cannabis. Frédéric en passe 60 grammes

par semaine, qu'il trimbale en tout temps dans son sac d'école. Pour «le reste», il faut l'appeler un ou deux jours à l'avance. «Je peux dépanner pour l'ecstasy et la cocaïne, dit-il. Et pour le crack, à la limite.»

Frédéric fait directement affaire avec les collégiens. Pour les transactions avec les élèves du secondaire qui partagent le même bâtiment, il dit avoir recours à un intermédiaire d'un an son cadet. Ce serait trop risqué de le faire lui-même, dit-il.

Rien ne sert aux parents de boycotter un collège pour éviter que leur enfant ne consomme

jeunes vêtus de l'uniforme du collège attendaient devant la sortie du métro.

Le téléphone cellulaire de l'un d'eux a sonné. «Il faut que je retire 500\$ cash», a lancé l'adolescent de 15 ou 16 ans après avoir raccroché. Peu de temps après, quatre jeunes hommes visiblement plus âgés débarquaient, venus leur apporter un sac de plastique bleu. Poignées de main, et tous se sont engouffrés dans le métro.

Des activités risquées

«On voudrait tout prévenir, tout voir, tout empêcher, mais on ne peut pas, a affirmé le secrétaire

des (voir autre texte). «Il y en a déjà eu quatre ou cinq par année liés à la drogue», affirme la directrice générale du collège Durocher Saint-Lambert, Carmen Poirier.

Conséquence: au privé plus qu'au public, la vente et la consommation de drogue se font en cachette. «Les jeunes du privé consomment tout autant, sinon plus que ceux du public, mais pas nécessairement à l'école, souligne Robert Paris, coordonnateur de l'organisme PACT de rue. C'est normal: les directions mettent les élèves dehors.»

Les adolescents vont donc dans les aubus – celui devant le collège Brébeuf a été rebaptisé l'«abri-

mardi midi. Deux grands gaillards se tenaient parmi un groupe de quatrième et cinquième secondaires. «Si tu veux quelque chose, c'est eux qu'il faut aller voir», a glissé Véronique, approuvée par ses copines.

D'autres jeunes de collèges privés de la Rive-Sud ne rentrent pas directement chez eux après l'école. Ils font un arrêt spécial à Greenfield Park, dans un quartier défavorisé, entre les petits bungalows des rues Campbell et Lawrence. Là-bas, des revendeurs font régulièrement le pied de grue.

«On voudrait que personne ne souffre de ça, que personne n'en consomme. Mais qu'est-ce que vous voulez? Empêcher des choses qui sont répandues dans la société... c'est un combat de tous les jours», conclut Vincent Grégoire, du collège Notre-Dame.

Un combat dont il est difficile de cerner l'ampleur. Le Service de police de la Ville de Montréal refuse de divulguer des renseignements sur le nombre de saisies réalisées annuellement dans les écoles. La Fédération des établissements d'enseignement privés ne tient pas de statistiques, tandis que les collèges privés se gardent bien de partager des données pouvant ternir leur réputation.

Avec Émilie Côté et Ariane Lacoursière

Tous les prénoms ont été changés pour assurer la confidentialité.

«Ça consomme beaucoup à Brébeuf. Je vends sans problème 14 grammes de buzz par jour. Au privé, les gens ont les moyens.»

de la drogue. Les élèves interrogés dans sept écoles secondaires privées de la région de Montréal sont unanimes: ils savent qui aller voir parmi leurs confrères pour se procurer pot, hasch, et parfois d'autres drogues. Ils connaissent deux, cinq, voire 10 «pushers» au sein même de l'école. Certains gardent la drogue sur eux, mais la plupart fonctionne sur commande.

Prenez le collège Notre-Dame. Des revendeurs achètent de leurs fournisseurs à la station de métro Côte-des-Neiges. Le mardi 16 octobre, les cours étaient terminés depuis 30 minutes. Trois

général du collège Notre-Dame, Vincent Grégoire. Si c'est vrai (cette anecdote), j'espère pour ces jeunes-là que c'était une erreur de parcours.»

«Vous m'apprenez quelque chose», a pour sa part répondu Bernard Dugas, directeur des services éducatifs du secondaire au collège Brébeuf. Puisque le revendeur était un collégien, il a refusé de commenter l'affaire, affolé par le fait qu'une journaliste ait réussi à s'infiltrer au collège.

La surveillance est en effet accrue dans les établissements privés. Et le risque de renvoi plane continuellement sur les élé-

buzz». Ou encore dans les parcs avoisinants – sachet vide et bouteille de gouttes pour blanchir les yeux ont été trouvés dans le parc de la Voie maritime, situé à proximité de trois collèges privés de Saint-Lambert, sur la Rive-Sud.

Même si elle est souvent offerte sur place, la plupart des élèves de collèges privés préfèrent acheter leur drogue à l'extérieur. Dans le parc du Mont-Royal, confient-ils, ou encore aux revendeurs qui arpentent les rues avoisinantes, à la sortie des classes ou à l'heure du midi.

C'était le cas au collège Durocher Saint-Lambert, un

La consommation plus élevée qu'au public?

ÉMILIE CÔTÉ ET CATHERINE HANDFIELD

tabac, l'alcool, la drogue et le jeu au secondaire, publiée en 2004.

La différence est notable: si le taux de «polyconsommateurs» est de 21% chez les élèves qui disposent de 10\$ ou moins par semaine, il est de 57% chez ceux qui ont la possibilité de dépenser 51\$ ou plus. Les jeunes plus

riches risquent davantage d'avoir une consommation problématique, relève l'enquête.

«Au niveau de la consommation de drogues, c'est aussi élevé, sinon plus dans le privé. Les élèves ont les moyens», confirme Jean-Sébastien Fallu, professeur spécialisé en toxicomanie

à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal.

La Fédération des établissements d'enseignement privés a procédé à un premier sondage auprès de ses élèves en 2001, tous niveaux confondus. Celui-ci révélait que près d'un élève sur deux avait déjà consommé de la

drogue, tandis qu'un sur cinq en consommait actuellement. Parmi les consommateurs, 20% obtiennent leur drogue à l'école.

«Les chiffres nous ont interpellés, et nous ont poussés à mettre sur pied un programme pour mieux aider nos jeunes», dit André Revert, de la Fédération. Près de 30 journées de formation ont été offertes au personnel jusqu'à présent. De plus, dit-il, «la plupart des écoles privées ont un intervenant en prévention de la toxicomanie.»



Règle numéro quatre: Relaxez et faites comme chez vous.

Choisir Porter, c'est bénéficier du confort de notre nouveau salon d'attente raffiné à l'aéroport du centre-ville de Toronto et profiter gratuitement de délicieux capuccinos, de l'internet sans fil et de vos quotidiens préférés.

Réservez en ligne ou appelez le 1-888-619-8622 avant le 31 octobre 2007.

99\$*

Montréal vers l'aéroport du centre-ville de Toronto, 9 fois par jour.

porter

* Réservez avant le 31 octobre 2007 pour vos trajets avant le 15 décembre 2007. Achat requis 7 jours à l'avance. Le trajet aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges offerts à ce tarif sont en quantité limitée et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols. Valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com

N'Y ÉCHAPPENT PAS



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

« La consigne, c'est tolérance zéro pour la vente, la possession, ou être sous l'influence », explique Abraham Medeiros, directeur des services aux élèves au collège Jean-Eudes. Conséquence : au privé plus qu'au public, la vente et la consommation de drogue se font en cachette.

Pas de deuxième chance

CATHERINE HANDFIELD ET ÉMILIE CÔTÉ

Stéphane n'a eu aucun passe-droit. L'adolescent de 16 ans a été renvoyé du collège Regina Assumpta un matin d'avril de l'an dernier pour avoir fumé un joint derrière l'école. Un enseignant l'a vu. « Quand je suis entré, le directeur de niveau est venu me chercher. Il m'a dit d'appeler mes parents, et je n'ai plus jamais remis les pieds à l'école. Sauf pour les examens. »

« C'est d'une efficacité incroyable. Les élèves sont conscients qu'ils ne peuvent pas apporter de la drogue à l'école. » Les chiens viennent au besoin jusqu'à une fois par mois. Sans que ça soit annoncé.

Cadre dans une grande banque, le père de Stéphane s'est dépêché d'inscrire son fils au Collège de Montréal. Une autre école privée, où le jeune homme n'a pas intérêt à récidiver.

Dans la majorité des écoles privées, les consommateurs de drogue n'ont pas de deuxième chance. « C'est bien expliqué aux enfants, c'est bien expliqué aux parents. On ne peut pas tolérer ça. Ici, c'est tolérance zéro », prévient Vincent Grégoire, secrétaire général du collège Notre-Dame.

« La consigne, c'est tolérance zéro pour la vente, la possession, ou être sous l'influence », renchérit Abraham Medeiros, directeur des services aux élèves au collège Jean-Eudes.

Pour Robert Paris, coordonnateur de l'organisme PACT de rue, la raison de cette sévérité est simple : « Les écoles privées tiennent à leur réputation », tranche-t-il.

« Il n'y a pas longtemps que le clergé est sorti des collèges privés, et il arrive encore que l'image du collège passe en premier, ajoute Michel Dubé, éducateur en prévention de la toxicomanie en Montérégie. J'ai même déjà entendu des directeurs d'école privée me dire que leur collège sera le premier à ne pas avoir de drogues. »

Mesures de sécurité légales

La politique pour contrer la drogue varie d'une école à l'autre. Chacune établit son propre code de vie, mais aussi les mesures pour contrer la présence de substances illicites sur son territoire. « Il y a des parents qui demandent que de telles mesures soient prises », indique Francine Lamoureux, présidente du syndicat de la Fédération du personnel de l'enseignement privé.

Au Collège de Montréal, la direction ne perd pas de temps quand elle soupçonne quelqu'un de possession. « Ils viennent te chercher dans ton cours et ça commence. Ils visitent ton casier, déroulent ton pantalon, ouvrent ton cellulaire, enlèvent la batterie dans ton iPod. Ça ne finit plus », relate François, un élève qui a eu



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

Les élèves interrogés dans sept écoles secondaires privées de la région de Montréal sont unanimes : ils savent qui aller voir parmi leurs confrères pour se procurer pot, hasch, et parfois d'autres drogues.

droit à une fouille complète l'an dernier.

Atteinte à la liberté personnelle? Non. En 1998, la Cour suprême a accordé beaucoup de souplesse aux établissements scolaires pour la fouille des élèves. « Ça peut aller jusqu'à lui demander de retirer son pantalon », indique Jacques Giguère, directeur général du Collège de Montréal.

De nombreuses écoles privées disposent de caméras de surveillance et interdisent aux élèves de sortir pendant l'heure du midi. D'autres ont même recours à des chiens renifleurs pour flâner le cannabis, dont le collège Durocher Saint-Lambert.

« C'est d'une efficacité incroyable, affirme Carmen Poirier, directrice générale du collège. Les élèves sont conscients qu'ils ne peuvent pas apporter de la drogue à l'école. » Les chiens viennent au besoin jusqu'à une fois par mois. Sans que ça soit annoncé.

M^{me} Poirier affirme que les chiens ont déjà trouvé de la drogue dans les casiers, dans les voitures des élèves, et même sous une bicyclette. « Il y a eu des actions et même des expulsions quand c'était une deuxième ou troisième récidive pour l'élève », dit-elle. Elle souligne que la police est toujours appelée pour

les cas de vente, « peu importe la quantité saisie ».

Au collège Durocher Saint-Lambert, le renvoi n'est donc pas « le premier réflexe ». On est une maison d'éducation, alors on pense qu'il faut dans un premier temps cerner la problématique et aider l'élève », indique M^{me} Poirier.

« Au départ, il y a souvent un message de tolérance zéro. Mais règle générale, les directions préfèrent essayer de venir en aide aux élèves », assure André Revert, coordonnateur des services aux élèves à la Fédération des établissements d'enseignement privés.

AUTRES TEXTES EN PAGE 4

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VOYAGE 18
Astrologie du jour	VOYAGE 19
Avis et encans	PETITES ANNONCES 14
Décès	PETITES ANNONCES 11 à 13
Emplois	CARRIÈRES 10 à 12

Forum	PLUS 4 à 6
Loteries	A29
Monde	A31 à A33
Petites annonces	PETITES ANNONCES AFFAIRES 4

Restaurants	ACTUEL 4 et 5
Sudoku	AFFAIRES 4
Trait d'union	VOYAGE 19
Vin	ACTUEL 6 et 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

SÉRIE /// L'ÉCOLE EST STONE

DEMAIN

Les écoles publiques peinent à contenir le fléau

L'ÉCOLE EST STONE

La chute de la fille d'un chef d'entreprise

CATHERINE HANDFIELD

Des avocats diplômés de Harvard. Des enfants de politiciens. Des membres de familles riches. Les clients de la maison de désintoxication Addington ont majoritairement fréquenté l'école privée dans leur enfance. Car à 15 000\$ pour le traitement de trois mois, il faut en avoir les moyens.

Jessica séjourne au centre du quartier Côte-des-Neiges depuis deux mois. Elle souhaite venir à bout de sa dépendance à l'alcool et à la marijuana.

« Ils pensaient que je serais en sécurité au privé, mais ils ont eu tort. C'était encore plus corrompu. »

« J'ai fait mes deux premières années du secondaire au public. Mais je n'allais pas bien. J'avais une très faible estime de moi, beaucoup de problèmes émotionnels », raconte doucement cette petite femme de 23 ans, dissimulée sous un épais coton ouaté.

Ses parents, un patron d'entreprise et une mère au foyer de l'Ouest-de-l'île, l'ont transférée à l'école Trafalgar, un collège pour

filles situé à quelques rues du parc du Mont-Royal.

« Ils pensaient que je serais en sécurité au privé, mais ils ont eu tort. C'était encore plus corrompu. Il y avait des problèmes de drogue, des troubles alimentaires, des dépressions partout autour de moi. Toutes les filles étaient très compétitives. La pression était forte. Je me suis mise à détester mon école. »

Jessica a fumé son premier joint à 15 ans avec un copain. Elle a aimé. Trop aimé. « C'était soudainement plus facile de socialiser, plus facile de m'isoler. Alors je me suis mise à consommer du matin au soir. »

À la fin du secondaire, elle consommait 3,5 grammes de cannabis par jour. Jessica utilisait l'allocation que ses parents lui donnaient ou volait dans leur portefeuille.

Elle en achetait de ses copines à l'école, ou aux alentours. C'était facile d'en trouver, dit-elle.

Elle s'est mise à consommer speed et ecstasy après son secondaire. Incapable de terminer un semestre au cégep, elle a pris des antidépresseurs et consulté un psychologue. Mais rien ne venait à bout de sa dépendance.

Jessica en est aujourd'hui à sa troisième cure de désintoxication. Cette fois, elle espère que ce soit la bonne.



PHOTO ALAIN ROBERGE. LA PRESSE ©

Plus riches, les élèves du secteur privé consomment souvent davantage que ceux du public. À la fin du secondaire, Jessica consommait 3,5 grammes de cannabis par jour. Elle utilisait l'allocation que ses parents lui donnaient ou volait dans leur portefeuille.

DÉGUSTATION D'HALLOWEEN

DU 26 AU 28 OCTOBRE

OBTENEZ

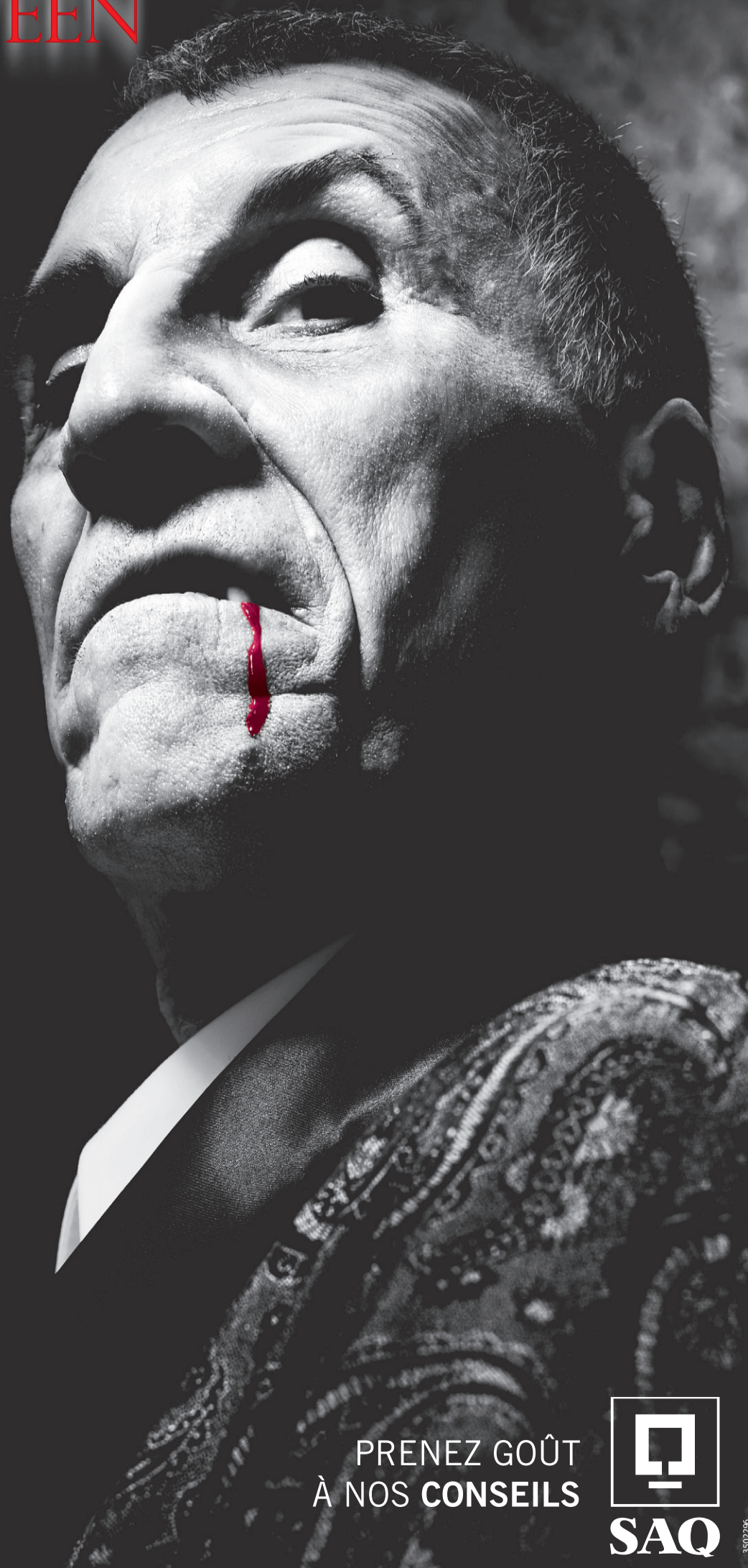
15%

DE VOTRE ACHAT DE

100\$

ET PLUS

EN CARTE-CADEAU



PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS



SAQ

18+ La modération a bien meilleur goût. EducAlcool

Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac, SAQ Dépôt et SAQ.COM exclus. Cette promotion s'applique aux produits offerts en succursale du 26 au 28 octobre 2007 à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des bons-cadeaux « Les Connaisseurs » et des cartes de dégustation. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Les cartes-cadeaux remises dans le cadre de cette promotion sont échangeables uniquement à compter du 1^{er} novembre 2007. 18 ans et plus. Quantités limitées. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée.

Vendeurs de bonne famille

CATHERINE HANDFIELD

Papa est avocat, maman est comptable. Et fiston? Vendeur de pot. Aujourd'hui âgé de 23 ans, Jonathan* se rappelle avec une pointe d'amusement son gagnepain à l'époque du secondaire.

Il a vendu du cannabis au collège Notre-Dame, à Montréal, de la deuxième secondaire à la quatrième secondaire. Et c'était payant. « Je pouvais faire des profits nets de 300\$ à 500\$ par semaine. Je ne fais pas ça aujourd'hui! » constate l'étudiant de l'UQAM.

Jonathan fumait lui-même chaque jour, et vendre lui permettait de payer sa propre consommation. « Mais au-delà de l'argent, je le faisais pour l'ascension sociale. Tu deviens LA personne-ressource, raconte-t-il. Tu acquiers du respect. Et on connaît l'importance du respect au secondaire. »

À la fin de son règne, il revenait environ une quarantaine de grammes par semaine, surtout à la station de métro Côte-des-Neiges. Le moins possible dans l'école. En quatrième secondaire, il a tout arrêté. « D'autres élèves s'étaient mis à vendre. Ça ne valait plus la peine. »

Jonathan ne s'est jamais fait pincer. « J'avais des bonnes notes. Et quand tu as des bonnes notes, l'école est prête à fermer les yeux sur bien des affaires. »

Pour sa part, Philippe* a été moins « chanceux ». Le jeune homme, qui a maintenant 18 ans, a vendu du cannabis quelques semaines au collège Jean-Eudes. Une fille l'a dénoncé; il s'est fait renvoyer sur-le-champ. Lui aussi le faisait pour payer sa propre consommation et pour acquiescer un certain respect. « J'avais trouvé des petits trucs, raconte-t-il. Je vendais dans les toilettes pour éviter l'œil des caméras. »

Philippe et Jonathan vendaient tous deux à un cercle restreint de connaissances. « On était plusieurs à vendre et ça allait bien, indique Philippe. Au privé, personne ne vient te casser le nez quand tu vends sur son territoire. »

Tous les prénoms ont été changés pour assurer la confidentialité.

ARTS SPECTACLES

Tous les jours dans

LA PRESSE

Minouville



**PIERRE
FOGLIA**
CHRONIQUE

Je dis que j'ai neuf chats, mais c'est huit. Momo est parti si vite que je le compte encore. C'est arrivé un samedi, je partais rouler avec des amis, Momo sortait du garage, hey Momo tu viens avec nous? Il avait l'air comme d'habitude, d'un retraité qui fait le tour de son jardin. S'il n'avait pas été un chat, Momo aurait travaillé à La Baie au rayon des électroménagers. Il aurait sûrement fumé la pipe aussi. Quand je suis rentré, il y avait un mot de ma fiancée sur le comptoir de la cuisine: je suis chez le vet, Momo. Quand elle a appelé un peu plus tard, elle pleurait. Pas moi. J'ai pleuré Picotte, c'est le mort d'avant, pas Momo. Momo, je suis jaloux de sa thrombose, je veux mourir de cette maladie-là qui ne dure même pas un après-midi. Le matin t'es bien, le soir t'es mort.

J'ai donc huit chats. Deux immigrés et six «de souche», ces six-là tout autant immigrés que les deux autres, mais disons

qu'ils pissent partout depuis un peu plus longtemps pour marquer un territoire qu'ils ont fini par s'approprier. Sont chez eux, bon. Bienvenue à Minouville.

Les six de souche sont composés d'une handicapée, deux gériatriques, et de Lola, porte-parole d'un groupe un peu hystérique, le B'nai Cat qui s'exaspère de tout ce qui n'est pas *catchère*. S'cusez.

Complétant cette population indigène, un petit couple très pot-au-feu dont il y a peu à dire sinon qu'il s'ennuie un peu dans cette maison sans sous-sol fini. Il s'ennuierait aussi dans un bungalow, mais il n'y aurait pas cette immensité des prairies qui leur donne le vertige. Minette et Ramon, le couple en question, sont de bons minous qui aiment le lait, le foie, les rognons et n'abusent pas du catnip. Ils aiment que la maison soit en ordre. S'ils avaient eu des enfants, ils eussent été moyens. Bref, des chats. Comme on dirait, bref des gens.

Les idéologies font naufrage, les utopies s'étouffent, le consumérisme infantilise la planète, Ramon et Minette continuent d'aller à leurs petites affaires sans s'émouvoir, raisonnables, bien élevés, partisans d'une immigration à la Montignac: n'importe qui mais pas trop. Je n'aurais jamais pensé chroniquer un jour sur Ramon et Minette.

J'ai dit: deux immigrés. Les six «de souche» ont plutôt bien supporté l'arrivée de Sophie. Faut dire qu'elle est jolie et pas vraiment là, très chatte, très *space* à la manière des jeunes femmes d'aujourd'hui. Et puis il y a eu cet accident qui lui a mis la gueule un peu croche, imaginez Monica Bellucci avec un nez de boxeur. Vous refuseriez l'entrée au Canada de la Bellucci, même avec un nez de boxeur?

C'est l'arrivée de Tonton qui a été de trop. Tonton est un réfugié de la grande rafle des ratons de l'été dernier. Deux fois les agents de la faune l'ont pogné dans leur cage, sont venus se renseigner:

- «C'est à vous?
- Non.
- Qu'est-ce qu'on en fait?
- Ce que vous voulez.»

À ce qu'ils nous ont dit par la suite, ils l'ont relâché dans les vignes de Paradis à cinq kilomètres de chez nous. Le lendemain matin il était à notre porte, il avait faim, il était tout crotté,

un peu tunisien, il nous a fait accroire qu'il avait échappé à mille périls en chemin et que si on le renvoyait, les coyotes n'en feraient qu'une bouchée. Donne-lui du lait, m'a dit ma fiancée. Et quand il a eu fini de se lécher les babines: C'était bon, Tonton? Tonton! Elle venait de lui donner un nom. Aussi bien dire les clefs de la maison.

Dès le début, Tonton en a mené large. L'air de quelqu'un qui avait des droits, mieux, une protection. Il s'est mis à chicaner autour des plats. À exiger de Bardeau qu'il lui lave le front. Et l'autre soir il a sauté dans le panier où dort Minette, qu'on appelle d'ailleurs le panier de Minette. Minette s'est réveillée en sursaut, lui a crissé une claque en lui crachant: T'es même pas chez vous! C'est pas ton panier. Les autres minous ont approuvé. Même ma fiancée était d'accord. Elle a grondé Tonton.

J'ai dit que tous les minous étaient d'accord? Sauf Lola. Comme mentionné plus haut, Lola fait partie de cette curieuse organisation appelée B'nai Cat, curieuse parce qu'elle ne défend pas les intérêts des chats mais des castors. Pourquoi Tonton n'aurait-il pas le droit d'avoir son panier, il vit ici comme Minette, a susurré Lola.

En fait, Lola n'a rien à foutre de Minette ni de Tonton. Elle dit cela juste pour attiser la chicane

et foutre un peu plus le bordel entre les autres chats. Comme je viens de le dire, la B'nai Cat est vouée à la défense exclusive des castors. Le grand regret de la B'nai Cat, c'est qu'un chat soit un chat, pas un castor.

Mais revenons à la chicane centrale. Pour accommoder Tonton, on a libéré une alvéole de la bibliothèque, on lui a mis une serviette. Le tollé, madame! Se sont mis à babouner. Bardeau, pourtant un bon minou, s'est mis à faire son petit Zidane, dès que Tonton approche pour se faire laver le casque, tiens, toé, un coup de boule. Sophie, qui revient de l'étang les pattes toutes boueuses, va se les essuyer sur la serviette de Tonton. Zézette, elle, a carrément pissé dessus.

C'est pas tout à fait un conte que je vous fais là. Lola, bon, j'exagère, le B'nai Cat n'existe pas. Mais le rejet de Tonton par ma gang de morrons à moustaches, le babouage de Minette et de Ramon, le bizutage de Bardeau, je n'invente rien. L'irascibilité soudaine de Lili non plus. Et ce matin, j'ai pogné Zézette en train de pisser sur la serviette pour la seconde fois.

J'ai toujours défendu que les bêtes, les chats en particulier, sont loin d'être cons comme les gens. Je dois quand même reconnaître qu'il y a des moments ils s'approchent.

Un tiers des Américains croient aux fantômes et aux ovnis

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON — Un peu plus d'un Américain sur trois (34%) est persuadé que les fantômes existent ou que des objets volants non identifiés traversent parfois le ciel, selon un sondage IPSOS réalisé pour l'Associated Press.

Selon cette enquête, 23% des Américains disent même avoir

vu un revenant ou avoir senti sa présence. Parmi eux figure Put Conrad, un constructeur immobilier de 40 ans qui a déménagé précipitamment: la télé ou la lumière s'allumaient sans raison la nuit, sa fille s'était mise à parler à une fillette invisible et les voisins l'assuraient que des enfants avaient été assassinés dans la maison.

D'autres croyances sont encore plus répandues: 48% des Américains sont convaincus de l'existence des perceptions extrasensorielles, un ensemble de phénomènes allant de la télépathie à la voyance. Ils sont 34% à être persuadés de l'existence des ovnis (14% en ont déjà vu) et 19% à avoir peur des sorts et des sorcières.

Un Américain sur cinq est superstitieux, un phénomène observé plus souvent chez les jeunes, les plus pauvres et les habitants des villes: pour eux, la découverte d'un trèfle à quatre feuilles est le moyen le plus sûr d'avoir de la chance. Pour éviter la malchance, ils évitent de passer sous les échelles, pressent le fiancé de ne pas voir sa future femme

avant la cérémonie de mariage le jour des noces et, plus rarement, redoutent les chats noirs, les miroirs brisés ou les parapluies ouverts à l'intérieur.

Le sondage a été réalisé par téléphone entre le 16 et le 18 octobre auprès d'un échantillon représentatif de 1013 adultes américains. La marge d'erreur est estimée à plus ou moins 3,1 points.

2 pour 1 pour les lecteurs de La Presse.

Offre exclusive pour les vols à destination d'Orlando et de Fort Lauderdale.

DERNIER JOUR

Réservez d'ici au 27 octobre. Voyagez entre le 4 novembre et le 19 décembre 2007*.

OFFRE EXCLUSIVE AUX LECTEURS DE LA PRESSE!

ALLERS SIMPLES au départ de Montréal pour deux personnes :

178\$ pour deux
ORLANDO

238\$ pour deux
FORT LAUDERDALE



WESTJET

PARCE QUE LE PROPRIO Y TIENT

Composez le 1 877 956 6982 ou communiquez avec votre agent de voyages, et mentionnez le code de promotion « 2000 ».

* Les tarifs s'appliquent aux réservations effectuées au 1 877 956 6982 ou auprès d'un agent de voyages. Mentionnez le code de promotion « 2000 ». Tarifs pour un aller simple pour deux personnes. Un voyageur seul peut aussi profiter de l'offre: il paiera pour un aller simple 50% du tarif indiqué. Les tarifs s'appliquent aux réservations effectuées au plus tard le 27 octobre 2007 pour les vols sans escale effectués entre le 4 novembre et le 19 décembre 2007. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Nouvelles réservations seulement. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Il est possible que certains vols ne soient pas offerts chaque jour de la semaine.

POLITIQUE

DÉSARTEU DE LA COMMISSION DES DROITS

Un « boulot politique », accuse le Parti québécois

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Surpris de voir leur projet de loi sur l'identité québécoise critiqué par la Commission des droits de la personne, les péquistes haussent le ton.

Pauline Marois s'est dite « étonnée » hier d'apprendre que son projet de loi sur l'identité québécoise était jugé discriminatoire à la Commission des droits de la personne sans même que les commissaires en aient discuté formellement.

Et le député de Borduas, Pierre Curzi, a renchéri, soutenant publiquement que l'organisme avait décidé de faire un « boulot politique » pour saper la proposition de son parti.

« Comment peuvent-ils sortir une opinion comme celle-là sans l'avoir fondée, sans que personne ne leur ait jamais demandé leur avis. Cela ressemble beaucoup à un boulot politique qu'on est en train de faire. Et ça, si on commence à faire faire par la Commission des droits de la personne du sale boulot politique, on n'est vraiment pas sortis de l'auberge », a soutenu M. Curzi. Car les membres de la Commission, dont son président, sont nommés par un vote de l'Assemblée nationale, et non par le gouvernement.

Jean-François Lisée, qui avait avec l'ancien ministre Joseph Facal conseillé M^{me} Marois pour ce projet de loi controversé, applaudit à la décision de la chef péquiste d'aller de l'avant en dépit des critiques. Dans plusieurs pays, dont la France,



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le député Pierre Curzi a accusé la Commission des droits de la personne de faire un « boulot politique » pour saper la proposition de son parti.

l'Allemagne et le Royaume-Uni, les nouveaux arrivants doivent démontrer qu'ils connaissent la langue avant d'accéder à la citoyenneté. Le Québec accueillera dans les 10 prochaines années 200 000 immigrants qui ne parlent pas le français, rappelle-t-il.

Dans une lettre transmise hier au président de la Commission, Gaétan Cousineau, Pauline Marois soutient ne pas s'expliquer que la Commission semble

avoir pris position sur son projet de loi sans qu'il y ait eu l'habituel processus de discussion et d'évaluation entre ses membres. Pour M^{me} Marois, il faut distinguer entre « l'opinion exprimée par une porte-parole et un avis formellement adopté par les commissaires ».

Le PQ, appuyé par quelques constitutionnalistes dont Henri Brun de l'Université Laval, soutient que le fait d'interdire le droit de se présenter aux élections

aux néo-Québécois qui n'apprennent pas le français est conforme à la Charte des droits et libertés du Québec. Il s'agit selon eux d'une « limite raisonnable » à un droit reconnu.

Hier encore, la porte-parole de la Commission, Ginette L'Heureux, soulignait que le projet de loi soumis par M^{me} Marois à l'Assemblée nationale nécessiterait un amendement à la Charte québécoise des droits. Le projet de loi sur l'identité « n'est pas conforme à la charte actuelle, il faudrait l'amender. On ne se prononce pas sur l'opportunité de l'amender ou non », souligne la porte-parole de l'organisme.

L'article 10 de la Charte québécoise précise qu'on ne peut faire de discrimination pour une liste de motifs, dont la langue. « C'est spécifique », insiste-t-elle.

Avant d'exprimer ce point de vue, qui faisait la manchette de *La Presse* hier, elle était même allée vérifier sa position auprès du président de la Commission, Gaétan Cousineau.

Le président de cette commission, tout comme le directeur général des élections ou le vérificateur général, jouit d'un statut particulier dans l'appareil administratif québécois; ils sont nommés directement par l'Assemblée nationale et non par le gouvernement, ce qui leur assure une totale indépendance du gouvernement.

> VOIR LES TEXTES D'ANDRÉ PRATTE ET DE LYSIANE GAGNON EN PAGES 4 ET 5 DU CAHIER PLUS

LOI SUR L'IDENTITÉ

Vives réactions dans les médias anglophones

HUGO FONTAINE

Certains médias canadiens-anglais réagissent avec véhémence au débat identitaire en cours au Québec. Alors que deux caricatures mettent en vedette les costumes du Ku Klux Klan, des éditorialistes et chroniqueurs dénoncent le projet de loi sur l'identité québécoise déposé par Pauline Marois. D'autres vont plus loin et déplorent l'intolérance de la société québécoise.

Mercredi, le caricaturiste de l'hebdomadaire montréalais *The Suburban* a illustré le party d'Halloween du PQ avec quatre personnages portant le costume traditionnel du KKK.

Dans l'édition d'hier du quotidien *National Post*, distribué à travers le pays, la caricature présente un habitant de Hérouxville accueillant un nouvel arrivant vêtu de la tunique blanche et du chapeau conique du KKK. Il lui dit: « Normalement, il n'est pas permis de se couvrir la tête ici, mais dans votre cas... »

Manœuvre politique

Chantal Hébert, du *Toronto Star*, et Lorrie Goldstein, du groupe Sun Media, présentent le projet de loi péquiste sur l'identité québécoise comme une manœuvre politique pour reprendre du terrain à l'ADQ. Ils remettent sous le nez de Pauline Marois son faible niveau d'anglais.

« Il faudrait lui faire passer un test de langue dans trois ans », écrit M^{me} Goldstein dans un texte publié dans plusieurs journaux du pays. « Si son niveau d'anglais n'est pas suffisant, retirons-lui quelques droits. »

Intolérance

Don Martin va plus loin dans sa chronique publiée jeudi dans le *National Post* sous le titre « *It's racism - in any language* ». Il parle du « combat pour une identité purifiée » et du « protectionnisme culturel agressif » du Québec. « Les Québécois tentent de définir leur "nation" nouvellement reconnue en tant que société francophone injuste construite sur la suspicion ethnique et l'intolérance culturelle », écrit-il.

Dans un long éditorial publié mercredi dernier, l'éditeur du *Suburban*, Beryl Wajzman, y va d'une charge à fond de train contre le projet de loi péquiste. « C'est une affaire de préjudice », écrit-il. C'est scandaleux dans une société démocratique. »

M. Wajzman craint « l'institutionnalisation de l'intolérance ». « Pendant que les politiciens se font du capital politique, les minorités souffrent quotidiennement au Québec », ajoute l'éditeur.

SI ON TROUVE VOTRE POCHE SECRÈTE,
C'EST SÛREMENT AVEC DES GANTS EN LATEX.



LES PANTA-SHORTS DRUMMER LEGENDS



SPÉCIFIQUEMENT CRÉÉS POUR VOYAGER. Nos panta-shorts Drummer Legends sont garantis à vie contre l'usure. Légers et laissant circuler l'air, ils sont dotés de 7 poches, incluant une poche de sécurité bien cachée à l'intérieur. Le tissu est certifié IPU 50+, cote de protection UV maximale. Il est facilement lavable en plus de sécher rapidement. C'est tout ce dont vous avez besoin, peu importe où l'aventure vous mène.

Tilley

TOUJOURS PARTANT.

www.tilley.com

TORONTO MONTRÉAL VANCOUVER
1-800-465-4249 POUR CONNAÎTRE LE DÉTAILLANT
LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS

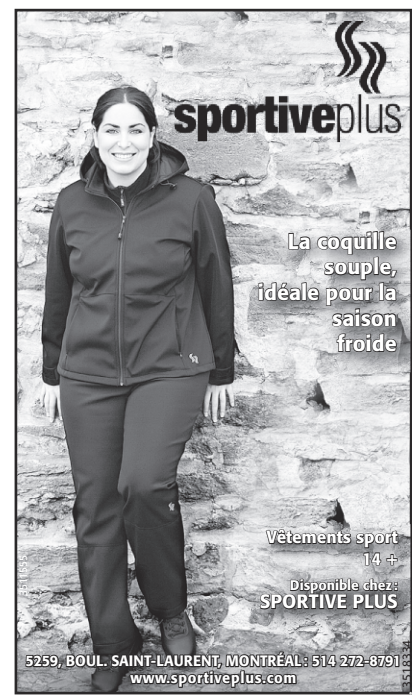
2 pour 1

Vols pour Orlando
et Fort Lauderdale

Détails dans la section A

WESTJET

3516437A



sportiveplus

La coquille
souple,
idéale pour la
saison
froide

Vêtements sport
14-5
Disponible chez
SPORTIVE PLUS

5259, BOUL. SAINT-LAURENT, MONTRÉAL; 514 272-8791
www.sportiveplus.com

Pouding chômeur



RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

«**Q**u'est-ce que tu fais? m'a demandé mon Jules l'autre soir.

— Du pouding chômeur, pourquoi?

— Parce qu'il y a de la fumée qui sort du four...»

Le temps de le dire, la maison était emboucanée. Il y avait des flammes autour de mon premier pouding chômeur.

Ça sentait bon. Une odeur sucrée réconfortante. Je recommande à tout le monde de brûler son pouding chômeur un dimanche soir d'automne.

Je raconte ça parce que plusieurs lecteurs m'ont interrogée sur mon fameux pouding après une chronique sur le «Nous» où il en a été brièvement question. Mis à part le fait que la maison a failli passer au feu, c'était un vrai délice, rassurez-vous.

J'ai reçu quelque 300 lettres à la suite de cette chronique qui s'interrogeait sur les critères d'admission au «Nous». Ça venait de partout. Des «Nous» mous, des «néo-Nous», des «ex-Nous», des «Wannabe Nous», des «s'en-fout-du-Nous». Des «Eux» aussi qui ont renoncé au «Nous», d'autres qui disent qu'il n'en tient qu'à nous, enfin à eux, enfin, vous voyez ce que je veux dire.

Des lettres intelligentes pour la plupart. Quelques chahuts, bien sûr, sinon ce serait inquiétant. Quelques félicitations aussi parfois plus troublantes que les chahuts (désolée de vous décevoir, mais je ne suis pas de ceux

qui croient que le PQ est un parti d'extrême-droite-fasciste-raciste-xénophobe).

«J'ai des amis musulmans, juifs, noirs et asiatiques pis y'en a pas un *esti* qui me dérange avec sa religion ou ses coutumes. Je ne suis peut-être pas normal», s'inquiète un lecteur.

«J'ai de bonnes relations avec mes voisins québécois de souche, avec mes collègues au travail, même celle qui est lesbienne», m'écrit une lectrice musulmane.

Pourquoi ne pas changer votre nom pour Marie Courriel? suggère un autre lecteur qui veut me permettre d'obtenir rapidement ma carte de membre du «Nous».

«Je suis professeure de français en deuxième secondaire et j'ai eu 100% en grammaire au test de français de ma commission scolaire. Si mes élèves ne réussissent pas

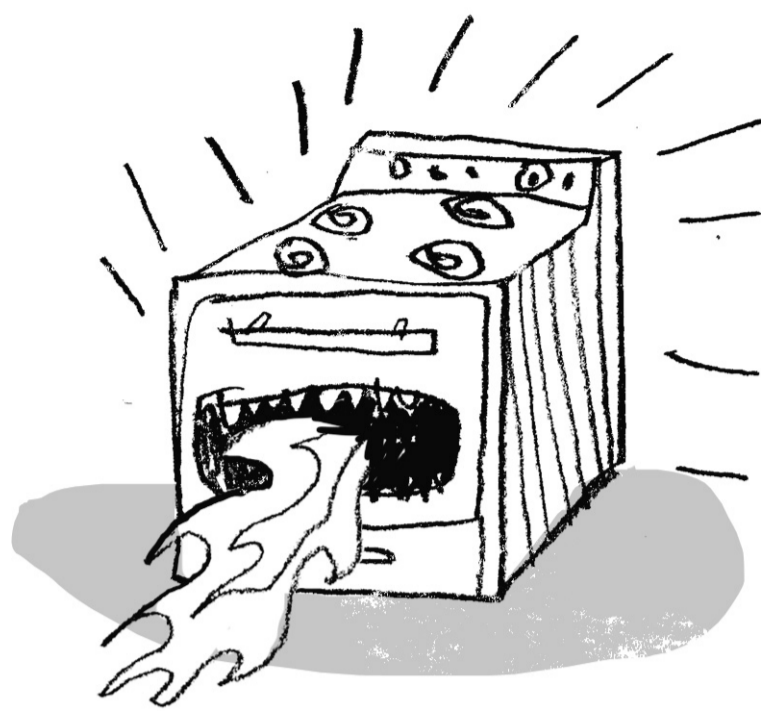


ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉ. LA PRESSE ©

sans fond, cette histoire. Un pouding chômeur qui déborde et qui laisse le fond du four tout collant.

Pour revenir à ce pouding, à ma grande surprise, certains des commentaires les plus enflammés ne concernaient pas tant le «Nous»

mettre un peu de lait Carnation. Avec du sirop d'érable, c'est un faux pouding de faux chômeur. Trop riche, et surtout trop fédéraliste», m'écrit un lecteur. Merci monsieur de m'éclairer.

Après le débat sur le lard dans les fèves au lard, le temps est venu de se pencher sur la nature véritable du pouding chômeur. Son authenticité, sa valeur, son histoire. Quel pouding chômeur voulons-nous pour notre société? Avec ou sans sirop d'érable? Pas cher, cascher ou halal? À partir de quelle limite le pouding cesse-t-il de chômer? Surveillez ça. Il y aura sans doute des audiences, des forums, des émissions spéciales. Un rapport devra être remis au premier ministre au printemps prochain.

En attendant la Commission sur le pouding chômeur, des lecteurs y vont de leurs conseils contradictoires. «Ne mettez pas trop de sirop d'érable dans votre pouding chômeur. Le sirop d'érable, c'est comme les commissions, trop c'est

Après avoir cliqué sur la 279^e lettre, j'ai eu une pensée pour MM. Bouchard et Taylor. C'est un puits sans fond, cette histoire. Un pouding chômeur qui déborde et qui laisse le fond du four tout collant.

cette année, qui sera responsable?» me dit une lectrice outrée par mes propos sur la piètre qualité de la langue enseignée dans nos écoles. Qui? Un système qui dévalorise la profession d'enseignant et fait en sorte qu'elle attire une minorité de gens qualifiés comme vous.

Après avoir cliqué sur la 279^e lettre, j'ai eu une pensée pour MM. Bouchard et Taylor. C'est un puits

que ce dessert né d'une crise économique. En tant qu'aspirante au «Nous», je mentionnais avoir tenté la chose en y mettant beaucoup de sirop d'érable. Je demandais si ça me rendait éligible à des points «AéroNous». Sans le savoir, je m'aventurais en terrain glissant.

«Un vrai pouding chômeur pour NOUS c'est fait avec de la cassonade. À la limite, on peut y

comme pas assez!» me dit l'un. «N'oubliez pas de doubler votre recette de sirop, car il en manque toujours pour le dernier morceau», me dit l'autre. «Ne mettez pas trop de sirop d'érable, ça fait pas de beaux coins», observe un troisième. «Faites attention au pouding chômeur, c'est dangereux pour le diabète», m'avertit un militant anti-pouding.

Et finalement, après tout ça, le lecteur numéro 284 qui me demande tout bonnement de lui livrer «ma» recette, sans se douter qu'il y a tempête dans le plat de pouding.

Je peux juste vous parler du pouding inflammable, parce que c'est ma spécialité. Ce n'est pas «ma» recette, mais certainement la meilleure. C'est la recette de Caroline Dumas, du resto Soupe Soup, où on ne fait pas que de la bonne soupe. Page 145 du livre du chef Martin Picard.

Alors voici: mélanger au malaxeur 160 g de beurre et 200 g de sucre. Ajouter deux oeufs. Lorsque les ingrédients sont amalgamés, incorporer 280 g de farine et 5 g de poudre à pâte. Réfrigérer au moins 24 heures. Dans une casserole, amener 500 ml de crème et autant de sirop d'érable à ébullition. Réserver. Déposer la pâte dans un plat de cuisson de taille adéquate. Recouvrir de sirop d'érable et de crème. Cuire au four à 450° F de 15 à 20 minutes, jusqu'à ce que le pouding ait une belle coloration dorée.

Il vous reste maintenant à juger ce qu'est un plat de taille «adéquate». J'ai manqué mon coup, en choisissant un plat trop petit. Avec la chaleur, le sirop et la crème ont débordé, d'où la fumée, les flammes, l'opération de sauvetage d'urgence et le Jules à quatre pattes avec son *scraper* pour gratter le fond du four pendant une demi-heure. Sur ce, bon week-end.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse: rima.elkouri@lapresse.ca

Étude sur le dégel des droits de scolarité

Les étudiants dénoncent l'arrogance du gouvernement

MARIO GIRARD

Les deux principales fédérations étudiantes du Québec critiquent la manière dont le ministère de l'Éducation accueille les conclusions de l'étude indépendante portant

notamment sur le dégel des droits de scolarité publiée cette semaine. Selon les porte-parole, le gouvernement fait preuve «d'arrogance» dans sa façon d'interpréter le rapport.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont partagé leur analyse de l'étude commandée par le MELS sur le financement des réseaux d'enseignement de la province. Pour les deux organismes, qui représentent 160 000 étudiants, il

ne fait aucun doute que le document est une sévère critique à l'égard des mesures que s'apprête à appliquer le gouvernement. «Ce document dit clairement que le gouvernement fait fausse route», dit Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ.

Les fédérations prétendent que le gouvernement a ignoré l'existence de ce rapport, commandé en 2006, par Jean-Marc Fournier. «Le ministère l'a reçu le 22 juin et six jours plus tard on annonçait qu'on procéderait au dégel des frais de scolarité», dit Geneviève Bond-Roussel, présidente de la FECQ.

Ce sujet sera au cœur des discussions qui auront lieu ce week-end lors des congrès de la FEUQ et de la FECQ.



Bain flottant inclus.

CUBA
679 \$
VARADERO
Cameleon Club Puntarena 3+★
7 nuits | Tout inclus 24 hrs
1, 8, 15 et 22 novembre

CUBA
789 \$
CAYO LARGO
Sol Pelicano 3+★
7 nuits | Tout inclus
1 et 8 novembre

RÉP. DOMINICAINE
799 \$
LA ROMANA
Grand Bahia Principe La Romana 4+★
7 nuits | Tout inclus 24 hrs
5, 12, 19 et 26 novembre | Suite junior

RÉP. DOMINICAINE
799 \$
PUNTA CANA
Sirenis Tropical Suites Casino & Spa 4+★
7 nuits | Tout inclus
1, 8, 15, 22, 29 nov., 6 et 13 déc. | Suite 1 ch.

FORAITS FLORIDE
ORLANDO
849 \$
Holiday Inn Maingate East 4+★
7 nuits | Vol, hôtel et voiture
3, 10, 17, 24 nov., 1, 8 et 15 déc.

PANAMA
799 \$
PANAMA
Royal Decameron Beach Resort 4+★
7 nuits | Tout inclus
5 et 12 novembre

MEXIQUE
849 \$
RIVIERA NAYARIT
Royal Decameron Complex 4+★
7 nuits | Tout inclus
5 et 12 novembre

MEXIQUE
999 \$
RIVIERA MAYA
Catalonia Playa Maroma 3+★
7 nuits | Tout inclus 24 hrs
2 et 9 novembre

VENEZUELA
1269 \$
MARGARITA
Lagunamar Resort & Casino 4+★
7 nuits | Tout inclus
9, 16 et 23 janvier

FORT LAUDERDALE
899 \$
Ocean Sky Hotel & Resort 3+★
7 nuits | Vol, hôtel et voiture
4, 18, 25 nov. et 2 déc.

MEXIQUE
1299 \$
ACAPULCO
Calinda Beach Acapulco 3+★
7 nuits | Tout inclus
3, 10, 17 et 24 janvier

NICARAGUA
1299 \$
MANAGUA
Barcelo Montelimar Beach 4+★
7 nuits | Tout inclus
8, 15, 22 et 29 janvier

EL SALVADOR
1389 \$
EL SALVADOR
Royal Decameron Salinitas 4+★
7 nuits | Tout inclus
14, 21 et 28 janvier

NOLITOURS
C'est tout inclus.

CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES

clubvoyages
1 866 777-0608

Voyages VASCO
L'Université de la Croisière
1-888-688-2726

Voyages Sears
En magasin 1 866 393-7327
En ligne 1 888 549-5559

Voyages
1 888 549-5559

AGENCIAS
1 888 614 8372

OU

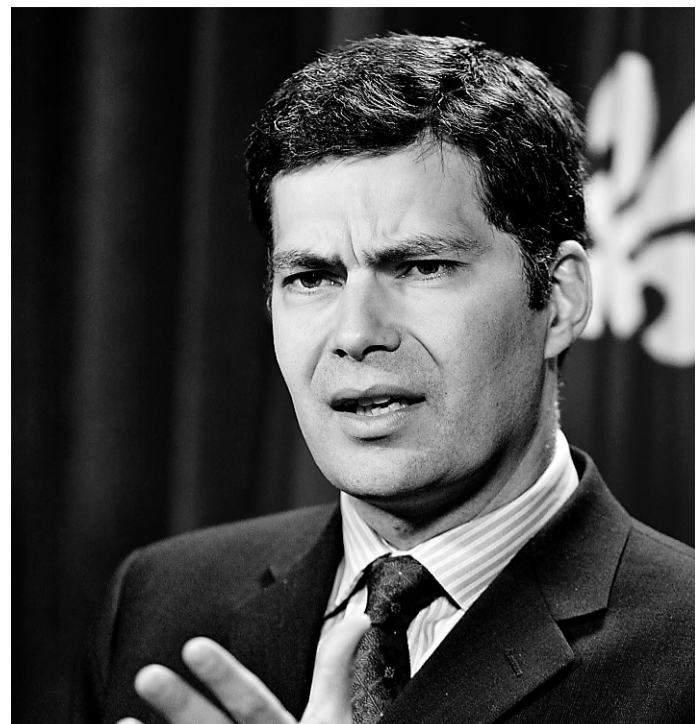
WWW.NOLITOURS.COM

20 ans
Tout un monde!

Départs de Montréal. Tous les prix sont par personne en occupation double, incluant les taxes et les rabais applicables. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées le 17 octobre 2007. Floride : voiture de catégorie A, plan de base. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures Sud et Floride 2007-2008 de Nolitours. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat. Nolitours est une division de Transat Tours Canada inc. et est titulaire d'un permis du Québec (no. 825121). Ses bureaux sont situés au 300, rue Léo-Pariseau, bureau 500, Montréal (Québec) H2X 4C2.

Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

POLITIQUE



Avec une morgue étonnante depuis deux semaines, Jean Charest attaque quotidiennement son principal adversaire, Mario Dumont. Au passage, surtout après le dépôt de son projet de loi, Pauline Marois lui a aussi servi de cible.

La « cohabitation » des ennemis crée une nouvelle dynamique à Québec

Des yeux dans le dos



DENIS LESSARD
ANALYSE

QUÉBEC — La synthèse des opérations financières du gouvernement devait être publiée à la fin du mois. Elle sera retardée de plusieurs semaines. La ministre Monique Jérôme-Forget et le vérificateur général Renaud Lachance discutent fébrilement d'une nouvelle façon de présenter les états financiers du gouvernement.

Pourquoi? Pour éviter de recevoir une nouvelle baffes en commission parlementaire. La semaine dernière, les efforts conjugués de l'ADQ et du PQ ont réussi à ce que l'Assemblée nationale donne l'ordre au gouvernement de venir s'expliquer sur la taille réelle du déficit.

Quand elle se présentera devant les députés, M^{me} Jérôme-Forget veut être inattaquable du point de vue de l'application des « règles comptables généralement reconnues » ailleurs au pays, un grief que lui a fait l'an dernier le vérificateur Renaud Lachance. En outre, on aura trouvé une façon d'inscrire aux livres les lourds déficits des réseaux de la Santé et de l'Éducation. M^{me} Jérôme-Forget s'était engagée à le faire d'ici le budget 2008, la nouvelle

dynamique à Québec l'a forcée à presser le pas.

Jean Charest parlait de « cohabitation » nouvelle dans cette Assemblée nationale, devenue un ménage à trois depuis les dernières élections. Le gouvernement devra s'habituer à se faire humilier. Il était battu encore, mercredi après-midi, sur une motion péquiste lui demandant d'agir immédiatement pour aider l'industrie forestière.

Jean Charest a vite ciblé son principal adversaire, Mario Dumont. Avec une morgue étonnante, une fougue retrouvée en apparence, il l'attaque quotidiennement depuis deux semaines. Il a dû ravalier son quolibet de « girouette », jugé non parlementaires, mais ses moqueries à l'endroit des volte-face du chef

de parti n'est pas un poste pour un apprenti premier ministre, a dit Jean Charest, lapidaire. Inconstitutionnel, le projet de loi sur la citoyenneté n'aurait jamais dû être déposé, plaide-t-il. La Commission des droits de la personne a ajouté sa pierre hier.

Mais le chef libéral ferait mieux de protéger ses arrières. En juin, chez ses idées, on disait que, les sondages aidant, il comprendrait que le temps était venu de plier bagage à l'automne. Or il n'en est rien. La rumeur publique parle maintenant des Fêtes. Lui, c'est clair, est décidé à rester, tant il est convaincu qu'il n'y aura pas d'élections en 2008, confie-t-on. Contrairement à Daniel Johnson en 1998, les milieux d'affaires ne feront pas pression pour renou-

partout au Parlement font sourire les vétérans. Dumont, qui est au bâton chaque jour, est moins percutant qu'à l'époque où, avec une question par semaine, il avait le temps de figurer ses « clips ». Au début, il semblait d'ailleurs volontairement éviter ces effets de toge, soucieux de donner une image de « premier ministrable ». Il s'est ravivé depuis deux jours, et est devenu plus mordant.

Rencontrant ses députés au Cercle de la Garnison, à la rentrée, Dumont ne leur a pas caché l'ampleur de la commande. Ces néophytes devront aussi y aller de leurs propositions, ne plus se contenter de critiquer, mais aussi suggérer des avenues au gouvernement, a-t-il prévenu. En dehors d'une poignée d'élus, les

Le chef libéral ferait mieux de protéger ses arrières. En juin, chez ses députés, on disait que, les sondages aidant, Jean Charest comprendrait que le temps était venu de plier bagage à l'automne.

adéquate, qui veut freiner la dette et promet de réparer les viaducs, qui veut freiner l'interventionnisme et revendique un geste de la Caisse de dépôt, ont fait mouche. Mais en dehors de la bulle, du kilomètre carré autour du parlement, ces bons coups font long feu.

Pauline Marois a subi ses attaques cette semaine, pour sa position « bolchevique » qui priverait les non-francophones du droit de se présenter aux élections provinciales ou municipales. Être

veler le leadership libéral, ils ont désormais une solution de rechange en Mario Dumont.

Inexpérience à l'ADQ

Mais le chef adéquate doit aussi examiner ses troupes à l'Assemblée nationale, avec une pointe de découragement souvent. Bien des députés ne connaissent guère leurs dossiers et s'appuient sur des chercheurs qui n'en savent pas davantage. Les demandes de renseignement qu'ils distribuent

Éric Caire, Sébastien Proulx et bien sûr Gilles Taillon, Dumont n'a guère de compteurs naturels dans son équipe.

Dissensions au PQ

Pauline Marois aussi devra faire attention. Dans le secret du caucus, Louise Harel n'avait pas caché ses réserves importantes à l'endroit du projet de loi identitaire de M^{me} Marois. Bien des députés péquistes ont été surpris de la précipitation de leur nouvelle chef

à déposer ce projet vite devenu controversé. Depuis des années, ils étaient habitués à ce que des questions délicates soient discutées à quelques reprises avant qu'un geste soit fait.

D'autres dissensions étaient apparues chez les conseillers choisis par M^{me} Marois. Au retour de Pauline Marois, le vieux sage, Yves Martin, avait d'emblée accepté de pousser à la roue. Mais il a annoncé qu'il se dissociait de ce projet lors d'une rencontre le 28 septembre à la permanence du PQ. Pas question pour lui de rogner sur les droits fondamentaux; quant au projet de Constitution québécoise, il risque de rendre moins nécessaire, dans l'opinion publique, le projet souverainiste.

Jean-François Lisée (l'ancien conseiller de MM. Parizeau et Bouchard), Joseph Facal, professeur aux HEC et chroniqueur au *Journal de Montréal*, ainsi que le député péquiste de Mercier, Daniel Turp, étaient les plus ardents supporteurs du projet de loi, devenu un pavé dans la mare dès son dépôt. Présents aussi, les députés Bernard Drainville, Pierre Curzi et Alexandre Cloutier abondaient dans le sens que M^{me} Marois tout comme Louise Beaudoin et la présidente du PQ Monique Richard.

M. Turp y voyait finalement le triomphe de ses idées, repoussées constamment par Bernard Landry et André Boisclair. Mais on avait aussi en tête un autre objectif, moins avouable: arracher des mains de Mario Dumont le témoin des valeurs identitaires.

Le PQ a retrouvé ce créneau. Mais en même temps renoué avec des travers moins honorables, les sempiternelles chicanes internes. Bernard Landry n'a pu, une seconde, se retenir de trouver « un problème » dans les intentions de son éternelle rivale.

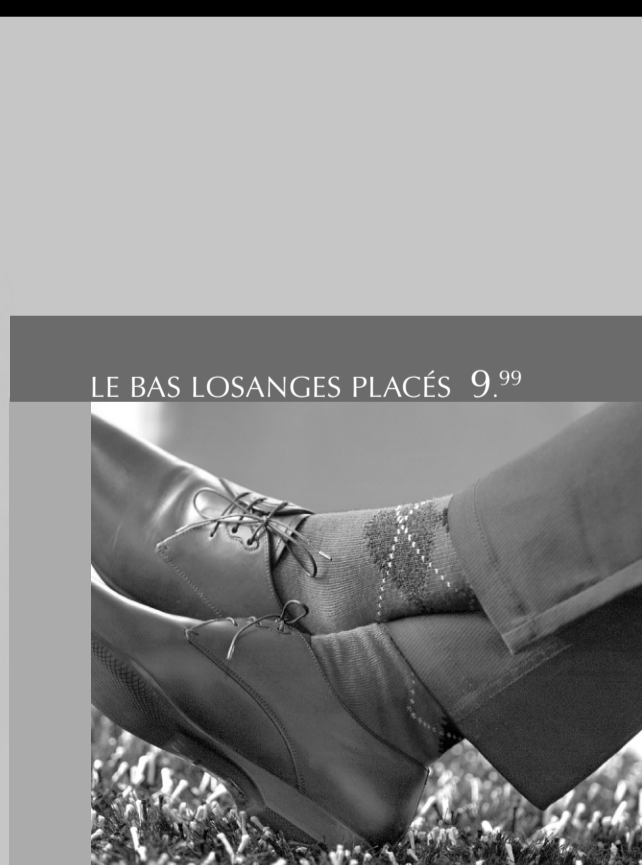


LE 31

LA CHEMISE JACQUARD LOSANGES 59.⁹⁵



Économisez 30% sur une vedette de notre collection exclusive de chemises classe affaires, très appréciée pour la belle apparence de son tissage en petits losanges lustrés ton sur ton. Pur coton de qualité supérieure. Blanc, champagne, bleu, lilas, rose. 14 1/2 à 17 manches régulières et 15 à 18 manches longues. Rég. 88.00



LE BAS LOSANGES PLACÉS 9.⁹⁹

Tricot italien laine et polyamide, pour une chaussette classe affaires exclusive au 31, qui donne une touche mode distinguée à tous les complets, avec ses losanges pure mode sur la cheville, en tons de gris, sable, choco, kaki, marine, rouge. Taille unique.

LE COMPLET REVERS PIQUÉS 199.⁹⁵

Économisez 30% sur un complet qui offre une touche distinguée avec sa piquure effet main. Coupe plus près du corps, fentes latérales. Pure laine. Coloris solides de noir ou marine. 38 à 46. Une exclusivité du 31. Rég. 295.00 Chemise 59.95, cravate 29.95

simons

simons.ca



INSCRIVEZ-VOUS !
www.infolettresimons.ca

Improvisation ou opportunisme ?



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Sans surprise, vous avez été très nombreux à vous précipiter à vos claviers pour défendre le projet de loi sur la citoyenneté de Pauline Marois, qui prévoit notamment de priver les immigrants de leur droit de se présenter à des élections s'ils ne possèdent pas un minimum de français.

Après tout, c'est ce que cherchait Pauline Marois, non ? Se positionner dans le train du Nous, ajouter son wagon identitaire derrière la locomotive des accommodements raisonnables pour ne plus laisser Mario Dumont seul sur les rails.

Au passage, M^{me} Marois aura réussi à secouer la torpeur de ses troupes et à faire diversion sur le débat référendaire, qu'elle a mis sur la glace en prenant la tête du PQ l'été dernier.

Sans surprise, le coup de Pauline Marois a bien fonctionné. Comme Mario Dumont, elle a réussi à provoquer une réaction très émotive des francophones et une contre-réaction des minorités, le tout relayé par une couverture médiatique étendue. Comme Mario Dumont, M^{me} Marois a vu sa cote monter dans les sondages. Comme quoi, le chef de

l'ADQ ne dicte pas que les sujets, il impose aussi le style. Rarement a-t-on vu dans notre système politique un chef de l'opposition aussi puissant, aussi présent au Québec. On est loin, en tout cas, du fameux «Moi aussi, j'existe» que Jacques Parizeau avait lancé aux médias au début des années 90.

En prime, Pauline Marois vient de faire passer le chef de l'ADQ pour un modéré, lui qui, pourtant, est d'accord, sur le fond, avec le projet de loi du PQ. Pendant que Pauline Marois fait des tests d'opinion publique avec son projet, Mario Dumont prend des notes pour ajuster son propre discours.

La question que l'on peut se poser, quand on voit M^{me} Marois maintenir le cap, est de savoir si elle agit par improvisation ou par opportunisme ?

Considérant l'hypersensibilité maintes fois démontrée des Québécois aux questions identitaires ces temps-ci, il est difficile de croire qu'une femme politique d'expérience comme Pauline Marois se soit lancée là-dedans sans se douter de la tempête qu'elle sèmerait.

Si tel est le cas, ce qu'il ne faut pas exclure étant donné le caractè-

rière brouillon de la chef du PQ, c'est encore plus inquiétant.

Quoi qu'il en soit, l'objectif est atteint: le PQ a pris sa place dans la bataille de l'identité. Peut-être même la première place, du moins pour le moment. Tout le monde connaît le dicton: parlez-en en bien, parlez-en en mal, mais parlez-en.

Dans quelques semaines, quand on aura fini de débattre de la constitutionnalité du projet de loi Marois, on retiendra que la chef du PQ veut défendre la langue française et la culture québécoise. Difficile d'être contre ça sur le fond.

Quant à la forme, le PQ savait que ce projet de loi n'irait nulle part, puisqu'il aurait fallu, pour qu'il progresse, l'aval du gouvernement libéral ou de l'opposition officielle adéquate. Évidemment, Jean Charest et Mario Dumont ne permettront pas à la chef du deuxième parti de l'opposition d'imposer le rythme et les sujets à l'Assemblée nationale.

N'empêche, la rédaction en catastrophe de ce projet de loi démontre un amateurisme dangereux ou une nonchalance inquiétante. Ou, pire encore, les deux réunis.

Un étudiant en troisième année de science politique qui pondrait un travail de session comme celui-là échouerait avec fracas, à moins d'avoir Henri Brun comme prof. Pas pour l'ensemble de l'œuvre, parce que les mesures de renforcement du français sont louables pour la plupart, mais pour l'article qui prévoit la privation de certains droits.

Outre les motivations politiques douteuses de ce projet, sa principale tare est qu'il ne tient pas compte de la réalité politique:

a) le Québec, n'étant pas un pays, ne peut imposer une citoyenneté québécoise prépondérante à la citoyenneté canadienne;

b) le système d'immigration, compétence fédérale-provinciale partagée, accorde déjà au Québec le choix de ses immigrants.

Voici comment ça fonctionne: le candidat immigrant fait une demande au Canada (et non aux provinces). Immigration Canada étudie la demande, mène les enquêtes de sécurité de base (ou ne les mène pas, mais ça, c'est un autre débat!), exige du demandeur qu'il connaisse un minimum d'anglais ou de français et qu'il sache quels sont les devoirs et responsabilités liées à la citoyenneté canadienne (la France de Sarkozy vient d'adopter une mesure semblable cette semaine).

Ensuite, le Québec a le premier choix de ses immigrants, ce qui veut dire qu'il sélectionne prioritairement les francophones et les francophiles, cela va de soi, sauf pour les réfugiés et les immigrants du programme de réunification des familles, qui entrent directement pour des raisons humanitaires.

Autrement dit, selon le projet du PQ, on accueillera ici les réfugiés politiques en leur disant qu'ils ne sont pas vraiment citoyens tant qu'ils ne parlent pas français. Même chose pour la vieille dame philippine ou chinoise qui rejoint

sa famille après des années de démarches.

Sacré message d'ouverture.

L'ONU à Montréal ?

L'affaire est aussi intrigante que spectaculaire: l'ONU pourrait s'installer à Montréal!

C'est du moins ce que semblent penser quelques décideurs montréalais, dont le ministre Raymond Bachand et l'organisme Montréal international.

L'ONU à Montréal? Rien que ça!

Si l'ONU songeait vraiment à quitter New York, ça se saurait, non? Il y aurait probablement un grand débat planétaire.

On accuse souvent nos politiciens de manquer de vision, mais là, vraiment, on tombe dans le délire.

Le plus loufoque de l'histoire, c'est que l'on a dépensé 100 000\$ de fonds publics pour faire des études et élaborer un beau projet, avec plans, dessins, etc.

La business de la consultation est apparemment toujours aussi florissante au Québec.

Au fait, si vous avez encore un peu d'argent à dépenser en étude de grands projets, pourquoi pas déménager la NASA à Mirabel ou le Real Madrid au Stade olympique?

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

EN BREF

Le Canada deviendra une grande puissance, croit Tony Blair

L'ancien premier ministre britannique Tony Blair prédit que le Canada deviendra une des nations les plus puissantes du monde, mais prévient qu'un tel pouvoir est accompagné de responsabilités. M. Blair a prononcé hier, à Calgary, son premier discours au Canada depuis sa démission en juin. Il s'est exprimé devant 2400 convives qui avaient payé chacun 400\$ le repas pour l'entendre parler de ses années au pouvoir. —LPC

PRÉCISIONS

Dans l'article publié hier en page A6 sur les îles privées de la rivière des Mille-Îles, à Laval, il aurait fallu lire que le spécialiste du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), Jean Rivest, croit qu'il est tout à fait possible de bâtir des maisons «aux abords» d'un écosystème forestier exceptionnel, et non dans un écosystème forestier exceptionnel. Nos excuses.

L'auteur du livre sur les casse-pieds (*Petits, pénibles et gros casse-pieds*, Seuil, 2007), dont nous rapportons les grandes lignes hier en page 2 du cahier Actuel, est Christophe André, médecin psychiatre français. À ne pas confondre avec Christophe Fauré, également médecin psychiatre français, comme nous l'avons malencontreusement écrit. Toutes nos excuses pour la confusion.

Si vous avez remarqué ce mot et si vous prenez PLAVIX, vous vous intéresserez peut-être à monpartenairePLAVIX.ca.

sanofi aventis Bristol-Myers Squibb

Une entente entre Bristol-Myers Squibb et sanofi-aventis pour le développement et la commercialisation du clopidogrel, molécule issue de la recherche de sanofi-aventis.

SOLDE DE FIN D'ANNÉE - MODÈLES 2007

GOLF GTI 2 portes, auto., gris uni, toit ouvrant, roues en alliage 18 po. No stock : 70144 Cour. : 34 120 \$ Solde : 31 455 \$	PASSAT FAMILIALE 3,6 l, 6 cyl., 280 force, automatique, sys. navigation, phares au xénon bidirectionnels, coussins gonflables arrière, groupe de luxe, cuir. No stock : 70034 Cour. : 53 405 \$ Solde : 44 500 \$
GOLF GTI 2 portes, 5 vit., blanc, toit ouvrant, roues en alliage 18 po. No stock : 70235 Cour. : 32 720 \$ Solde : 30 100 \$	PASSAT 2 l, turbo, groupe de luxe, coussins gonflables arr. No stock : 70430 Cour. : 36 725 \$ Solde : 29 750 \$
NOUVELLE JETTA 5 vit., argent, groupe de luxe, cuir. No stock : 70252 Cour. : 29 335 \$ Solde : 24 450 \$	GOLF GTI FAHRENHEIT ÉDITION 40/150 Auto. No stock : 70456 Cour. : 36 750 \$ Solde : 33 950 \$
NOUVELLE JETTA 5 vitesses, rouge paprika. No stock : 70473 Cour. : 24 550 \$ Solde : 21 150 \$	PASSAT 2 l, automatique, groupe de luxe. No stock : 70162 Cour. : 36 255 \$ Solde : 29 350 \$
NOUVELLE JETTA 5 vitesses, gris uni. No stock : 70493 Cour. : 24 550 \$ Solde : 21 150 \$	TOUAREG Argent, groupe de luxe, attache de remorque. No stock : 70028 Cour. : 59 770 \$ Solde : 50 450 \$
NOUVELLE JETTA Automatique, gris uni. No stock : 70510 Cour. : 25 950 \$ Solde 22 550 \$	

5510831A

ÊTES-VOUS PRÊT À DEVENIR UNE STAR?

TALENT SEARCH AMERICA

Assistez à nos prochaines **AUDITIONS GRATUITES** et bilingues
Pour mannequins et acteurs âgés de 4 ans et plus
Expériences, photos et portfolios non requis!
Il suffit simplement d'être à l'heure!

<p>Montréal Hotel Ruby Foo's Jeudi 1^{er} novembre Heure: 18 h 30 Adresse: 7655, boul. Décarie</p>	<p>TALENT SEARCH AMERICA, représentant des agences de mannequins et de talents à renommée mondiale, se dirige chez vous!</p>
<p>Boucherville WelcomInns Hotel Vendredi 2 novembre Heure: 18 h 30 Adresse: 1195, rue Ampère</p>	<p>Saisissez votre chance d'être sélectionné pour rencontrer des agences telles que : Trump, Elite, Ford, Jett Models, MTV, Disney, etc.</p>
<p>Montréal centre-ville Four Points by Sheraton Samedi 3 novembre, Heure: 13 h 30 ou 18 h 30 Adresse: 475, rue Sherbrooke O.</p>	<p>elite Disney JETT</p>
<p>Laval Radisson Laval Dimanche 4 novembre Heure: 13 h 30 ou 18 h 30 Adresse: 2900, boul. Le Carrefour</p>	<p>CORESTONE Une chance unique de réaliser vos rêves</p>

www.tsearchamerica.com

Manteau Descent DT Mountain Hardwear
299,99 \$ 449,99 \$ Prix régulier

- Isolé aux endroits stratégiques d'une laine polaire de polyester
- Imperméable et respirant
- Hommes et femmes

Manteau Brise-Vent II La Cordée
89,99 \$ 99,99 \$ Prix régulier

- « Soft Shell »
- Résiste au vent et à l'eau
- Évacue l'humidité
- Hommes et femmes

Pantalon Brise-Vent La Cordée
89,99 \$ 99,99 \$ Prix régulier

- Mêmes caractéristiques que le manteau

DES RABAIS QUI FONT LA PLUIE ET LE BEAU TEMPS

Plusieurs nouveautés et la meilleure sélection de chaussures pour passer l'hiver dehors!

2159, rue Ste-Catherine E., Montréal
2777, boul. St-Martin O., Laval
1595, boul. des Promenades, Saint-Hubert
514.524.1106 www.lacordee.com

Promotions en vigueur jusqu'au 4 novembre 2007 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

Parizeau invite à réformer le système d'éducation

HUGO FONTAINE

Jacques Parizeau invite à une réforme du système d'éducation de la même envergure que lors de la Révolution tranquille, particulièrement pour venir à bout de la « tragédie nationale » qu'est le décrochage chez les garçons. L'ancien premier ministre prononçait hier une conférence dans le cadre d'une soirée soulignant le 90^e anniversaire de la revue *L'Action nationale*.

Devant un public conquis qui comptait bon nombre de personnalités du gratin indépendantiste, M. Parizeau a parlé de la pertinence actuelle de la souveraineté.

Selon lui, il n'y a plus de barrières économiques à la souveraineté dans un monde mondialisé. « Si une nation comme la nation québécoise veut l'indépendance, il faut alors surveiller deux choses, avertit M. Parizeau, économiste de formation. La productivité, qui est pas mal trop basse, et l'innovation. »

C'est là que Jacques Parizeau insiste sur l'importance de l'éducation. « Environ 20 % des gens sortent de l'école sans diplôme, et trois sur quatre sont des garçons. Le décrochage des gars au secondaire est une tragédie nationale. »

À l'Université de Montréal, a-t-il rappelé, il y a deux femmes pour un homme.

« Il devient urgent de modifier complètement le système de for-



« Si une nation comme la nation québécoise veut l'indépendance, il faut alors surveiller deux choses, avertit M. Parizeau, économiste de formation. La productivité, qui est pas mal trop basse, et l'innovation. »

PHOTO ROBERT SKINNER LA PRESSE ©

mation professionnelle et technique », propose M. Parizeau.

Il lie cela à la prospérité future du Québec. « Il y a donc à faire, sur le plan purement économique et de la croissance, un réexamen de tout le système d'éducation aussi profond que dans les années 60. »

Jacques Parizeau a réaffirmé la pertinence de la souveraineté dans le monde actuel. Le monde a bien changé après 1995 et une nouvelle dynamique apparaît, a-

t-il résumé. Il a demandé à une nouvelle génération de prendre le relais.

« Cessez de compter sur les septuagénaires malcommodes », a-t-il lancé, provoquant le rire dans la foule qui buvait ses paroles. Même si l'âge le force à discourir assis, l'ascendant du septuagénaire sur les troupes indépendantistes ne se dément pas.

L'ancien chef du Parti québécois n'a pas commenté la

controverse sur le projet de loi de Pauline Marois sur l'identité nationale.

Il s'est seulement limité au commentaire suivant, alors qu'il retraçait l'histoire du mouvement souverainiste : « Le slogan « Maîtres chez nous » résume tellement bien la situation. C'est ça que l'on veut être. C'est curieux qu'à cette époque, tous fédéralistes, on ne se créait pas de problème avec le mot « nous ».

EN BREF

Dion veut faire d'Edmundston sa ville porte-bonheur

Superstitieux ou non, le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, croit qu'un passage à Edmundston, au Nouveau-Brunswick, peut le guider vers une victoire électorale. Conférencier invité lors de l'ouverture du congrès biennal de l'Association libérale du Nouveau-Brunswick, hier soir, à Edmundston, M. Dion a surpris les quelque 500 militants présents avec une anecdote particulière. « Alors qu'il était chef de l'opposition en 1993, Jean Chrétien est venu à Edmundston et il a été élu premier ministre par la suite, a-t-il déclaré. J'espère que la même chose se produira dans mon cas. »

-PC

Tabac : une brasserie de Saint-Césaire écope d'une amende

Le propriétaire de la Brasserie 112 à Saint-Césaire, en Montérégie, payera cher la note pour avoir à nouveau toléré des fumeurs dans son établissement. Une dizaine de clients ont été pris en flagrant délit, jeudi soir, par des inspecteurs du ministère de la Santé et des Services sociaux et la Sûreté du Québec. Tous ont reçu un constat d'infraction dont le montant varie entre 50 \$ et 300 \$. S'il s'agit d'une récidive, l'amende peut grimper entre 100 \$ et 600 \$. L'exploitant de la Brasserie 112, Jacques Rousseau, copera d'une contravention dont le montant variera entre 1 000 \$ et 10 000 \$. -La Voix de l'Est



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

CONCOURS
JE SUIS ÉCONERGÉTIQUE

Semaine de l'efficacité énergétique
Du 4 au 10 novembre 2007

LE CALCUL EST SIMPLE

PARCE QUE CHAQUE GESTE COMPTE, J'AGIS MAINTENANT.



GAGNEZ des électroménagers Energy Star ou une Smart...
une petite auto écolo, en participant au concours

JE SUIS ÉCONERGÉTIQUE.

Pour participer, vous devez remplir le coupon de participation et le retourner à :

Concours « Je suis éconergétique » C. P. 15180, Québec (Québec)
G1K 7X2 avant le 23 novembre 2007 à 9h45 ou vous inscrire en ligne à :
www.tva.canoe.ca. Tirage le 26 novembre 2007 à 10h.

Nom :

Tél. (jour) :

Aucun achat requis. 18 ans et plus. Résidents du Québec seulement. Règlement disponible au Réseau TVA. Valeur approx. des prix : 20 000\$. Date limite de participation : 23 novembre 2007.

Pour plus d'information, consultez notre site Web : www.aee.gouv.qc.ca
Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

En collaboration avec les distributeurs d'électricité, de gaz naturel, de mazout et de propane

Agence de l'efficacité
énergétique
Québec

DES CHAUSSURES | CONÇUES POUR VOUS

SANS
LE CONFORT,
LE STYLE
N'EST RIEN!

Expérimentez la
différence ECCO®

City Bern

Rue St-Catherine
(coin Crescent)
514-842-2255

Centre Rockland
514-731-3265

Mail Champlain
450-672-0999

Carrefour Laval
450-688-7272

www.ecco.com

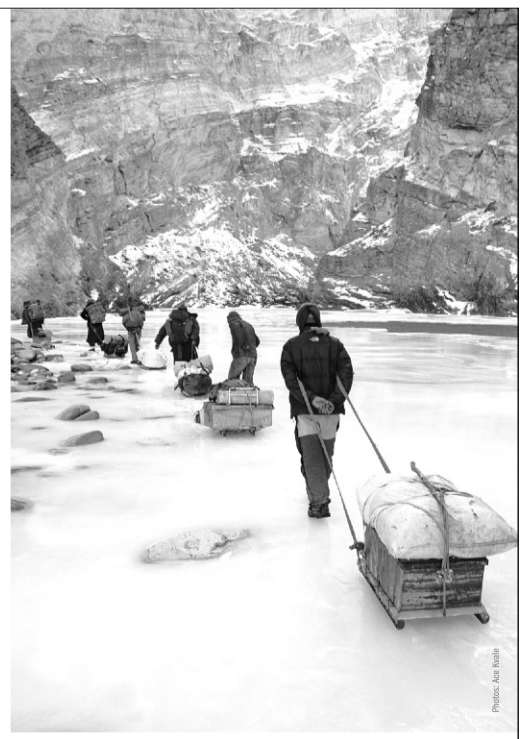
ecco®

**IL FAUT APPRENDRE À FAIRE
CONFIANCE À LA GLACE.**

**ET ENSUITE ESPÉRER QUE CETTE
CONFIANCE NE SERA PAS BRISÉE.**



MANTEAU AMPLITUDE
TRICLIMATE POUR
FEMME



ZANSKAR
33° 15 0 N
77° 40 0 E

SUMMIT SERIES



LA CORDÉE
www.lacordee.com

2159, Sainte-Catherine Est, Montréal (près du métro Papineau)
2777, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval (à l'intersection de l'autoroute 15)
1595, boulevard des Promenades, Saint-Hubert (près des Promenades St-Bruno)

514.524.1106 1-800-567-1106



NEVER STOP EXPLORING®
www.thenorthface.com

MONSIEUR LE MINISTRE, VOTRE VOITURE EST PRÊTE.



L'Honorable Jim Flaherty
Ministre des Finances
Édifice de la Confédération, bureau 607
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

La valeur du dollar canadien a changé rapidement. Vous avez déclaré que cela donnait au public le pouvoir de magasiner. Eh bien! nous sommes tout à fait d'accord avec vous.

Pour épargner aux Canadiens un aller-retour aux États-Unis ainsi que beaucoup d'argent, nous offrons actuellement les taux de location et de financement les plus bas de notre histoire*. Cette offre, valable sur tous nos modèles, de la A3 à la A8, est encore plus avantageuse sur nos modèles 2007 en stock.

Monsieur le Ministre, nous savons dans quelle situation se trouvent les Canadiens. Et nous savons qu'ils comprennent que l'ajustement des prix des voitures construites outre-mer il y a quelques mois ne se fait pas du jour au lendemain. Mais si nous ne pouvons pas changer les prix, nous pouvons toutefois réduire la pression sur leur portefeuille.

Chez Audi Canada, nous sommes également des consommateurs. Et nous croyons que notre offre démontre que nous mettons tout en œuvre pour que l'achat d'une Audi au Canada soit aussi attrayant que possible.

Monsieur le Ministre, nous espérons vous voir bientôt. Et nous vous invitons à faire vous-même un essai routier.

Très respectueusement,



Diego Ramos,
Vice-président exécutif,
Audi Canada

27 octobre 2007

Diego Ramos
Audi Canada
Ajax (Ontario)
L1S 7G7



ACTUALITÉS

PERSONNES ÂGÉES

Dans une ville près de chez vous, l'autre commission

LOUISE LEDUC

Est-ce parce qu'on n'y parle pas du risque relatif d'être lapidé au Québec que la consultation publique en cours sur les personnes âgées – l'autre commission, quoi – se passe actuellement dans l'indifférence médiatique générale? Que se passe-t-il là de nouveau?

Cette commission, qui coûte quelque 800 000\$ et qui a vu défiler 3300 personnes au micro depuis ses débuts en août, était de passage à Montréal hier.

À lire le mémoire du Regroupement des aidantes et aidants naturels du Québec, on sent une certaine lassitude. Déjà en 1988, a cité le Regroupement, *La Presse* titrait qu'il y a «urgence d'agir» et que «la voie de l'avenir semble le maintien à domicile».

«On le disait déjà à la fin des années 70, quand j'étais au cabinet de Pierre Marois», a pour sa part signalé la députée péquiste Lisette Lapointe, refusant par ailleurs de donner dans l'esprit partisan.

Après tout, les gouvernements se sont succédé, depuis 30 ans, pour en arriver à un Québec «à l'avant-dernier rang de toutes les provinces» en matière de dépenses en soins à domicile, a par ailleurs dénoncé le Regroupement des aidants naturels.

Résultat: des proches – à 80 % des femmes, selon le Regroupement – à bout de nerfs, qui finissent souvent par prendre une retraite prématurée. «Il n'est pas rare d'entendre des témoignages où les personnes aidantes parlent de leur impatience, de leurs sautes d'humeur et même parfois de leur violence de plus en plus difficile à contenir (à l'égard du malade). Pourtant, le bien-être de la personne qu'elles aident leur tient à cœur au-delà de leur propre bien-être», dit le mémoire.

Et que dire de ceux qui s'occupent d'un parent avec qui les relations ont toujours été difficiles ou violentes? «On ne laisse



Georges Lalande, président des Aînés, est pour sa part venu dire que les soins à domicile ne sont pas une panacée. «Les gens à un stade avancé de la maladie d'Alzheimer ne sont plus des "cas de maison", comme on dit.»

pas un chien dehors», a déjà déclaré au Regroupement une femme s'occupant de son père sans enthousiasme.

Bill Ryan, professeur à l'École de service social de l'Université McGill, a parlé, lui, du presque retour au placard des gais en CHSLD. «Ça ne me dérange pas, si vous ne me touchez pas», aurait dit un intervenant à l'un des gais interviewés dans le cadre d'une étude codirigée par M. Ryan.

Georges Lalande, président des Aînés, est pour sa part venu dire que les soins à domicile ne sont pas une panacée. «Les gens

à un stade avancé de la maladie d'Alzheimer ne sont plus des "cas de maison", comme on dit.»

Alors, l'argent?

Selon le docteur Réjean Hébert, coprésident de la Commission, l'État couvre au mieux 10 % des besoins en soins à domicile.

Alors, l'argent? La présidente de la Commission et ministre responsables des aînés, Marguerite Blais, n'a pu donner de cibles précises. Elle a par ailleurs renvoyé la balle au ministère de la Santé lorsqu'elle a été appelée à réagir à cette sortie publique de médecins

qui, hier, ont dénoncé le nombre important de lits de soins aigus monopolisés dans les hôpitaux montréalais par des personnes en attente d'une place en CHSLD.

En fait, c'est actuellement le fait de 250 lits de soins aigus, a répondu David Levine, président de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Il nie par ailleurs que le gouvernement s'apprête à fermer 2200 lits de longue durée dans la métropole. Cent cinquante lits de convalescence viennent d'être ajoutés; 500 lits en CHSLD ont été ajoutés au cours des six derniers mois; et

des immeubles entiers de «soins intermédiaires» faits d'une soixantaine de studios pour personnes âgées sont sur le point d'être construits.

Où, le train est en marche, insiste-t-il, très en marche.

À quoi bon une Commission sur les aînés, alors? «À permettre aux aînés de prendre la parole», a répondu la ministre Blais.

De fait, les citoyens semblent prendre goût à parler et parler encore, certains proposant hier que découlent de la Commission sur les aînés des «chantiers», puis de futurs états généraux...



ON M'APPELLE PAUL HERVIEUX, GÂTÉ-BOOMER.

Salut les 50+!

C'est moi, Paul Hervieux. Comme les 280 000 détenteurs de la carte FADOQ, j'épargne une fortune sur mes assurances. J'ai même droit à l'assistance routière gratuite! Assurances auto, habitation, vie, santé... Avec la carte FADOQ, tout coûte moins cher. Demandez-la sur fadoq.ca ou appelez-moi au 1 866 51FADOQ (1 866 513-2367). On va vous «carter» partout en ville.

Partenaire FADOQ

PAUL HERVIEUX
0123456789

fadoq

La place Chénier appelée à disparaître

Montréal vend le terrain pour permettre au CHUM d'ériger un bâtiment de recherche

SARA CHAMPAGNE

La direction du CHUM retranchera six étages de son futur centre de recherche, d'une hauteur projetée de 18 étages, pour ne pas porter ombrage au Vieux-Montréal. Mais afin d'y parvenir, elle fera disparaître la place Chénier, son monument qui date de 1895 et une rue nommée en l'honneur d'un historien célèbre, a appris *La Presse*.

Informée par *La Presse* de la transaction qui est en train de se conclure à l'hôtel de ville, l'architecte très réputée Phyllis Lambert assure que si le projet devait se concrétiser, elle partirait en croisade, un peu comme elle l'avait fait il y a un an pour préserver le nom de l'avenue du Parc.

« On ne peut pas éliminer comme ça une place publique, s'insurge M^{me} Lambert. Pourquoi ne pas vendre des terrains vacants plus au nord, comme les stationnements, qui sont de toute façon d'une laideur incroyable. La Ville de Montréal doit à tout prix tenir des consultations publiques avant de vendre. »

Au cours d'un entretien avec *La Presse*, le directeur adjoint du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), Sylvain Villiard, a expliqué que ses architectes travaillent déjà à la conception d'un édifice « en forme de L ou de C, avec une aire de repos gazonnée pour le



PHOTO ARMAND TROTTIER. LA PRESSE ©

Le CHUM s'apprête à conclure avec la Ville de Montréal une entente qui aurait pour effet de faire disparaître la place Chénier.

personnel ». La construction remplacerait la place Chénier actuelle, située à l'angle de l'avenue Viger et de la rue Saint-Denis, à côté du square Viger.

« On est présentement en train de négocier le prix d'achat de la place Chénier et de la rue, a expliqué le directeur adjoint du CHUM, M. Villiard, un

manitou de la conception du futur hôpital au centre-ville. La Ville de Montréal nous a fait une offre, et on a fait une contre-offre. »

M. Villiard n'a pas voulu dévoiler le prix de la transaction, mais selon les informations recueillies, celle-ci s'effectuerait par des échanges

de terrains. Le responsable du CHUM au comité exécutif de la Ville de Montréal, André Lavallée, a refusé de confirmer l'information hier. Le porte-parole Darren Becker a expliqué que l'administration Tremblay n'a pas l'habitude de discuter des dossiers qui sont en cours de négociations.

Une « placette »

Benoît Labonté, maire de Ville-Marie et ancien responsable du patrimoine au comité exécutif de la Ville, confirme pour sa part que le projet est très concret et que son service d'urbanisme s'est même prononcé en faveur de la vente.

« C'est une bonne façon de répondre aux exigences de l'Office de consultation publique de Montréal, dit-il. On peut très bien faire disparaître une place, qui en fait est une placette, pour en faire réapparaître une autre. »

Selon le maire, qui a démissionné du parti de Gerald Tremblay le mois dernier, l'option de déménager le monument Chénier à la place Victor-Morin, située derrière, à l'angle des rues Saint-Antoine et Bonsecours, a déjà été étudiée, et retenue.

Dinu Bumbaru, directeur général d'Héritage Montréal, se demande pourquoi le projet du CHUM n'est pas plutôt densifié en hauteur plus au nord, du côté du boulevard René-Lévesque.

« L'idée d'occuper une partie de la place Chénier n'est pas à exclure, mais elle doit être étudiée finement, plutôt qu'en bulldozer, souligne M. Bumbaru. Son élimination entraînera un problème de renfermement de la rue Saint-Denis et de la vue qu'on a depuis l'intersection Notre-Dame. »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : sara.champagne@lapresse.ca

LE MONUMENT JEAN-OLIVIER CHÉNIER

Le monument, qui trône au milieu de la place située à l'angle de l'avenue Viger et de la rue Saint-Denis, a été inauguré en août 1895, au square Viger. Il avait été érigé à la gloire de Jean-Olivier Chénier, un patriote mort héroïquement à Saint-Eustache lors de la rébellion de 1837. Ironiquement, M. Chénier était un médecin.

Appel de candidatures

Forum de consultation du Commissaire à la santé et au bien-être

Règlement sur la procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum de consultation

Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être (L.R.Q., c. C-32.1.1, a. 29)

1. Aux fins de sélectionner les personnes aptes à composer le Forum de consultation, en application des dispositions des articles 24 à 27 de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être (L.R.Q., c. C-32.1.1), le Commissaire à la santé et au bien-être constitue, pour chacune des 18 régions du Québec, une liste de citoyens qui peuvent être nommés au sein du Forum.

Il constitue également, pour l'ensemble du Québec, une liste de personnes possédant une expertise particulière qui peuvent être nommées au sein du Forum.

2. Pour la constitution de la liste de citoyens pour chacune des 18 régions du Québec, le commissaire, conformément au Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et des organismes publics (D. 961-2000, 00-08-16), retient les services d'une personne, d'une société ou d'un organisme aux fins d'étudier les candidatures des citoyens intéressés et de lui proposer, pour chaque région, au moins 3 candidats. Cette personne, société ou organisme peut cependant, en cas d'insuffisance de citoyens intéressés, proposer un nombre moindre de candidats pour une région.

Toute personne qui le désire peut demander à la personne, société ou organisme, dont les services ont été retenus par le commissaire en application du premier alinéa, d'examiner sa candidature. Cette demande doit être transmise avant la date indiquée dans la publication de la procédure de sélection, faite en application du troisième alinéa de l'article 29 de la Loi, et doit être accompagnée du curriculum vitae du demandeur.

Tout candidat doit être domicilié dans la région pour laquelle il est proposé et il ne doit pas être visé par un empêchement prévu par l'article 25 de la Loi.

Les propositions de candidats, pour chacune des 18 régions du Québec, sont transmises au commissaire dans les 2 mois suivant la date indiquée dans la publication de la procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum.

3. La liste des personnes possédant une expertise particulière est constituée par le commissaire sur proposition, à sa demande, d'au plus 3 candidats par chacun des organismes suivants :

- 1° le Collège des médecins du Québec ;
- 2° l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ;
- 3° l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec ;
- 4° l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé ;
- 5° le Conseil du médicament ;
- 6° les universités qui dispensent des programmes de formation en philosophie ou en éthique ;
- 7° les associations d'établissements qui comptent parmi leurs membres un ou plusieurs établissements dotés d'un comité d'éthique de la recherche ou d'un comité d'éthique clinique ;
- 8° les organismes les plus représentatifs de secteurs d'activités ayant un lien avec la santé et le bien-être, notamment l'éducation, l'économie, l'environnement et le secteur du travail ;
- 9° les universités qui dispensent des programmes de recherche en santé ;
- 10° l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux.

La proposition d'un organisme est faite, selon le cas, par le conseil d'administration ou le Bureau de l'organisme ou, dans le cas d'une université, par la direction du département universitaire concerné. Elle est transmise au commissaire dans les 2 mois suivant la date indiquée dans la publication de la procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum.

Les candidats proposés doivent posséder une expertise particulière dans le secteur d'activités de l'organisme.

4. Le commissaire évalue les propositions qui lui ont été transmises en application des articles 2 et 3 et procède à la constitution des listes qui y sont prévues.

5. Outre la publication prévue au quatrième alinéa de l'article 29 de la Loi, le Commissaire à la santé et au bien-être publie également, sur son site Internet, la procédure de sélection des personnes aptes à composer le Forum de consultation de même que la date qu'il a fixée en application de cet article pour procéder à la nomination des personnes au sein de ce Forum.

6. (Omis).

Réception des candidatures

Le Commissaire à la santé et au bien-être ne reçoit aucune candidature.

• Pour soumettre votre candidature à titre de membre en provenance d'une région, veuillez vous procurer un formulaire d'inscription sur le site Internet www.forumdeconsultation.gouv.qc.ca ou communiquer avec Arlicom Communications au numéro sans frais 1 888 939-9919, du lundi au vendredi, entre 8 h et 20 h. Vous avez jusqu'au 16 novembre 2007 pour vous inscrire en ligne ou transmettre par la poste votre formulaire d'inscription dûment rempli à : Arlicom Communications, 706, rue Laurier, Beloeil, (Québec), J3G 4J6.

• Pour soumettre votre candidature à titre de membre expert, veuillez signifier votre intérêt auprès de l'organisme ou du département universitaire auquel vous êtes affilié parmi ceux mentionnés à l'article 3 du Règlement. Ces derniers ont jusqu'au 21 décembre 2007 pour transmettre leur proposition de candidats au Commissaire à la santé et au bien-être.

Remise d'un sac de magasinage fait de GORE-TEX®

avec l'achat d'un item à membrane de GORE-TEX®*

GORE-TEX® Stingray Jacket

PRÉSENTMENT DISPONIBLE, LES MONTRES ORDINATEURS SUUNTO -L'ultime instrument de plein-air et le cadeau parfait-

* Jusqu'à épuisement des stocks

ARC'TERYX

MAGASIN/STORE

Édifice Concordia, 1515 rue Ste-Catherine ouest
(Au coin des rues Ste-Catherine et Mackay)
tél: 514.315.2052

Le dalaï-lama rencontrera Stephen Harper lundi

JENNIFER DITCHBURN
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La rencontre entre le premier ministre Stephen Harper et le dalaï-lama lundi promet d'être politiquement chargée.

M. Harper rejoindra le groupe grandissant des chefs d'État et de gouvernement occidentaux qui ont délibérément choisi de recevoir le vénéré leader spirituel tibétain en dépit des objections du gouvernement chinois, qui considère le dalaï-lama comme un séparatiste importun.

La Chine a déclaré sa souveraineté sur le Tibet en 1951, et depuis, a été accusée de violation des droits de la personne, incluant l'oppression

de la culture tibétaine, de sa langue et des pratiques bouddhistes.

Le moine, âgé aujourd'hui de 72 ans, a fui son pays natal en 1959 après l'échec de la révolte tibétaine, pour s'exiler dans le nord de l'Inde.

Les conservateurs ont contrarié les autorités chinoises sur une variété de sujets depuis leur arrivée au pouvoir en janvier 2006.

Le premier arrêt du dalaï-lama dans la capitale aura lieu demain, où il prononcera un discours dans une arène du centre-ville. Lundi matin, il se rendra à Gatineau

pour rencontrer le secrétaire d'État pour le multiculturalisme, Jason Kenney, et participer à une conférence de presse. Plus tard, il s'entretiendra avec le premier ministre, sur la colline parlementaire, et avec des députés, au cours d'une réception.

Il visitera la gouverneure générale Michaëlle Jean en après-midi et des politiciens de l'opposition le lendemain.

La semaine dernière, le président

George Bush a causé un émoi en Chine lorsqu'il a tenu une réunion publique fort médiatisée au cours de laquelle il a remis au dalaï-lama la médaille d'or du Congrès. La chancelière allemande Angela Merkel et le premier ministre australien John Howard ont posé des gestes similaires au cours des derniers mois.

Par le passé, les leaders occidentaux rencontraient à l'occasion le moine tibétain, mais ils évitaient de le faire de manière officielle. En 2004, le premier ministre Paul Martin était devenu le premier chef de gouvernement canadien à rencontrer le dignitaire, mais le tout s'était déroulé dans une

église afin de souligner le caractère religieux de l'invité.

Les conservateurs ont été clairs sur leur position sur les droits de la personne en Chine et ont contrarié les autorités chinoises sur une variété de sujets depuis leur arrivée au pouvoir en janvier 2006.

Plusieurs personnalités importantes du gouvernement Harper sont des partisans de l'autonomie du Tibet depuis longtemps, dont M. Kenney et secrétaire général, Tenzin Khagsal, lui-même canado-tibétain et ancien directeur du Comité Canada-Tibet. En juin dernier, les conservateurs ont passé une motion aux Communes accordant au dalaï-lama le titre de citoyen canadien honoraire.



jours
exceptionnels

27 octobre - 5 novembre

Une fois par an, pendant 8 jours Roche Bobois vous offre des prix exceptionnels sur toute sa collection...

rochebobois
PARIS

MONTRÉAL - 505 Avenue du Président Kennedy 514-350-9070

TORONTO - 101 Parliament Street 416-366-3273

OTTAWA - 22 York Street 613-860-3273

www.roche-bobois.com

EN BREF

Enquête sur la torture

Le gouvernement fédéral rejette des appels pour une plus grande transparence d'une commission d'enquête qui se penche sur le cas de trois hommes qui prétendent que le Canada est en partie responsable de leur torture à l'étranger. Dans un argument écrit, le procureur général affirme que l'enquête menée par Frank Iacobucci, un ancien juge de la Cour suprême, doit essentiellement être menée à huis clos, tel que stipulé. « Cette enquête ne peut pas être comparée à une commission d'enquête publique et à des normes de transparence, peut-on lire dans le document. Ce n'est pas la bonne norme (à utiliser). » Le gouvernement conservateur a demandé à M. Iacobucci d'enquêter sur les gestes des responsables canadiens dans les dossiers d'Abdullah Almalki, d'Ahmed el Maati et de Muayyed Nurreddin. Les trois hommes affirment avoir été torturés en Syrie - et dans le cas de M. el Maati, aussi en Égypte - en raison d'informations erronées fournies par les agences de sécurité canadiennes. Mais contrairement à la commission qui a étudié le cas de Maher Arar, celle-ci se déroule presque exclusivement en secret. -La Presse Canadienne

Déchets radioactifs et responsabilités

L'industrie nucléaire canadienne devrait jouer un rôle plus actif pour résoudre les problèmes liés à l'entreposage des déchets

nucléaires sous la terre, selon un environnementaliste américain. Le directeur du programme nucléaire du Conseil américain pour la défense des ressources naturelles, Thomas Cochran, croit que le Canada, comme tout pays producteur d'énergie nucléaire, devrait concevoir un programme de gestion à long terme des déchets radioactifs. Au cours de la conférence Climat 2050, qui a réuni près de 400 participants à Montréal hier, il a soutenu qu'il incombait à l'industrie de mettre au point une solution pour les déchets, avant qu'elle en produise trop. Selon lui, l'industrie n'assume sa part de responsabilités dans aucun pays. -La Presse Canadienne

Une clôture à la frontière canado-américaine?

Un fonctionnaire américain a indiqué que les États-Unis n'avaient pas complètement abandonné l'idée de construire une clôture de sécurité le long de la frontière canadienne. Gregory Giddens, directeur général du programme de sécurité aux frontières du département de la Sécurité intérieure, a fait cette remarque plus tôt cette semaine lors d'une audience devant un comité sur la colline du Capitole. Une clôture est en construction en Arizona dans le but de réduire l'immigration clandestine venant du Mexique. Certains législateurs américains veulent montrer à leurs électeurs qu'ils ne pénalisent pas leurs voisins du Sud, tout en donnant un avantage à ceux du Nord quand il est question de mesures de sécurité. -La Presse Canadienne



Hôtel des Ventes Universelles inc.

URGENT!

Nous recherchons d'importants tableaux québécois, canadiens, américains et européens:

Le Groupe des Sept et leurs contemporains:

A.Y. Jackson	Lawren Harris	F.H. Varley	A.J. Casson
Franklin Carmichael	Arthur Lismer	Edwin Holgate	LeMoine FitzGerald
Franz Johnston	J.E.H. MacDonald	Tom Thomson	

Également:

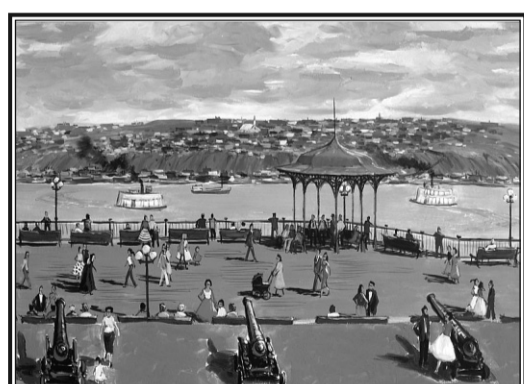
Marcelle Ferron	Jean McEwen	John Little
Normand Hudon	Frederick Simpson Coburn	Francesco Iacurto
Clarence Gagnon	Emily Carr	Berthes Des Clayes
Jean-Paul Riopelle	Molly Joan Lamb Bobak	Betty Baldwin
Paul Peel	Helen Galloway McNicoll	Stanley Cosgrove
Yvonne McKague Housser	Jean-Paul Lemieux	Albert Rousseau
John Lyman Goodwin	Marc-Aurèle Fortin	Alexandra Luke
Henrietta Mabel May	M-A. de Foy Suzor-Côté	Léo Ayotte
Agnes Martin Bernice	Homer Watson	Cornelius Krieghoff
Sarah Robertson	Claude Tousignant	Alferd Pellan
Takao Tanabe	René Richard	Paul Vanier Beaulieu
Kazuo Nakamura	Maurice Galbraith Cullen	Et autres...

C'est un fait, le marché de l'art est en pleine effervescence!
Hôtel des Ventes Universelles inc., encanteur et évaluateur de renom, vous invite à vendre ou à placer en consignation vos œuvres d'art pour sa prochaine vente aux enchères publiques. Faites confiance à des gens d'expérience qui œuvrent dans le domaine depuis plus de 25 ans. Contactez-nous, vos œuvres pourraient bénéficier d'une grande visibilité à travers le CANADA.

Consultez-nous!

Il nous fera plaisir d'aller vous rencontrer sur rendez-vous que vous désirez vendre, mettre en consignation ou obtenir une évaluation de vos œuvres d'art.

Vedettes de notre prochaine vente du 10 décembre 2007



1. Holgate, Edwin (8 1/2" x 10 1/2") 2. Little, John (18" x 24")

3. Corot, Jean-Baptiste (7" x 12") 4. Pellan, Alfred (17" x 23")

Surveillez notre site pour plus de détails.
www.hoteldesventesuniverselles.com

www.hoteldesventesuniverselles.com

580, Grande Allée Est, suite 40, Québec (Québec), G1R 2K2

Tél.: (418) 655-4706, (418) 529-4444, (514) 827-1798

Télécopie: (418) 529-0488, Sans Frais: 1-888-529-4443

Courriel: info@hoteldesventesuniverselles.com

Service

7 jours / 7

Contactez:

M. Robert Tremblay
Président

DURÉE DE LA MISSION CANADIENNE EN AFGHANISTAN

Harper contredit le général Hillier

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le bureau du premier ministre a contredit le général Rick Hillier, hier, quant à la date à laquelle l'Afghanistan sera en mesure de défendre sa souveraineté. Cette contradiction a amené l'opposition à questionner le leadership du gouvernement Harper sur la mission afghane.

Jeudi à Kandahar, le patron des Forces armées canadiennes a indiqué à des journalistes que cela prendrait 10 ans avant que l'armée afghane puisse assurer la sécurité du pays.

« Cela prendra environ 10 ans pour construire une armée, a-t-il dit, et la rendre professionnelle et capable de répondre aux besoins de sécurité. »

Cette position va à l'encontre de celle présentée par le premier ministre Stephen Harper dans son discours du Trône, adopté cette semaine. « Le Canada (...) doit s'attarder à accélérer la formation des forces armées et policières afghanes afin de faire en sorte que le gouvernement afghan soit en mesure de défendre sa souveraineté. »

« Or, cet objectif ne sera pas atteint d'ici février 2009, mais notre gouvernement croit qu'il pourrait l'être d'ici 2011. »

En entrevue à CTV, une porte-parole du premier ministre, Sandra Buckler, a réitéré cette position, contredisant du même coup le général Hillier.

« Notre objectif a toujours été de renforcer la capacité du peuple afghan de défendre lui-même sa souveraineté et nous savons que cela ne se fera pas du jour au lendemain », a-t-elle déclaré.

« Notre gouvernement croit que cet objectif devrait être atteint d'ici 2011, soit à la fin de la période couverte par le Pacte pour l'Afghanistan. »

Le Pacte pour l'Afghanistan est une feuille de route pour la consolidation de la paix, à laquelle l'ONU et une soixantaine de pays ont adhéré.



PHOTO CHRIS WATTIE, ARCHIVES REUTERS

Le patron des Forces armées canadiennes, le général Rick Hillier, discute avec le premier ministre Stephen Harper avant le discours du Trône, le 16 octobre dernier au Sénat. Si les propos des deux hommes se sont contredits hier, ni la position de Rick Hillier ni celle de Stephen Harper n'est partagée par les autres partis de la Chambre des communes.

Le bureau du premier ministre a cependant rappelé qu'il reviendrait aux députés de la Chambre des communes de voter sur la prolongation de la mission afghane au-delà de 2007.

« Nous attendons bien sûr le rapport du groupe de travail dirigé par M. (John) Manley, mais je répète ce que nous avons dit à maintes reprises déjà, et que nous continuerons de répéter, soit qu'il reviendra au Parlement au bout du compte de décider de la durée du mandat de nos forces armées en Afghanistan », a indiqué Dimitri Soudas, un autre porte-parole du premier ministre.

Mais ni la position de Rick Hillier ni celle du premier ministre Stephen Harper n'est partagée par les autres partis de la Chambre des communes. Le NPD souhaite un retrait immédiat des troupes, tandis que le Bloc québécois et le Parti libéral veulent que la mission se termine à la date initiale de février 2009.

À la période de questions, hier, le gouvernement a dû affronter les tirs nourris des partis de l'opposition. « Qui parle pour le Canada? Qui est en charge de la mission? Qui est crédible, le premier ministre ou le général Hillier? » a lancé le député libéral Michael Ignatieff.

Le chef du NPD, Jack Layton, a pour sa part rappelé que son parti affirme depuis longtemps qu'il n'y a pas de fin en vue pour la mission afghane. « De dire que nous allons y être pour encore 10 ans équivaut à dire qu'il n'y a pas de fin de la mission en vue », a-t-il fait remarquer.

Dans une entrevue accordée en fin de journée hier à CTV Newsnet, le général Rick Hillier a précisé ses propos et réaffirmé son lien de subordination envers le gouvernement.

« Ce que j'ai dit, c'est ceci: nous avons des directives très claires pour notre mission jusqu'à février

2009, a-t-il précisé. Nous savons ce que nous avons à faire à Kandahar et ces directives sont venues du gouvernement canadien, comme cela doit certainement être le cas. »

Le général a dit avoir bon espoir de pouvoir entraîner un nombre suffisant de soldats afghans d'ici deux à trois ans pour qu'ils dirigent des opérations permettant d'assurer la sécurité et la stabilité dans la province de Kandahar.

« Quand j'ai parlé du long terme, je parlais de construire l'armée afghane au complet, ce qui n'est pas notre responsabilité, qui se limite à la province de Kandahar », a ajouté Rick Hillier.

COUVERTURE DE LA MISSION AFGHANE

La plainte contre Radio-Canada rejetée

HUGO FONTAINE

L'ombudsman de la Société Radio-Canada, Julie Miville-Dechêne, rejette la plainte de cinq groupes pacifistes qui estiment que la couverture de la guerre en Afghanistan par la télévision publique francophone a été « profondément biaisée » durant l'été.

L'ombudsman, qui a visionné plusieurs heures de programmation, conclut que la couverture a été « imparfaite et incomplète », mais pas biaisée. Tout en indiquant que les militants pacifistes ont été plutôt discrets au cours de l'été, elle note que la SRC a manqué quelques occasions de souligner leur point de vue.

Selon Normand Beaudet, du Centre de ressources sur la non-violence, un des organismes derrière la plainte, la décision de l'ombudsman paraît « curieuse ». « On va maintenant essayer de passer au Conseil de presse », a-t-il dit.

L'émotion turbocompressée.

La nouvelle 9-3 2008 de Saab.

Complètement redessinée, à la hauteur de sa réputation.



2008 9-3 CombiSport

Prix d'achat	Louez pour	Taux de location
37 550 \$*	429 \$*/mois pendant 48 mois comptant de 3 999 \$	2,7% [†]

Modèle présenté: 9-3 CombiSport Aero

2008 9-3 berline sport

Prix d'achat	Louez pour	Taux de location
35 950 \$*	419 \$*/mois pendant 48 mois comptant de 3 450 \$	2,7% [†]

Modèle présenté: 9-3 berline sport Aero

Caractéristiques de série incluant: Roues de 16 po en alliage, sièges chauffants en cuir, réglage de la température à deux zones.

Visitez votre détaillant Saab et faites l'essai de la nouvelle 9-3 de Saab dès aujourd'hui!
saabcanada.com

Une protection de haut niveau: tous les modèles 2008 sont couverts par une garantie de 5 ans ou 160 000 km sur le groupe propulseur.*

9-3 de Saab



*Les composants du groupe propulseur des véhicules 2008 sont couverts par une garantie limitée pendant 5 ans ou 160 000 km, selon la première éventualité. Voyez un détaillant pour les conditions, restrictions et protections de la garantie limitée ainsi que pour les modalités d'assistance et de service à la clientèle. Le PDSF des modèles présentés (9-3 CombiSport Aero 2008 de Saab, 9-3 berline sport Aero 2008 de Saab) est de 45 690\$/43 990\$. †Le prix d'achat pour une 9-3 CombiSport 2008 de Saab/une 9-3 berline sport 2008 de Saab est de 37 550\$/35 950\$. *Offre basée sur une location de 48 mois d'une 9-3 CombiSport 2008 de Saab/une 9-3 berline sport 2008 de Saab, avec un acompte ou un échange d'une valeur de 3 999\$/3 450\$ requis pour des mensualités de 429\$/419\$. GM annule le dépôt de sécurité. L'obligation totale est de 24 614\$/23 563\$. Le taux de location annuel est de 2,7%. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,15\$. D'autres options de location sont offertes. †Le transport (1 400\$) n'est pas inclus. La taxe sur la climatisation (100\$), s'il y a lieu, l'immatriculation, la TPS, la TVQ, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais liés à l'inscription au RDPRM/PPSA, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Préparation à la route incluse. Les offres s'appliquent à l'achat ou à la location des modèles neufs 2008 suivants: une 9-3 CombiSport 2008 de Saab / une 9-3 berline sport 2008 de Saab livrés entre le 8 septembre et le 31 octobre 2007. L'offre est réservée aux clients de détail et aux clients de parc admissibles. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. Les détaillants peuvent vendre/louer à moindres prix. Cette offre est d'une durée limitée et ne peut, dans certains cas, être combinée avec d'autres offres. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et / ou au programme en tout ou en partie pour toute raison que ce soit et en tout temps, sans préavis. Voyez un détaillant, visitez saabcanada.com ou faites le 1 888 888-SAAB pour les conditions et les détails.

Mondial Saturn Saab
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondialsaturn.com

Saturn Saab de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravelauto.com

Saturn Saab de Laval
2800, boul. Chomedey
Laval
(450) 681-0028
www.saturnlaval.com

West Island Saturn Saab
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com

Gravel Saturn Saab
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com

Saturn Saab de l'Île-des-Sœurs
1000, boul. René-Lévesque
Île-des-Sœurs
(514) 769-5353
www.gravelauto.com

2 pour 1

Vols pour Orlando et Fort Lauderdale

Détails dans la section A

WESTJET

On va chez **mondou?**

Récupérez votre circulaire à l'intérieur et profitez de nos offres alléchantes!

mondou POUR LES ANIMAUX

LA PRESSE insérée dans le



PHOTO PHIL NOBLE. ARCHIVES REUTERS

Le projet de loi des conservateurs prévoit une certaine souplesse pour déterminer dans quelles circonstances une personne aurait à se dévoiler. Une femme vêtue d'un niqab pourrait ainsi montrer son visage à une femme pour pouvoir voter. Sur notre photo, une musulmane britannique photographiée lors d'une manifestation.

Vote à visage découvert

Les conservateurs présentent un projet de loi

ISABELLE RODRIGUE
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral est passé à l'acte, hier, pour faire en sorte que tous les électeurs aient à montrer leur visage lors du prochain scrutin.

Le projet de loi a pour but de modifier la Loi électorale du Canada afin d'éviter que des femmes voilées, par exemple, puissent voter sans avoir à se découvrir le visage.

L'affaire avait fait grand bruit à la fin de l'été, tout juste avant la tenue des trois élections partielles au Québec.

Malgré les pressions de tous les partis fédéraux, le directeur général des élections, Marc Mayrand, avait refusé d'utiliser son pouvoir exceptionnel pour renverser la situation. Il faisait valoir que les élus avaient

adopté la loi telle quelle, en toute connaissance de cause, et qu'ils devraient la modifier pour régler le problème.

Le projet de loi du gouvernement conservateur permettrait cependant quelques exceptions. Ainsi, une personne qui doit garder son visage couvert pour des raisons médicales pourrait se prévaloir de son droit de vote en présentant deux pièces d'identité autorisées et en prêtant serment.

Souplesse

La mesure ajoute aussi deux articles à la loi, permettant au directeur du scrutin de nommer des personnes supplémentaires dans la salle de scrutin et de déléguer une partie des responsabilités au bureau de scrutin.

Selon le ministre des Transports, Lawrence Cannon, cette précision est inscrite au

projet de loi pour des « raisons de sensibilité religieuse. Le président des élections a des obligations d'aborder ces questions-là ».

Ainsi, les officiers d'élection disposeraient d'une certaine souplesse pour déterminer dans quelles circonstances une personne aurait à se dévoiler. Une femme musulmane qui le demanderait, par exemple, pourrait dévoiler son visage devant une autre femme ou dans un endroit plus discret.

Projet de loi du Bloc

Plus tôt cette semaine, le Bloc québécois avait déposé son propre projet de loi pour combler le vide de la Loi électorale sur la question. Le gouvernement conservateur avait refusé d'y donner son appui pour une adoption rapide.

« Le Bloc, c'était tous azimuts, tout le monde doit se dévoiler; nous, on met des circonstances (particulières) », a justifié le ministre Cannon.

On s'attend à ce que les partis d'opposition ne s'objectent pas à la mesure puisque, sur le fond, tous les partis sont d'accord.

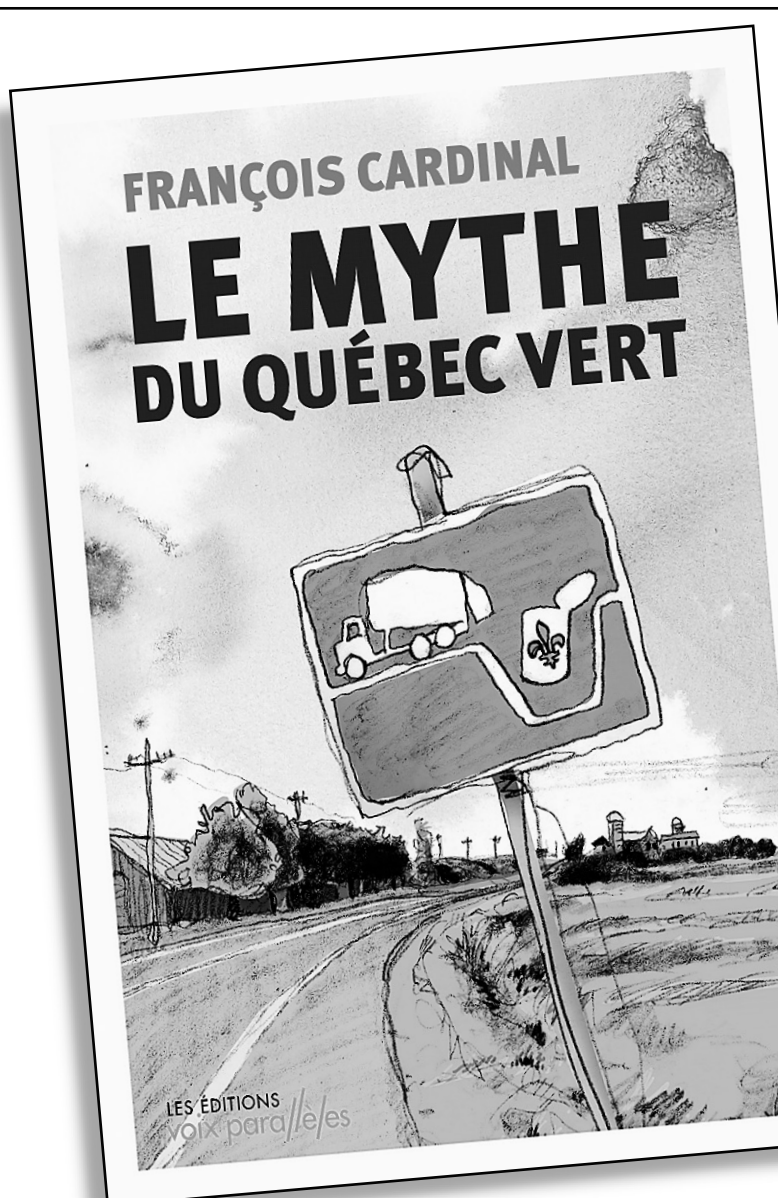
Au Bloc, on se dit déçu de constater que le gouvernement « fait de la petite politique » en choisissant d'opter pour son propre projet de loi, mais le parti y donnera son appui quand même.

« On veut que ça se corrige le plus rapidement possible et que tout le monde ait les mêmes droits, que tout le monde vote à visage découvert en fin de compte », a expliqué Monique Guay, leader parlementaire adjointe au Bloc.

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, disait préférer analyser le projet de loi avant de se prononcer. Il se disait toutefois étonné de constater que le gouvernement ne s'attaquait pas à un autre problème qui touche plus de gens, celui de milliers de résidents des secteurs ruraux sans adresse civique ou avec une adresse incomplète.

Du côté des libéraux, le chef adjoint Michael Ignatieff a fait valoir qu'il ne voulait pas que le débat sur les accommodements raisonnables soit importé à la Chambre des communes.

« Pour moi, c'est tout à fait clair, chaque citoyen doit s'identifier pour un scrutin (...). Chaque citoyen a des droits et des responsabilités qui sont égaux et puis on discute avec ces gens afin d'arriver à un arrangement qui soit compatible avec ce devoir civil (le vote) », a déclaré le député libéral.



LES QUÉBÉCOIS SONT-ILS AUSSI ÉCOLOS QU'ILS LE PRÉTENDENT ?

Une enquête fouillée du journaliste François Cardinal nous donne l'heure juste. L'auteur propose, en plus, des solutions pratiques et originales pour y parvenir.

LES ÉDITIONS
voix para//è/esOffert en librairie et sur
librairie.cyberpresse.ca

l'environnement

préoccupation de l'heure occupation de l'avenir

À LONGUEUIL

Formations de 2^e cycle
en environnement

- À temps partiel, conçues pour les gens sur le marché du travail
- Nos étudiants proviennent de plus de 40 disciplines différentes

Centre universitaire
de formation en environnement
www.USherbrooke.ca/environnement
environnement@USherbrooke.ca
1 866 821-7933UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKEDiplôme en gestion
de l'environnement

Maîtrise en environnement

Formation sur mesure
disponible

SOIRÉE D'INFORMATION

Campus de Longueuil
1111, rue Saint-Charles Ouest
Tour Ouest, Longueuil
Local 707Lundi 5 novembre 2007 à 19 h
(Veuillez confirmer votre présence)

lotoquebec.com

lotoquebec.com

lotoquebec.com

EN BONNI!

Ce soir

22 millions



Ça change pas le monde, sauf que...

18 ans +

L'ÉVÈNEMENT

MAYTAG



Réfrigérateur de 17,6 pi³

Système de ventilation Multi-Flow^{MC}, bacs à fruits et à légumes à humidité contrôlée, tablettes en verre antidébordement

Livraison, service et ramassage gratuits

699 \$

Lave-vaisselle encastrable à cuve haute

Commandes par microprocesseur, système de lavage haute pression, broyeur d'aliments durs

Livraison et service gratuits

569 \$



Cuisinière de 30 po avec four autonettoyant

Commandes du four électroniques, éléments en spirale de haute puissance, mode Sabbat

Livraison, ramassage et service gratuits

699 \$

Lave-vaisselle encastrable à cuve haute

Commandes par microprocesseur, système de lavage haute pression, broyeur d'aliments durs

Livraison et service gratuits

529 \$

Cuisinière avec four autonettoyant

Four d'une capacité de 5,3 pi³, surface de cuisson vitrifiée à 5 éléments, élément du four dissimulé, mode Sabbat

Livraison, ramassage et service gratuits

3164 \$ /mois ou 1139 \$

acier INOXYDABLE



Réfrigérateur de 18,9 pi³

Homologation Energy Star^{MD}, bacs à légumes à humidité contrôlée, tablettes en verre divisées Spill-Catcher^{MC}, balconnets de porte réglables

Livraison, service et ramassage gratuits

2664 \$ /mois ou 959 \$



acier INOXYDABLE



acier INOXYDABLE

PLUS

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ

SUR LES RÉFRIGÉRATEURS, CUISINIÈRES ET LAVE-VAISSELLE MAYTAG^{††}

36 versements* sans intérêt JUSQU'EN NOVEMBRE 2010 SUR LES ÉLECTROMÉNAGERS

Livraison gratuite* 7 jours sur 7

* Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin



BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins braultetmartineau.com

On s'occupe de vous

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THERÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Offre en vigueur du jeudi 25 octobre au dimanche 28 octobre 2007. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin. [†] Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalent à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin. ^{††} Modèles sélectionnés.

* Termes et conditions de la vente : achat minimum requis de 499 \$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 799 \$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.

SUR CYBERPRESSE.CA

LINGERIE

Le fabricant de lingerie Frederick's of Hollywood, chouchou des stars depuis 60 ans, s'expose sur cyberpresse.ca/lingerie

LE RING

Voyez la critique multimédia du film québécois Le ring sur cyberpresse.ca/lering et moncinema.ca



CARICATURES

La semaine vue par les caricaturistes sur cyberpresse.ca/caricaturistes

LNH

Les faits saillants des matchs de la LNH en vidéo sur cyberpresse.ca/lnh

NOS BLOGUES

RICHARD HÉTU
C'est quoi, le supplice de la baignoire?

Waterboarding. C'est le terme que les Américains utilisent pour parler du simulacre d'exécution par noyade employé par les tortionnaires de Staline, Hitler et Pol Pot.

Lisez la suite sur www.cyberpresse.ca/hetu

SCANDALE DES COMMANDITES

VIA Rail a dépensé 2 millions pour se défendre

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — VIA Rail ne lésine pas sur les frais d'avocats. La société d'État a déboursé près de 2 millions pour défendre ses intérêts dans des litiges touchant le scandale des commandites depuis 2004.

C'est ce qui ressort de documents obtenus par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. C'est la première fois que la société d'État divulgue de telles informations. À l'instar de Postes Canada ou Radio-Canada, elle est assujettie à cette loi depuis cette année seulement.

VIA Rail a payé donc 1 070 450\$, principalement au cabinet Fasken Martineau DuMoulin, pour qu'il la représente entre juin 2004 et juin 2006 dans le cadre de la commission d'enquête sur le scandale des commandites présidée par le juge John Gomery. À cette somme, s'ajoutent 383 585\$ pour quelques journées de représentation aux audiences du comité des comptes publics de la Chambre des communes, qui ont précédé celles de la commission Gomery.

Bien qu'importants, ces frais se comparent à ceux payés par d'autres acteurs du scandale.

La société avait été montrée du doigt par la vérificatrice générale, Sheila Fraser, pour avoir transféré des sommes d'argent entre des entreprises impliquées dans le scandale, dans la production par la compagnie de Robert-Guy Scully de la série télévisée sur Maurice Richard.

Dans son rapport final, le juge Gomery a qualifié le comportement de VIA d'«inacceptable», l'accusant d'avoir émis une fausse facture qui a fait gaspiller 112 500\$ au gouvernement en commissions inutilement versées à Lafleur Communication.

500 000\$ contre Pelletier

Outre les frais directement liés au scandale des commandites, VIA Rail a aussi payé jusqu'ici quelque 508 682\$ à Fasken Martineau dans la poursuite intentée par Jean Pelletier contre le gouvernement canadien pour congédiement injustifié. M. Pelletier avait été mis à la porte après avoir tenu des propos controversés sur l'ex-championne olympique Myriam Bédard.

La société d'État a enfin déboursé 52 226\$ dans le litige contre son ancien président du conseil d'administration,

Marc LeFrançois. Le dernier paiement de facture remonte à mai dernier.

À noter que ces sommes n'incluent pas les frais de représentation de MM. Pelletier et LeFrançois.

Bien qu'importants, ces frais se comparent toutefois à ceux payés par d'autres acteurs du scandale.

En février 2005, par exemple, l'avocat d'Alfonso Gagliano avait touché plus de 700 000\$. La Presse Canadienne rapportait en mars 2006 que les trois principaux procureurs de la Commission, Bernard Roy, Neil Finkelstein et Guy Cournoyer, avaient touché des honoraires de 3,89 millions au terme des audiences.

Le budget total de la commission Gomery était de quelque 35 millions. Le ministère des Travaux publics et le Bureau du Conseil privé ont chiffré leurs frais d'avocats à plus de 14 millions.

Hier, M^e Claude Auger, associé directeur de Fasken Martineau DuMoulin au Québec, n'a pu donner de détail sur ces honoraires. «Il y avait à l'époque quelqu'un qui était presque tous les jours à la Commission pour prendre des notes et écouter», a-t-il néanmoins précisé.

Duff Conacher, coordonnateur du groupe Démocratie en surveillance, lie néanmoins ces dépenses à une problématique plus globale. «C'est un problème systémique, dit-il. Les firmes d'avocats qui font affaire avec le gouvernement facturent plus qu'elles ne le font à des clients normaux parce qu'elles savent que c'est le gouvernement qui paie! Et le gouvernement ne va pas avoir recours aux tribunaux pour faire revoir les coûts...»

Le bureau du ministre des Transports, Lawrence Cannon, n'a pas voulu réagir hier. «C'est le coût des agissements de l'ancien gouvernement et nous sommes obligés de nettoyer les dégâts», a simplement déclaré sa porte-parole, Catherine Loubier.

Par ailleurs, les documents obtenus par *La Presse* démontrent aussi que la société a versé 1,5 million à Fasken Martineau pour qu'elle la représente dans sa bataille contre des groupes de défense des personnes handicapées, entre 2001 et 2007.

Ces groupes demandaient à VIA de changer certains de ses wagons, jugés difficilement accessibles pour ceux qui se déplacent en fauteuil roulant. La Cour suprême leur a donné raison en mars dernier, après six ans de luttes judiciaires. La société d'État avait annoncé dans la foulée de la décision que les changements nécessaires coûteraient entre 48 et 92 millions de dollars.

Avec la collaboration de William Leclerc



PHOTO BOB SKINNER LA PRESSE ©

VIA Rail a payé 1 070 450\$, principalement au cabinet Fasken Martineau DuMoulin, pour qu'il la représente entre juin 2004 et juin 2006 dans le cadre de la commission d'enquête sur le scandale des commandites présidée par le juge John Gomery (notre photo).

50% DES BILLETS VENDUS FAITES-VITE!

SOMMET DU MILLENAIRE MONTREAL 2007

CONFÉRENCIERS INVITÉS



DESMOND TUTU
Archevêque et Prix Nobel de la paix



MICHAEL DOUGLAS
Deux fois lauréat d'un Oscar et activiste international



TIM ROBBINS
Acteur, gagnant d'un Oscar, réalisateur, producteur et activiste international



CHERIE BOOTH BLAIR
Avocate, épouse de l'ex-premier ministre britannique et activiste internationale



TRUDIE STYLER
Actrice, productrice, directrice et activiste internationale



ISHMAEL BEAH
ancien enfant-soldat, auteur d'un livre à succès et conférencier de renommée mondiale

C'EST L'HEURE DES ENFANTS!

Peu importe notre âge, peu importe notre milieu, peu importe notre occupation... le pouvoir d'agir nous appartient à TOUS, prenons-le!



DANIEL GERMAIN
Président-fondateur Club des petits déjeuners du Québec, Breakfast Clubs of Canada, Sommet du millénaire de Montréal



GENEVIÈVE BORNE
Maître de cérémonie



SONIA BENZRA
Animatrice télé et Radio



PATRICK HUARD
Porte-parole du Sommet du millénaire de Montréal



MIA FARROW
Actrice et ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF

LE 9 NOVEMBRE 2007 AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
Achetez vos billets en ligne dès maintenant ou contactez-nous

WWW.SOMMETMILLENAIRE.ORG
1.866.515.5009

Avec la participation de Québec ALDO transporteur officiel AIR CANADA partenaires de communications LA PRESSE co-producteur PowerWithin

partenaires platine prévention Astral Media DIGITAL CEMENT partenaires or laji GARDA Multi-Prêts avec la collaboration de Montréal

WAL-MART BlueSponge SOLUSTECH HOTEL ST-JAMES VIA Rail Canada The Gazette

GEOX RESPIRA

LA CHAUSSURE QUI RESPIRE

Trouvez le détaillant GEOX le plus près de chez vous : visitez geox.com ou appelez 1-866-454-GEOX(4369)

Magasins GEOX : Montréal, Laval, Ottawa, Toronto, Calgary, Vancouver

INTERNATIONAL PATENT - GEOX - RESPIRA - ARE TRADEMARKS OF GEOX. FEMME AIDA



0¹ \$
Samsung m300

Notre forfait est vraiment bien bâti.

Il fait peur aux autres.

Forfait Texte et voix 35

2 500 messages texte ²	Appels locaux illimités les soirs
Appels locaux entrants illimités ³	et les week-ends (dès 17 h)
150 minutes locales en tout temps	25 messages photo et vidéo
150 minutes d'interurbain ⁴	Facturation à la seconde⁵

Options à **5 \$** Profitez de ces options illimitées pendant les 3 premiers mois⁶ :
 Messageries texte, photo et vidéo
 Windows Live^{MD} Messenger, Internet mobile

Les tarifs les plus abordables au Canada.⁷

Offert dans les kiosques Solo suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou

BROSSARD
Mail Champlain

LASALLE
Carrefour Angrignon

MONTREAL
Plaza Alexis Nihon

POINTE-CLAIRE
Centre d'achat Fairview

QUEBEC
Place Fleur-de-Lys

ROSEMERE
Place Rosemere

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades
St-Bruno

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu

Offert dans les magasins Bell suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou

AUTEUIL
5330 boul. des Laurentides

BELOEIL
Mail Montenach

BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30

CHATEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay

COATCOOK
18, rue du Manège

COWANSVILLE
Domaine du Parc

DELSON
5 Route 132

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352 boul. des Sources
3699 boul. St-Jean

DORION-VAUDREUIL
84 boul. Harwood

DORVAL
Les Jardins Dorval

DRUMMONDVILLE
2265 boul. St Joseph
Promenades Drummondville

GATINEAU
Promenades de l'Outaouais

GRANBY
688 rue Principale
Galeries de Granby

HULL
73 rue Jean-Proulx
Galeries de Hull

JOLIETTE
127 boul. St-Charles-Borromée nord
Les Galeries Joliette

LACHINE
2409 46e Avenue

LAFONTAINE
2121 boul. Labelle

LASALLE
7567 boul. Newman
Carrefour Angrignon

LAVAL
800 boul. Chomedey (120) Tour C
1655 boul. St Martin
Carrefour Laval
Carrefour Laval - kiosque
Centre Laval
Megacentre Vimont Laval

LONGUEUIL
666 Place Transcanada
2771 boul. Jacques-Cartier est
Place Longueuil

MAGOG
Galeries Orford

MONTREAL
892, rue Ste Catherine ouest
4399, rue St-Denis
5187, avenue Papineau (angle Laurier)
6855, rue St-Jacques ouest
8900, rue Lajeunesse
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie
(angle Jean-Talon)
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon
(Rez-de-chaussée)

MONTREAL-NORD
Place Bourassa

MONT-TREMBLANT
517 rue de St-Jovite

PINCOURT
Faubourg de l'Île - kiosque

POINTE-AUX-TREMBLES
12530 Sherbrooke est

POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire

REPENTIGNY
309 rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord

ROSEMERE
232 boul. Curé-Labelle
Place Rosemere

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield

SHAWINIGAN
1 Plaza de la Mauricie

SHERBROOKE
2700 rue King ouest
4505 boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie

SOREL
Les Promenades de Sorel

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades
St-Bruno

STE-AGATHE-DES-MONTS
80A boul. Morin

ST-EUSTACHE
66 rue Dubois (107)
Place St-Eustache

ST-HUBERT
3879 boul. Taschereau
5190 boul. Cousineau

ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
391 boul. Séminaire nord
Carrefour Richelieu

ST-JEROME
Le Carrefour du Nord

ST-LAURENT
4232 rue Seré
La Place Vertu

ST-LEONARD
4524 Jean Talon est
6050 boul. Métropolitain est

ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153 rue Principale

TERREBONNE
1729 chemin Gascon
Galeries Terrebonne

TRACY
604 route Marie Victorin

TROIS-RIVIERES
5691 boul. Jean XXIII
Centre Les Rivières

VICTORIAVILLE
567 boul. des Bois-Francis sud
La Grande Place des Bois-Francis

Offert chez:

la cabine

WAL-MART

SON

STEREO

À jour en date du 1er octobre 2007. Offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture de Solo Mobile. Soirs du lundi au jeudi, de 17 h à 8 h et week-ends du vendredi 17 h au lundi 8 h. Des frais d'interurbain et d'intéranne (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer à l'extérieur de votre zone d'appels. D'autres frais additionnels, tels que 60-1-1 (0,50 \$/mois), accès au réseau qui ne sont pas des frais du gouvernement (prépayé 3,95 \$/mois et mensuel 6,95 \$/mois) et frais uniques d'activation d'appareil (35 \$) s'appliquent. Des frais uniques de 35 \$ sont applicables lorsqu'un client passe d'un forfait mensuel au service prépayé. Avec toute utilisation de données, des frais d'utilisation d'Internet mobile de 3 c/Ko s'appliquent si vous n'êtes pas abonné au service Internet mobile illimité et des frais peuvent s'appliquer pour le contenu. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. Non offert dans les magasins Wal-Mart. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat d'une durée min. de 3 ans à un forfait mensuel de Solo. (2) À l'exclusion des alertes, des messages texte internationaux et payants de même que ceux échangés avec la messagerie instantanée. (3) S'applique au temps d'antenne des appels reçus à l'intérieur de votre zone d'appels locale. (4) S'appliquent aux appels interurbains en provenance et à destination du Canada. (5) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat à tout forfait voix mensuel de Solo. S'applique aux appels locaux. (6) Le tarif mensuel est de 5 \$ pour les mois 1 à 3 et le tarif mensuel courant (maintenant 10 \$; modifiable) s'applique par la suite. (7) Basé sur les tarifs des forfaits mensuels, la facturation à la seconde pour les appels locaux, et de l'accès à un réseau pancanadien, avec un contrat d'une durée min. de 2 ans à un forfait mensuel de Solo Mobile ; à l'exception des tarifs promotionnels et interurbains, plus de détails à solomobile.ca. Solo, le logo Solo Mobile et Cause toujours sont des marques de commerce de Solo stratégie de marque inc., utilisées sous licence.

SOUS LE SABLE, LES

Marc Thibodeau s'est rendu cette semaine en Tunisie à l'occasion du renvoi du controversé imam Saïd Jaziri. Il a profité de l'occasion pour explorer la situation du pays en matière de droits de l'homme, près de 20 ans après l'arrivée au pouvoir de Zine el-Abidine Ben Ali.



MARC THIBODEAU

PARIS — La Tunisie, avec ses plages sans fin, ses palmiers et sa population accueillante, a tout pour plaire aux touristes, qui accourent, chaque année, en grand nombre.

Dans la capitale de l'État maghrébin, souvent présenté comme un modèle économique pour les pays émergents, on croise à plusieurs carrefours d'énormes portraits du président Zine el-Abidine Ben Ali, tout sourire. De petites portraits sont aussi disposés dans la plupart des commerces et des restaurants.

Les principaux médias soulignent avec régularité les réalisations du dirigeant de 71 ans, qui fêtera dans moins de deux semaines le vingtième anniversaire de son arrivée au pouvoir, date historique désignée comme le « Changement ». Et relatent les



PHOTO HASSENE DRIDI, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Une Tunisienne vote lors des élections du 24 octobre 1999. C'est sans surprise que le président Zine el-Abidine Ben Ali (à droite sur l'affiche) a été reconduit au poste qu'il occupe depuis maintenant 20 ans, lui qui a amendé la Constitution qui empêchait un président de briguer plus de trois mandats successifs.

interventions de formations politiques officiellement reconnues comme le Parti de l'unité populaire, qui saluait cette semaine en conférence de presse les efforts incessants du régime en faveur du développement du pays.

Sous cette « démocratie de façade » se cache un État policier qui réprime violemment toute dissidence, martèlent des militants des droits de l'homme rencontrés cette semaine par *La Presse* à Tunis.

En écho aux rapports d'organisations internationales, ils font état d'arrestations arbitraires, de torture, de harcèlement – des pratiques catégoriquement niées par le gouvernement.

Mohamed Abbou, récemment

libéré de prison à l'issue d'une forte campagne de mobilisation internationale, dit avoir payé le prix fort pour avoir critiqué publiquement le président tunisien.

Cet avocat de 41 ans, père de trois enfants, avait comparé, dans des articles diffusés sur l'internet, les conditions de détention dans la prison d'Abou Ghraïb, en Irak, et celles qui règnent dans les geôles tunisiennes. Il a aussi parlé de la corruption existant dans le pays, un sujet « tabou ».

Il a écopé en 2005 de trois ans et demi de prison ferme, incluant deux ans pour une affaire de brutalité contre une avocate qui a été montée en épingle pour le compromettre, selon Human Rights Watch.

« Je savais que quelque chose allait m'arriver. Mais je ne m'attendais pas à une telle incarcération », a indiqué M. Abbou lors d'une entrevue réalisée dans un café du centre de Tunis.

Plusieurs mises en garde lui avaient été adressées avant son arrestation, dit-il. Des pressions économiques ont notamment été exercées, souligne l'avocat, qui évoque l'interruption, par une agence gouvernementale, d'un contrat de location touchant un immeuble appartenant à sa famille.

« En prison, j'entendais chaque nuit des cris de détenus qui demandaient pitié à leur bourreau », souligne l'avocat. Il affirme avoir été épargné pour sa part en raison de l'attention accordée à sa cause.

Bien qu'il soit libre depuis quelques mois, M. Abbou affirme

POLICIERS

que le régime continue d'exercer des pressions de tout ordre sur lui et sa famille, limitant grandement sa capacité à mener une vie normale. Plusieurs opposants, dit-il, font l'objet d'une stratégie « d'affaiblissement » similaire.

Samir Taamallah, membre de longue date d'une formation communiste non reconnue par le régime, a vécu plusieurs années dans la clandestinité dans les années 90 pour échapper à une peine de prison. Il a été relâché en 2002 pour « raisons de santé » après avoir été incarcéré quelques mois.

« En prison, j'entendais chaque nuit des cris de détenus qui demandaient pitié à leur bourreau », souligne un avocat.

L'homme de 38 ans, qui s'exprime d'une voix effacée, tente en vain depuis d'obtenir l'autorisation de reprendre ses études universitaires. « J'ai espoir qu'il sera possible un jour de manifester son opinion sans problème dans ce pays », déclare M. Taamallah, qui travaille depuis un an pour l'avocate Radhia Nasraoui.

Elle dit avoir été soumise à des pressions soutenues, tant policières qu'administratives, en raison de son travail de longue haleine en faveur des prisonniers victimes de torture.

L'avocate de 53 ans relate avoir été traînée en justice pour un plaidoyer jugé hostile au régime.

Elle travaille depuis deux ans sans connexion internet dans un modeste appartement du centre-ville, régulièrement surveillé. Ses clients, dit-elle, sont aussi soumis à des pressions.

« À une certaine époque, je ne pouvais même pas avoir de téléphone. Imaginez ça, une avocate sans téléphone », souligne M^{me} Nasraoui, qui écarte ces soucis avec un haussement d'épaules. « J'ai la conviction de faire ce qui est juste. Alors je ne me décourage pas », dit-elle.

Dans le contexte politique actuel, la plupart des personnes critiquées du président Ben Ali préfèrent se taire plutôt que de risquer une confrontation ouverte, souligne M^{me} Abbou, qui continue d'accorder des entrevues aux médias. « Son non fait peur », dit-il.

La population, dans la rue, se montre peu loquace lorsqu'il est question de parler du régime. « Je vous dis ça parce que vous êtes un étranger. Mais si vous étiez d'ici, je ne dirais pas un mot », a déclaré un chauffeur de taxi après s'être indigné du nombre de panneaux montrant le dirigeant tunisien.

Le gouvernement n'a pas donné suite aux questions acheminées par *La Presse* relativement au dossier de M. Abbou et à la situation du pays en matière de droits de l'homme.

Le régime du président Ben Ali a répété à plusieurs reprises par le passé son attachement à la démocratie et au respect des libertés individuelles. Il maintient qu'il n'existe pas de prisonniers d'opinion dans le pays.

TUNISIE

Pays d'Afrique du Nord, partageant des frontières avec la Libye et l'Algérie

République présidée par:
Zine el-Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis le 7 novembre 1987

Superficie: 163 610 kilomètres carrés, soit un dixième du Québec

Nombre d'habitants: 10,3 millions

Âge moyen de la population: 28,5 ans

Espérance de vie: 75,3 ans

Groupes ethniques: Arabe (98%), caucasien (1%), juif ou autre (1%)

Religion: Musulman (98%), Chrétien (1%), Juif ou autre (1%)

Taux de chômage: 13,9%

PNB par habitant: 8900 dollars américains

Population vivant sous le seuil de la pauvreté: 7,4%



Source: CIA World Factbook

La torture interdite ou « système d'État » ?

MARC THIBODEAU

PARIS — Le régime tunisien dit interdire le recours à la torture contre les détenus et persécuter systématiquement les agents qui contreviennent à ce mot d'ordre. Les témoignages contredisant ces dires ne sont cependant pas rares.

Jamila Ayed, âgée de 45 ans, affirme que son fils de 26 ans, Maher Bziouech, a été arrêté par le gouvernement à l'été 2006 pour terrorisme, une accusation qui est, selon elle, sans fondement. Il a été condamné à 10 ans de prison.

Le jeune homme affirme avoir été torturé sévèrement dans les jours suivants son arrestation. M^{me} Ayed relate qu'il aurait notamment été battu longuement après avoir été placé dans la position du « poulet rôti ». Dans cette technique, la personne se retrouve dénuée, la tête en bas, suspendue en l'air par une barre passée derrière les genoux. Les mains sont attachées près des pieds.

Houda ben Khaled, 43 ans, réclame la libération de son mari, Naoufel Sassi, arrêté lui aussi l'année dernière dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Son conjoint, qui n'a pas encore été jugé, dit également avoir été torturé, souligne-t-elle.

Il affirme avoir été soumis à la technique du « bano ». Le prisonnier, pendu par les pieds avec une corde, est plongé dans l'eau jusqu'à la taille, les mains attachées derrière le dos, et maintenu sans oxygène pendant une longue période.

Les deux femmes disent qu'elles ne craignent pas de s'attirer les foudres du régime en parlant aux médias étrangers. « C'est mieux que de rester les bras croisés pendant 10 ans », souligne M^{me} Ayed. L'Agence tunisienne de com-

munication extérieure n'a pas répondu aux demandes de *La Presse* relativement aux dossiers des deux détenus.

Abdelmoumen Belanes, un dissident connu qui a été plusieurs fois incarcéré dans les années 90 en raison de son appartenance à une formation communiste non reconnue par le gouvernement, souligne que le recours à la torture est érigé en « système d'État » en Tunisie.

L'homme de 51 ans affirme avoir été torturé plusieurs fois par les autorités, notamment avec la technique du « bano ». « Ils me sortaient chaque fois que j'étais au bord de l'étouffement et recommençaient dès que j'avais craché l'eau », a-t-il relaté. M. Belanes affirme également avoir été soumis au « poulet rôti » et à des chocs électriques.

L'organisation Human Rights Watch prévenait dans un récent rapport que la Tunisie a « une longue histoire de torture et de mauvais traitement de prisonniers ».

L'expulsion du controversé imam Saïd Jaziri, qui disait craindre d'être arrêté et torturé à son retour dans son pays d'origine, a relancé l'intérêt pour cette question au Canada.

L'ambassade tunisienne, réagissant au fait que l'imam a pu rentrer sans heurt, a souligné dans une lettre ouverte que le pays est « un État de droit » qui « respecte la dignité humaine, garantit l'intégrité physique et morale de la personne et ne tolère aucun traitement dégradant envers les citoyens. »

Elle a souligné, par la même occasion, la « déplorable surenchère dans la vente du sensationnel » par des journalistes « ayant les yeux fixés sur l'audimat ».



Augmentez vos économies.

L'INSTALLATION DE THERMOSTATS ÉLECTRONIQUES PEUT VOUS PERMETTRE D'ÉCONOMISER **JUSQU'À 10 %** SUR VOS COÛTS DE CHAUFFAGE, ANNÉE APRÈS ANNÉE.

Obtenez jusqu'à **130 \$** de remise par la poste.

En remplaçant vos thermostats biméalliques pour plinthes électriques par des thermostats électroniques, vous recevrez jusqu'à 130 \$ de remise par la poste, en plus de réduire vos coûts de chauffage et de bénéficier d'une température stable et précise tout au long de l'année.

Pour connaître les produits admissibles, vérifiez les emballages ou consultez notre site Web.

À L'ACHAT		À L'INSTALLATION	
Achetez un minimum de cinq thermostats électroniques** pour plinthes électriques et recevez :			
- 45 \$ pour cinq thermostats ; - 10 \$ pour le sixième thermostat ; - 10 \$ pour le septième thermostat.	65 \$ maximum	- 45 \$ pour cinq thermostats ; - 10 \$ pour le sixième thermostat ; - 10 \$ pour le septième thermostat.	65 \$ maximum

Coupons de remise disponibles chez votre détaillant, auprès de votre maître électricien ou sur notre site Web.

CONFIEZ VOTRE INSTALLATION À UN MAÎTRE ÉLECTRICIEN

Vous obtenez un avantage qui n'a pas de prix : la tranquillité d'esprit !

Faire appel aux services professionnels d'un maître électricien, c'est faire un choix **conforme, sécuritaire et rassurant**. La *Loi sur le bâtiment* stipule que les travaux d'installation d'appareillage électrique doivent être exécutés par un membre de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ).



Tout est lié.

Rio Tinto accueille aujourd'hui Alcan dans sa famille mondiale. Les employés d'Alcan et de Rio Tinto Aluminium s'unissent pour créer Rio Tinto Alcan, le nouveau leader mondial de l'aluminium. Rio Tinto Alcan, dont le siège social est à Montréal, est présent sur six continents. Ses employés exploitent des actifs de classe mondiale en restant fidèles aux engagements à l'égard de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de nos communautés. Grâce à son portefeuille de projets intéressants, Rio Tinto Alcan est en excellente position pour devenir synonyme de croissance pour les années à venir. Le Groupe Rio Tinto, fort de ses valeurs et de son savoir-faire, ressort grand de ce regroupement avec Alcan. À titre de pays hôte du leader mondial de l'aluminium, le Canada peut être fier du nouveau groupe Rio Tinto Alcan.

Rio Tinto Alcan

LIÉ AU QUÉBEC. LIÉ À LA PLANÈTE.



Même dans cet état, Ford est fière de ses véhicules car plus de 80 % d'un véhicule Ford est recyclable.



BOUGER MIEUX

Pour en savoir plus, allez sur bougermieux.ca

OUTREMONT Le Centre communautaire disséqué par la SQ et Montréal

ÉRIC CLÉMENT

Alors que la construction du Centre communautaire intergénérationnel (CCI) a fait l'objet de nombreuses questions de la part de citoyens d'Outremont depuis trois ans, il aura fallu les scandales de cet été dans cet arrondissement pour que l'ensemble du projet, qui coûtera bien plus cher que prévu, soit disséqué tant par la Sûreté du Québec que par le contentieux de la Ville de Montréal, la firme Génivar et par un audit.

Le volet de la Sûreté du Québec s'est ajouté jeudi à la suite de la décision du ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) de prendre en compte des informations très précises sur les circonstances entourant le projet du CCI. Le corps policier aura à examiner si ce projet a été marqué par des gestes criminels.

Le travail des enquêteurs de la SQ sera complémentaire au mandat qui a été donné au directeur général de la Ville de Montréal, Claude Léger, par Frank Zampino, président du comité exécutif, de faire pratiquer un audit sur le projet du CCI afin d'investiguer la question des coûts de construction et la validité de la réclamation de 2,8 millions présentée en avril par Dessau-Soprin, l'entrepreneur responsable de sa construction.

La Ville voulant aller « au fond des choses » dans ce dossier, l'analyse sera faite depuis l'appel d'offres jusqu'à la réalisation des travaux. Elle devra aussi voir si les travaux ont été bien effectués.

« On veut regarder si les processus d'appels d'offres qui devaient être suivis ont été suivis, si les travaux ont été bel et bien faits conformément au devis et si les prix qui ont été payés correspondent à l'appel d'offres », dit le directeur principal du Service des affaires corporatives, Robert Cassius de Linval.

Comme des allégations ont été portées à la connaissance du MAMR, la façon dont l'appel d'offres a été préparé sera étudiée par l'audit. « Cela fait partie du mandat qui a été donné au directeur général, dit Robert Cassius de Linval. On va regarder si le projet a été mené dans les règles de l'art, c'est-à-dire dans le respect des dispositions législatives applicables. Et vous savez, plus on cherche, plus on trouve et cela nous amène à nous poser d'autres questions. »

M. Cassius de Linval dit que la Ville ne sait pas encore si cet audit sera exécuté par des employés de la Ville, par une firme externe ou par les deux. « La démarche que l'on va utiliser pour mener à bien le mandat confié au directeur général n'a pas encore été arrêtée », dit-il. Quand cette décision sera-t-elle prise? « On doit prendre le temps nécessaire, poser les bonnes questions et choisir la bonne stratégie », dit-il.

Parallèlement, la firme d'ingénieurs-conseils Génivar évalue, à la demande de la Ville, depuis début septembre, la valeur de la réclamation de 2,8 millions, en collaboration avec l'arrondissement d'Outremont et le contentieux de la ville centre.

« Génivar examine si les travaux ont été effectués au terme d'une demande de changements qui a été documentée, si la facture demandée est justifiée par rapport aux travaux réalisés, etc., comme dans un litige où l'on vérifie ligne par ligne la réclamation de l'entreprise », dit M. Cassius de Linval.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste
eric.clement@lapresse.ca

Le maire de Saint-Constant toujours en poste

MARTIN CROTEAU

Même si un jugement de la Cour supérieure a déclaré son élection nulle pour cause de dépenses électorales frauduleuses, le maire de Saint-Constant reste en poste.

Dans un jugement d'une rare sévérité, rendu le 21 septembre, la Cour supérieure a annulé les élections tenues en novembre 2005 dans la municipalité de 25 000 habitants. L'équipe du maire Gilles Pépin avait engagé des dépenses électorales dépassant de 42 % la limite permise.

Dans sa décision, le juge Gilles Mercure a décrit « un système mis en place au quotidien, dont la principale caractéristique était l'absence totale du contrôle des dépenses ». Les cinq conseillers municipaux, élus sous la bannière de l'Équipe Pépin, ont également vu leur élection annulée.

Mais la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités stipule que « l'exécution provisoire du jugement déclarant nulle l'élection de l'intimé n'a pas pour effet de mettre fin à son mandat ni, le cas échéant, de le remplacer par le candidat déclaré élu à sa place ».

Résultat: Gilles Pépin a repris son poste. Certes, il ne peut plus



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Malgré un jugement de la Cour supérieure invalidant l'élection de son maire, la Ville de Saint-Constant est encore en partie administrée par celui-ci.

siéger au conseil municipal, ni à celui de la MRC de Roussillon, pas plus qu'à la Communauté métropolitaine de Montréal. Et ses conseillers ne peuvent non plus siéger au conseil même s'ils conservent leur salaire. Mais ils continuent de représenter les différents districts électoraux de la ville.

« Je n'ai jamais été destitué », a soutenu M. Pépin dans un entretien téléphonique.

M. Pépin conserve son salaire et

ses bureaux à l'hôtel de ville. Il peut rencontrer des citoyens et soumettre des dossiers au conseil municipal provisoire, qui a été nommé par la Commission municipale du Québec. Celui-ci a le dernier mot sur les décisions administratives. M. Pépin conserve toutefois les pouvoirs de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements de la Ville.

« On va faire appliquer toutes les dispositions qu'on avait mises dans

notre programme électoral et qu'on est en train de réaliser », a indiqué le maire.

Le jugement découlait d'une poursuite, intentée en mars 2006 par six citoyens qui accusaient le maire Pépin de pratiques électorales frauduleuses. La Cour leur a donné raison sur toute la ligne.

« C'est aberrant », a déploré Normand Besner, candidat défait au poste de conseiller municipal, et l'un des instigateurs du recours. M. Besner estime que le maire Pépin aurait dû démissionner plutôt que de réintégrer l'hôtel de ville. « Si les élections ont été annulées, il ne devrait pas être maire », a-t-il dit.

La Cour supérieure a reconnu que les candidats de l'Équipe Pépin étaient pour la plupart inexpérimentés en politique et qu'ils ignoraient tout des dépenses illégales. En revanche, M. Pépin était sévèrement critiqué. « Le défendeur Pépin, écrivait le juge, ne pouvait ignorer le dépassement et que c'est donc à son su et avec son assentiment que la manœuvre électorale frauduleuse a été pratiquée. »

L'Équipe Pépin conteste ce jugement. La Cour d'appel entendra la cause la semaine prochaine.

Le monde à votre portée

PLUS D'UNE CENTAINE DE PAYS REPRÉSENTÉS

Un tour du monde en trois jours

Animation - Conférences - Cinéma

Programme continu de danses et de chants, une présentation de la Société du Patrimoine d'expression du Québec.

Terraza Acapulco : Un décor et une gastronomie dans tout ce qu'il y a de plus « autentico ».

Découvrez une trentaine de destinations en vidéo conférences, une présentation de Incursion Voyages.

Et vivez le monde du voyage bien au-delà des destinations : un simulateur de vol, les technologies dans les aéroports, les nouvelles normes de sécurité, la santé.

Aujourd'hui

Présentation vidéo conférences Incursion Voyages

10 h 30	Salle 1	Tunisie
	Salle 2	Afrique du Sud / Libye
12 h	Salle 1	VIBU
	Salle 2	Japon
13 h 30	Salle 1	Croisières
	Salle 2	Corse et Sardaigne
15 h	Salle 1	Égypte
	Salle 2	Scandinavie
16 h 30	Salle 1	Italie
	Salle 2	Turquie



Place du Cinéma

10 h 30	• Compostelle: Une expérience exceptionnelle, par Régis Nadeau
11 h	• Tunisie - Terre d'accueil, présenté par l'Office de tourisme de la Tunisie
11 h 30	• Les charmes d'Acapulco, présenté par Acapulco CVB
12 h	• Qu'est-ce qu'une croisière privée, présenté par East Yacht Charter
12 h 30	• La Barbade - Au-delà de l'imagination, présenté par l'office de tourisme de la Barbade
13 h	• L'Allemagne un pays de rêve, présenté par l'Office national de tourisme de l'Allemagne
13 h 30	• La Martinique présenté, par le Comité Martiniquais du tourisme
14 h	• TANZANIA HIGH COMMISSION Collège April-Fortier - Info-carrière (Salle #3)
14 h 30	• Biennu en Chine - Beijing 2008 présenté, par l'Office de tourisme de la Chine
15 h	• Soleil tropical, présenté par Vacances Signature
15 h 30	• Chine et Japon - Un voyage incroyable (Salle # 3)
15 h 30	• Mexique culturel présenté par le Conseil de promotion touristique du Mexique
16 h	• Découvrir l'Espagne, présenté par l'Office de tourisme de l'Espagne
16 h 30	• Islande pure - Naturelle - Intacte, présenté par Voyages Westmount
17 h	• Pérou, l'Amazonie, les Andes et la côte, présenté par Traditours

Place d'animation



11 h 00	• YOHUALICHAN (danse et musique mexicaine) présenté par Consejo de Promoción Turística de México, S.A. de C.V.
11 h 30	• BUNTALO (musique et danse sénégalaise) présenté par Senegal Government Tourist Bureau
12 h 00	• École de danse Aziza (danse baladi) présenté par l'Office national du tourisme tunisien
12 h 30	• LOS PEQUEÑOS / NADKIEMI (danse mexicaine) présenté par Consejo de Promoción Turística de México, S.A. de C.V.
13 h 00	• GUNA WINANGUN (musique gamelan balinaise) présenté par Magik Tours
13 h 30	• Xochil-Telt (danse salvadorienne) présenté par le consulat salvadorien
14 h 00	• Pamana Ng LuzViminda (danse philippine) présenté par la SPEQ
14 h 30	• Chorale brésilienne Voz da Terra (chant et musique brésilienne) présenté par la SPEQ
15 h 00	• KOLINTANG WOODEN MUSIC (musique balinaise) présenté par Magik Tours
15 h 30	• Groupe de Mariachis (musique mexicaine) présenté par Consejo de Promoción Turística de México, S.A. de C.V.
16 h 00	• FOUCA CALYPSO (musique martiniquaise) présenté par la Maison de la France et le Comité martiniquais du tourisme
16 h 30	• L'Organisation philippine Salinggawi (danse philippine) présenté par la SPEQ
17 h 00	• Los Corales avec STUDIO CALIENTE et RUEDA (musique cubaine) présenté par le Bureau de tourisme de Cuba

Place Bonaventure 26, 27 et 28 octobre

Aujourd'hui et demain

Ouvert de 10 h à 18 h

www.salontourismevoyages.com

Achetez vos billets en ligne et économisez 3\$

19^e édition



2 pour 1
Vols pour Orlando
et Fort Lauderdale

Détails dans la section A



ACTUALITÉS

Cormier conteste la loi sur le mariage

Accusé d'agression sexuelle, il veut valider son union avec une enfant de 10 ans

CHRISTIANE DESJARDINS

Daniel Cormier, cet homme qui se défend d'accusations à caractère sexuel en prétextant que la victime de 10 ans était son épouse, veut faire invalider l'actuelle loi du mariage, qui ne reconnaît pas le sien.

Mine de rien, le procès pour agressions sexuelles de Daniel Cormier est commencé depuis deux semaines devant la juge Sylvie Durand, sans qu'un seul témoin ait défilé. Et pour cause: l'homme de 56 ans étire le processus avec des requêtes préliminaires. Sa dernière en date: contester

Selon l'accusé, les règles de la foi chrétienne prévoient que la femme doit être soumise à son mari.

la constitutionnalité du mariage tel qu'on le célèbre de nos jours.

Par un raisonnement alambiqué, M. Cormier soutient que la loi actuelle du mariage est anti-constitutionnelle, parce qu'il y a «empiètement de juridiction» du

provincial sur le fédéral. La loi est fédérale, alors que la célébration est de compétence provinciale. Or, lors de la célébration du mariage, les époux reconnaissent qu'ils sont égaux, qu'ils ont les mêmes droits, obligations et responsabilités et qu'ils assurent ensemble la direction morale de la famille.

Cela enfreint les règles de la foi chrétienne, estime M. Cormier, puisque la femme doit être soumise à son mari. «En effet, selon les principes de la religion chrétienne à laquelle adhère l'accusé, le mariage est l'union pour la vie entre un homme et une femme... Dans le sacrement du mariage, l'époux s'engage à aimer sa femme en la dirigeant comme le Christ dirige son Église et la femme d'être soumise à son mari comme l'Église est soumise au Christ...»

Cormier affirme avoir épousé une fillette le 20 juin 1999, soit le jour où l'enfant a eu 10 ans. La cérémonie, dit-il, s'est déroulée à «l'église du centre-ville», que Cormier affirme avoir fondée. Le célébrant était Charles Robidoux, le colocataire de M. Cormier.

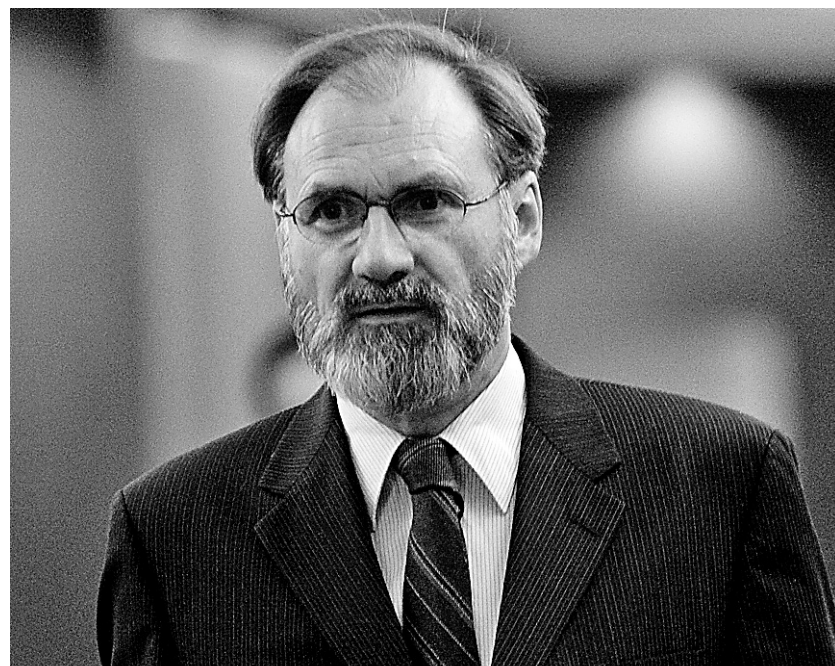


PHOTO RÉMI LEMÉE. ARCHIVES LA PRESSE ©

Daniel Cormier affirme que la victime des agressions sexuelles dont on l'accuse était sa femme. Il l'aurait épousée le 20 juin 1999, soit le jour où l'enfant a eu 10 ans.

Le «certificat de mariage» est réduit à sa plus simple expression et le mariage n'est pas enregistré au Registre de l'état civil. Cormier prétend que pour se

marier selon les normes du Code civil, il aurait dû renier sa foi. Il a choisi l'autre option, celle de se marier en infraction avec le Code civil, mais en respectant sa foi.

La cocaïne, cause possible d'un accident mortel

CHRISTIANE DESJARDINS

En allant visiter son ami de cœur en prison, vers 10h le matin du 29 mai 2005, Vanessa Tomei a fauché une dame de 67 ans qui est morte de ses blessures. La conductrice, âgée de 25 ans à ce moment, a avoué à un ambulancier avoir «passé la nuit à faire de la coke».

Accusée de conduite dangereuse ayant causé la mort et de conduite avec facultés affaiblies ayant causé la mort, M^{me} Tomei a commencé à subir son procès devant la juge Hélène Morin hier au palais de justice de Montréal.

La victime dans cette malheureuse affaire est Michelle Mondat, une grand-mère de 67 ans, retraitée pleine d'entrain. Le matin en question, elle avait décidé d'aller voir le film *La marche de l'empereur*. Elle attendait l'autobus sur le boulevard Gouin, à l'angle de la rue Filion, quand la voiture de M^{me} Tomei est montée sur le trottoir et l'a fauchée. Le véhicule fautif a ensuite heurté le coin d'une maison, pour finir sa course en capotant. La victime a eu une jambe pratiquement sectionnée, au point où il a fallu l'amputer. Elle a également eu des membres fracturés, ainsi que le bassin. Même si elle a été transportée rapidement à l'hôpital du Sacré-Cœur, elle est morte six heures plus tard.

Hier, l'ambulancier Alain Paquin a raconté qu'il s'était pour sa part occupé de la conductrice. Celle-ci était sortie de sa voiture et fumait des cigarettes. Elle avait un peu de sang sur le coin d'une lèvre. L'ambulancier n'a pas noté d'autres blessures, mais il a dit avoir trouvé la femme nonchalante.

Il l'a amenée dans l'ambulance, a pris ses signes vitaux. Il lui a demandé si elle avait pris quelque chose et lui a fait valoir qu'elle était mieux de le dire, car des tests allaient le révéler. Elle aurait alors avoué avoir «pris de la coke toute la nuit». L'ambulancier a relayé cette information aux policiers. Ceux-ci ont demandé à l'accusée de s'identifier, elle l'a fait en donnant d'abord un faux nom. Hier, elle a d'ailleurs plaidé coupable à une accusation d'entrave à la justice. Le procès se poursuivra le 13 novembre.

VIENT D'ÊTRE DÉSIGNÉ N° 1 AU CANADA
par le *Financial Times* de Londres
dans son classement mondial 2007
des MBA pour cadres

Seul un programme mondial de MBA pour cadres peut préparer des leaders mondiaux

LE MBA POUR CADRES KELLOGG-SCHULICH est un partenaire du plus prestigieux réseau mondial de programmes de MBA pour cadres. C'est précisément ce partenariat avec les meilleures écoles aux États-Unis, en Asie, en Europe, en Amérique latine et au Moyen-Orient qui offre une ouverture sans pareille à l'environnement international des affaires.

Une fin de semaine sur deux pendant 18 mois (hors mois de juillet-août), vous obtiendrez des perspectives internationales sur la gestion stratégique et la prise de décision à l'échelon mondial grâce au corps enseignant exceptionnel de Kellogg-Schulich ainsi qu'à vos condisciples du MBA pour cadres issus d'horizons éducatifs, culturels et professionnels hautement diversifiés. Vous serez également exposé aux affaires internationales par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs modules d'études internationales à l'étranger.

LES CONTEXTES MONDIAUX. LE CONTENU MONDIAL. LES CONTACTS MONDIAUX.

Le programme de MBA pour cadres de Kellogg-Schulich fait du monde entier votre salle de classe.

Kellogg-Schulich

PROGRAMME DE MBA POUR CADRES

Cormac Monaghan
Baccalauréat en commerce (IRLANDE)
Comptable agréé (CANADA ET IRLANDE)
(Programme de MBA pour cadres de 2008)
Directeur des Finances
Warner Bros. Entertainment Canada Inc.

MONTRÉAL

SESSION D'INFORMATION

Le jeudi 1 novembre de 18 h à 19 h 30
Fairmont Le Reine Elizabeth
900, boulevard René Lévesque Ouest

Pour obtenir davantage d'informations sur l'emplacement et pour vous inscrire, veuillez consulter le site www.emba.schulich.yorku.ca

ENTRETIEN DE PRÉ-ADMISSION

Procédez directement à un entretien de pré-admission afin de déterminer si vous êtes admissible au programme. Pour les réservations, les horaires et l'emplacement relatifs aux entrevues, veuillez composer le 416-736-5486 ou le 1 888 736-3810 (sans frais).



KELLOGG-SCHULICH DANS LES CLASSEMENTS MONDIAUX

Le MBA pour cadres Kellogg est classé comme le meilleur du monde par *BusinessWeek*, et le MBA pour cadres Kellogg-Schulich comme le meilleur au Canada par le *Financial Times* de Londres dans leurs études mondiales les plus récentes.

www.emba.schulich.yorku.ca

ACTUEL
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Tous les jours dans
LA PRESSE



Ce n'est que du hasard.

Il n'y en a pas de secret. Pas de truc, pas de calcul. Ce n'est qu'une question de hasard. Si on joue en étant convaincu de connaître le moment où la chance va tourner, où l'appareil va payer...

IL YA DE L'AIDE QUI EXISTE.

MISE SUR TOI.

Jeu : Aide et référence 1 866 SOS-JEUX



une initiative de Loto-Québec

misesurtoi.ca

Meurtre d'Yves Couture à Terrebonne

L'accusé aurait proféré des menaces de mort à la victime

MARIO GIRARD

La famille d'Yves Couture, abattu devant sa demeure sous le regard horrifié de son fils de 5 ans, a rencontré la presse. Selon le frère de la victime, Couture avait reçu des menaces de mort de la part de son présumé assassin.

«Le meurtre de mon mari a marqué à tout jamais ma famille et particulièrement notre fils qui a été témoin de cet horrible drame», a déclaré péniblement Guylaine Turcotte, la veuve de la victime.

Entourée du frère et de la soeur de son mari, Jacques et Claire Couture, M^{me} Turcotte a accepté de briser le silence à la suite de l'arrestation, plus tôt cette semaine, de Sylvain Vincent, 45 ans, un ancien collègue de la victime. Un vieux conflit de travail entre les deux hommes serait à l'origine de ce drame.

Yves Couture a été froidement abattu le 14 août dernier alors qu'il garait sa voiture dans l'entrée de sa résidence du 2151, rue Poupard, à Terrebonne. Au moment où il aidait son fils, assis du côté passager, à descendre du véhicule, Yves Couture a aperçu un individu se diriger vers lui avec une carabine.

« Lorsque Yves était chef d'équipe à la base militaire de Longue-Pointe en 2004, il aurait eu des différends avec Sylvain Vincent. »

«Il y a eu une courte discussion, a raconté Jacques Couture. Mon frère aurait dit à son fils de demeurer dans l'auto. Il y a eu au moins un coup de feu. Le petit est sorti de la voiture et a dit au "méchant": "Pourquoi tu as tué mon papa?" L'homme a répondu: "T'es chanceux, va-t-en!" Lorsque l'amie d'une des filles d'Yves est arrivée sur les lieux, le petit courait d'une maison à l'autre



Claire et Jacques Couture ont accepté de parler des circonstances ayant mené au meurtre de leur frère, Yves Couture.

en criant: " Mon papa est mort! Mon papa est mort!" »

L'état de santé du fils d'Yves Couture préoccupe beaucoup de gens. « Il sait que l'agresseur a été arrêté, a raconté Jacques Couture. Ça le rassure beaucoup. Il avait peur du "méchant". Il a beaucoup

de *flashs-back* mais il va assez bien. Il reçoit beaucoup d'aide de la part des psychologues. Ses profs sont au courant. »

Contremaître à la base militaire de Longue-Pointe, Yves Couture connaissait bien son agresseur. Un conflit avait éclaté entre les deux hommes il y a quelques années. «Lorsque Yves était chef d'équipe en 2004, il aurait eu des différends

avec Sylvain Vincent, relate Jacques Couture. Lors d'une rencontre avec Yves, un patron, un sous-officier de l'armée et Vincent pour régler le différend, ce dernier aurait proféré des menaces de mort aux trois autres personnes présentes. Il y a eu une enquête de la police militaire. »

Selon Jacques Couture, Sylvain Vincent aurait eu de deux à trois semaines de congé disciplinaire. À son retour, il aurait changé de département. Par la suite, lors d'une compression budgétaire, il aurait été mis à pied. «Yves n'avait plus entendu parler de Sylvain Vincent depuis cet incident», ajoute Jacques Couture.

Sylvain Vincent est vite devenu l'un des 10 criminels les plus recherchés au Québec. Il s'est finalement rendu aux policiers mardi dernier et a été formellement accusé, le lendemain, du meurtre prémédité d'Yves Couture. Il reviendra devant le tribunal le 7 décembre.

LE NOËL DES CHATS
SALON ET EXPOSITION FÉLINE DE CHAMPIONNAT CANADIEN

2-3-4 novembre 2007
PLACE BONAVENTURE HALL EST

CCAF
Dahlia Chili Pepper
Meilleur chaton canadien 2006-07

© BLUE SKY 2006

Une présentation du Club félin de Montréal
250 chats et chatons (150 le vendredi)
125 éleveurs
Nombreux stands d'information et de cadeaux
Animation continue au podium
Médecins vétérinaires sur place

Heures d'ouverture:
Vendredi: 13h à 18h
Samedi et dimanche:
9h à 17h

Admission:
Adultes 13 \$
Etud./ainés (60+) 11 \$
Enfants (6-12 ans) 6 \$

Coupon-rabais de 1 \$ sur billet d'adulte à
www.clubfelindemontreal.ca

Salon annuel des ressources pour les proches aidants
Dimanche 4 novembre 2007 de 11 h à 17 h
Centre Mont-Royal
2200, rue Mansfield, Montréal

- Ateliers et information pour les personnes qui apportent du soutien et des soins à un membre de leur famille ou à un ami
- Mot d'ouverture par Marguerite Blais, ministre responsable des aînés
- Message de Russell Copeman, Député de NDG
- Film : Les échos des chuchotements de l'âme
- Entrée libre
- Stationnement gratuit au 2055 Metcalfe

INFORMATION : 514.484.7878, #1519

Organisé par le Réseau des professionnels pour les proches aidants

Santé et Services sociaux Québec

KOHLER®

349\$

CIMARRON monopiece blanche
Siège à fermeture lente inclus

319\$

LANGLADE blanc
Fonte

THALASSA domicile

PREMIER SHOWROOM KOHLER

LAVAL
3700, desserte
Autoroute 15, Laval
450.978.1687

ST-BRUNO
1301, boul. St-Bruno
St-Bruno
450.441.1000

www.thalassadomicile.com

Quantités limitées - Valide jusqu'au 24 novembre 2007

Cet hiver, étudiez en terrain connu.

Ici

au Campus de LANAUDIÈRE
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Criminologie • Gestion des services de santé et des services sociaux
Petite enfance et famille • Relations industrielles • Santé communautaire
Santé et sécurité du travail • Santé mentale • Toxicomanies

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel, 2^e cycle
• Pharmacien - Maître de stages • Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
D.E.S.S. Administration de l'éducation - 2^e cycle
Microprogramme en évaluation des compétences - 2^e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives • Milieu clinique
Module en évaluation de la santé et interventions

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses • Théologie

950, Montée des Pionniers, Lachenaie
450 657.7887 ou 1 866 770.7887

au Campus de LONGUEUIL
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais • Coopération internationale • Criminologie • Droit
Études individualisées • Français, cours de service • Gérontologie
Gestion appliquée à la police et à la sécurité • Gestion des services de santé et des services sociaux • Intervention auprès des jeunes
Intervention dans les groupes et les organisations • Intervention en déficience intellectuelle • Journalisme • Petite enfance et famille • Publicité • Rédaction
Relations industrielles • Relations publiques • Santé communautaire
Santé et sécurité du travail • Santé mentale • Toxicomanies • Traduction I
Traduction II • Violence, victimes et société

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES
Espagnol élémentaire

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel - 2^e cycle
• Pharmacien - Maître de stage • Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
D.E.S.S. Administration de l'éducation - 2^e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives • Milieu clinique
Module en évaluation de la santé et interventions

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Animation spirituelle et engagement communautaire
Approche critique du christianisme
Enseignement de l'éthique et de la culture religieuse au secondaire
Pastorale en milieu de santé • Sciences religieuses
Sciences des religions • Sciences des religions appliquées
Théologie • Théologie pratique

Édifice Port-de-Mer
101, Place Charles-Lemoyne
Longueuil
450 651.4777 ou 1 877 651.4777

au Campus de VILLE DE LAVAL
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais • Communication appliquée • Criminologie • Droit
Études individualisées • Français, cours de service • Gérontologie
Gestion appliquée à la police et à la sécurité • Gestion des services de santé et des services sociaux • Intervention auprès des jeunes • Intervention en déficience intellectuelle • Petite enfance et famille • Rédaction • Relations industrielles • Relations publiques • Santé communautaire • Santé et sécurité du travail • Santé mentale • Toxicomanies • Violence, victimes et société

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES
Espagnol élémentaire • Intervention psychoéducative • Psychologie

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel - 2^e cycle
• Pharmacien - Maître de stage • Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
D.E.S.S. Administration de l'éducation - 2^e cycle
Microprogramme en didactique - 2^e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives • Milieu clinique
Module en évaluation de la santé et interventions

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses • Sciences religieuses appliquées • Théologie • Théologie pratique

Complexe Daniel-Johnson
2572, boulevard Daniel-Johnson, 2^e étage
Montmorency - Autobus 61
450 686.4777 ou 1 877 620.4777

ACTUALITÉS

Trafic de drogue et tentatives de meurtre dans la Petite-Bourgogne

Arrestation de 21 suspects en trois semaines

CAROLINE TOUZIN

La police de Montréal pense détenir les auteurs des deux tentatives de meurtre qui se sont déroulées en 24 heures dans le quartier de la Petite-Bourgogne au début du mois. Cinq personnes, dont deux mineurs, toutes liées aux gangs de rue, ont été arrêtées, hier, dans le quartier voisin de Notre-Dame-de-Grâce.

Les suspects ont été arrêtés vers 4h du matin dans deux appartements d'un immeuble où la police a saisi un pistolet chargé, une veste pare-balles, 6500\$, du crack et de l'ecstasy d'une valeur de 15 000\$.

« Avec l'arsenal qu'on a saisi – et la suite de l'enquête nous en dira davantage –, on pouvait s'attendre à une riposte », a expliqué le commandant du poste de quartier de la Petite-Bourgogne, Pierre Savard. La police refuse toutefois de parler de guerre de gangs.

« C'est possible que ces gens-là voulaient vendre de la drogue dans le quartier. Mais ce n'est pas une guerre pour un territoire. La Petite-Bourgogne n'est pas le territoire d'un gang. Il y a beaucoup de va-et-vient entre Notre-Dame-de-Grâce, Côte-des-Neiges et la



Des résidents de ce HLM de la rue Georges-Vanier, où a eu lieu l'une des deux tentatives de meurtre, étaient soulagés, hier, d'apprendre que des suspects avaient été appréhendés.

Petite-Bourgogne», a ajouté le commandant.

En trois semaines, la police a arrêté 21 personnes, toutes

âgées de moins de 30 ans – 15 hommes, deux femmes et quatre adolescents – accusées pour la plupart de trafic de drogue. Les

cinq dernières personnes arrêtées comparaitront en fin de semaine et pourraient être accusées de tentatives de meurtre. La police n'a

pas été en mesure de dire si elle avait épinglé les têtes dirigeantes du gang.

Les résidents de la Petite-Bourgogne se sont beaucoup plaints ces dernières semaines du climat de violence et du trafic de stupéfiants près de leur domicile et dans les parcs. Au début du mois, les deux tentatives de meurtre ont eu lieu à quelques rues l'une de l'autre. Un adolescent de 17 ans a été atteint de plusieurs projectiles d'arme à feu. Et la veille au soir, un homme de 18 ans a subi le même sort dans un immeuble de la rue Georges-Vanier.

Des résidents de cet immeuble étaient soulagés, hier, d'apprendre que des suspects avaient été appréhendés. « Toutes ces arrestations vont faire du bien. Quand je suis arrivé dans le HLM il y a 20 ans, il y avait juste des personnes âgées. Des jeunes sont venus et ont changé le climat », a dit un homme en fauteuil roulant. « Ça nous inquiétait beaucoup de voir tous ces jeunes de 16-17-18 ans entrer et sortir de l'immeuble », a ajouté sa voisine, Jeannette, 73 ans.

La visibilité policière a été augmentée dans le secteur et d'autres arrestations pourraient suivre, a conclu le commandant du poste de quartier, M. Savard.

PHOTO ROBERT SKINNER. LA PRESSE ©

Gouvernement du Canada / Government of Canada

Avis public

Paiements versés à titre gracieux en rapport aux essais de l'agent Orange

Le gouvernement du Canada accorde un paiement unique à titre gracieux non imposable de l'ordre de 20 000 \$ en rapport aux essais d'herbicides non homologués, notamment l'agent Orange, menés en collaboration avec l'armée américaine à la base des Forces canadiennes (BFC) Gagetown au cours des étés 1966 et 1967.

Vous pourriez avoir droit à ce paiement en rapport aux essais de l'agent Orange si, **entre le 1^{er} juin et le 30 septembre 1966 ou le 1^{er} juin et le 30 septembre 1967**, vous :

- étiez stationné à la BFC Gagetown ou y receviez votre entraînement;
OU
- travailliez à la BFC Gagetown;
OU
- viviez dans un rayon de cinq (5) kilomètres de la BFC Gagetown;
ET
- avez un des problèmes de santé liés à l'exposition à l'agent Orange définis par la *U.S. National Academy of Sciences' Institute of Medicine (Veterans and Agent Orange: Update 2004)*.

Pour en savoir davantage sur les critères d'admissibilité ou la présentation d'une demande, consultez www.vac-acc.gc.ca ou composez sans frais le **1-888-854-1803** (ou le 1-800-465-7735, numéro ATS).

La date limite pour présenter une demande est le **1^{er} avril 2009**.

Canada



LES CONFÉRENCES LA PRESSE / RADIO-CANADA PRÉSENTENT :

VIVRE VERT,
LE POUVOIR D'AGIR

Les conférences
LA PRESSE
Radio-Canada

MERCREDI 14 NOVEMBRE 2007
CENTRE MONT-ROYAL
2200, rue Mansfield, Montréal

INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE

www.lesconferences-lapresse-radio-canada.ca

« Une rencontre pour se mobiliser,
pour tout changer sans tout casser! »

DÉJEUNER-CAUSERIE

JEAN-MARIE PELT — Metz, France. Professeur émérite de biologie végétale et de pharmacologie et président de l'Institut européen d'écologie.

Excellent vulgarisateur, monsieur Pelt a signé une quarantaine d'ouvrages dont *L'homme re-naturé* (Grand Prix des lectrices de ELLE), *Le tour du monde d'un écologiste*, *Les plantes en péril*, *La terre en héritage*, *Après nous le déluge?* et *C'est vert et ça marche!*. Son œuvre a maintes fois été récompensée.



Loin de la science-fiction, l'homme de science nous suggère les voies et moyens susceptibles d'engendrer un puissant courant de réformes en vue de mieux protéger l'homme, la nature et la vie.

PROGRAMME COMPLET
DISPONIBLE EN LIGNE

POUR NOUS JOINDRE

Téléphone : 514 288-5759
info@lesconferences-lapresse-radio-canada.ca

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/radio

NOUVEAUTÉ

Aujourd'hui à 19h
STUDIO 12
avec France Beaudoin



Invité-vedette : Luc De Larochellière
Avec Alexandre Désilets, Sylvie Paquette, Bia et 3 gars su'l sofa.

Réal.-coord. : Diane Maheux

L'ONU À MONTRÉAL

Ottawa refuse de promouvoir une candidature canadienne

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le gouvernement fédéral refuse de promouvoir officiellement la candidature de Montréal pour accueillir les Nations unies dans le port de Montréal tant que l'ONU ne manifeste pas son intention de quitter New York, a constaté *La Presse* dans des missives échangées entre les premiers ministres Stephen Harper et Jean Charest.

L'échange de lettres est survenu à la suite d'une discussion sur le sujet entre les deux hommes et le maire de Montréal, Gérald Tremblay, au Sommet de la francophonie à Bucarest en septembre 2006.

Dans un document daté du 20 octobre, Stephen Harper a écrit à Jean Charest qu'aucune information ne laissait « présager que l'Organisation des Nations unies considère formellement améliorer ses opérations en se relocalisant de façon permanente. (...) Vous comprendrez qu'il serait prématuré, à ce stade, pour le gouvernement du Canada d'endosser formellement la candidature de toute ville, même canadienne », peut-on lire.

La lettre reconnaît néanmoins que Montréal possède plusieurs « atouts » pour attirer l'ONU. « Si l'Organisation des Nations unies en vient à considérer formellement la possibilité de relocaliser ses opérations, le gouvernement du Canada

étudiera, en tant qu'État membre, le bien-fondé des soumissions des villes candidates et se réjouira de présenter un projet canadien bien étoffé », ajoute-t-il.

Le premier ministre Charest a ensuite souligné son désaccord dans une lettre datée du 9 novembre 2006. « (...) Nous sommes très fermement convaincus que la proposition non sollicitée de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec est une autre contribution canadienne constructive dans le contexte actuel et qu'elle devrait être transmise aux autorités de l'Organisation des Nations unies par le gouvernement du Canada dans les meilleurs délais », écrit-il. Il a été impossible d'obtenir des commentaires au bureau du premier ministre Harper.

À cette époque, les instigateurs du projet préparaient l'envoi aux Nations unies d'un dossier détaillé du concept à la demande du vice-secrétaire général de l'ONU, Mark Malloch Brown, a appris *La Presse*. L'ONU s'était montrée très intéressée par le projet. Environ 150 000 \$ avaient été investis pour effectuer des études d'ingénierie, d'impacts financiers et des devis architecturaux. Le maire Gérald Tremblay n'avait toutefois pas signé la lettre d'invitation officielle accompagnant les nombreux documents détaillant la proposition conçue par Montréal

international et Solutrans. La porte-parole du maire, Renée Sauriol, a expliqué que la lettre n'avait pas été envoyée en raison du changement de garde en cours à l'ONU. Le maire Gérald Tremblay a alors préféré laisser Ottawa diriger les approches diplomatiques.

Depuis le refus du gouvernement fédéral, le projet est toutefois sur la glace. L'ONU planifie la rénovation de ses bâtiments actuels au coût de 2,1 milliards de dollars depuis l'arrivée de Ban Ki-moon comme secrétaire général.

Les instigateurs du projet continuent toutefois de croire que Montréal peut convaincre l'ONU de déménager en raison des avantages financiers de Montréal.

Selon le projet, le siège de l'ONU s'installerait où se trouvent les quais Windmill et Bickerdike dans le port de Montréal. La « Cité globale » serait adossée à l'autoroute Bonaventure, en face d'Habitat 67. Le silo no 5 serait intégré et la sculpture L'Homme de Calder serait au centre du complexe, selon les plans que *La Presse* a consultés. Les quelque 190 missions permanentes et les bureaux de plus de 4000 ONG seraient érigés à même l'emplacement. Un secteur résidentiel a aussi été prévu. L'emplacement suggéré occuperait 165 hectares. La construction du complexe de l'ONU est évaluée à environ 2,2 milliards.



PHOTO DAVID KARP, ASSOCIATED PRESS

L'ONU planifie de rénover ses installations et non de déménager.

Guy Laliberté honoré aux Nations unies

MARIO CLOUTIER

La nouvelle fondation de Guy Laliberté, One Drop, ne sera lancée officiellement que lundi, mais elle est déjà récompensée par les Nations unies. L'initiative du fondateur du Cirque du Soleil, favorisant un meilleur accès à l'eau, a reçu un prix d'action humanitaire hier à New York.

Lors de son gala annuel placé sous le thème de la crise mondiale de l'eau, l'Association des Nations

unies de New York a honoré Guy Laliberté pour son « engagement profond envers la mise en œuvre de projets durables d'accès à l'eau ».

La fondation One Drop, qui sera officiellement créée lundi à Montréal, en présence d'un chef d'État européen, souligne-t-on au Cirque du Soleil, mise sur un budget de 100 millions de dollars pour préserver l'eau potable sur la planète et venir en aide aux communautés connaissant des pénuries d'eau.

L'Association des Nations unies de New York a également récompensé hier la fondation du Club Rotary international ainsi que l'ancien président de la compagnie Unilever, Antony Burgmans.

Plus de 200 personnes – représentants des Nations unies, du corps diplomatique, d'organismes non gouvernementaux, du monde des arts et du secteur privé – ont assisté à l'événement présidé par l'éminent universitaire Jeffrey Sachs. Le prix du couvert s'élevait à 500 \$US.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-10-26

Super 7 Résultat non disponible

Le Mini 835419

Le Midi 04 07 09 20 21 23 26 27 30 31
32 34 39 46 48 52 61 62 66 70

Extra Résultat non disponible

Triplex 05 11
28 37 41

Astro Jour: 24 Mois: NOVEMBRE Année: 99 Signe: VERSEAU

649 CE SOIR, GROS LOT BONI DE 22 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

10000 Résultats des tirages du: 2007-10-26

00h 3407702	08h 1354804	16h 1058810
01h 3279563	09h 1029912	17h 3278176
02h 2306427	10h 1194605	18h 3481287
03h 2069920	11h 1254740	19h 1340040
04h 1132660	12h 1052288	20h 2243934
05h 3025377	13h 1059112	21h 3159381
06h 2170679	14h 3441008	22h 1361079
07h 3441652	15h 1389032	23h 3256217

Résultats complets disponibles au www.10000alheure.com

GRANGE

Meubles Français Haut De Gamme

Vente

Épargnez 25% sur toute notre marchandise
vente jusqu'au 3 novembre, 2007

625 Av. du Président Kennedy · 514.843.7686
Non applicable sur marchandise déjà en commande, ou sur les produits AGA

En collaboration avec le Groupe Forsythe international inc.

LE CLUB D'INVESTISSEURS IMMOBILIERS DU QUÉBEC

vous présente **L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER**
► trucs et astuces des pros

Durant ces 6 heures de formation, vous apprendrez comment :

- Vous construire un plan et une stratégie d'investissement
- S'établir un crédit impeccable
- Utiliser les techniques créatives de recherche d'immeuble
- Choisir les bons immeubles
- Déterminer la valeur d'un immeuble
- Identifier des immeubles jusqu'à 30% en dessous de leur valeur marchande
- Faire son profit à l'achat
- Acheter avec un minimum de comptant
- Acquérir des reprises bancaires
- Faire du profit avec les propriétés en détresse
- Négocier les acquisitions
- Identifier les sources d'argent disponibles
- Comprendre le financement immobilier
- Maîtriser différentes techniques de profit
- Gérer ses immeubles
- Se construire une fortune avec l'immobilier

LE SAMEDI 3 NOVEMBRE DE 9H À 16H
HÔTEL HOLIDAY INN PLAZA
420, RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL

POUR RÉSERVATION: (450) 679-0261
PRIX: 295 \$ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
CONFÉRENCIERS: JACQUES LÉPINE, M.B.A., GINETTE MÉROZ, AVOCATE,
ET PATRICK GAULIN, COURTIER IMMOBILIER ET INVESTISSEUR.

WWW.CLUBIMMOBILIER.QC.CA
WWW.FORSYTHGROUP.COM

La Pomme de Terre du Québec

Un légume exceptionnel!

UN CAHIER SPÉCIAL À NE PAS MANQUER
LE SAMEDI 3 NOVEMBRE DANS **LA PRESSE**

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Faites connaissance... avec nos programmes

COMMUNICATION
Communication appliquée | Communication promotionnelle
Français langue seconde pour non-francophones
Journalisme | Publicité | Rédaction
Relations publiques | Traduction I et II

ÉTUDES INDIVIDUALISÉES

GESTION
Gestion appliquée à la police et à la sécurité
Gestion des services de santé et des services sociaux
Relations industrielles

INFORMATIQUE – modules

INTERVENTION
Coopération internationale - NOUVEAU
Criminologie | Droit | Intervention auprès des jeunes
Intervention en déficience intellectuelle
Petite enfance et famille | Toxicomanies
Violence, victimes et société

SANTÉ
Gérontologie | Santé communautaire
Santé et sécurité du travail | Santé mentale

CAMPUS | CAMPUS RÉGIONAUX | FORMATION À DISTANCE

HIVER 2008

514 343.6090 1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal



À bien y penser...

VOICI LE PROCHAIN GRAND CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE. RÊVE-T-ON?

Nous en convenons, il y a une certaine époque, une telle question aurait suscité comme réponse « Euh... en fait, oui. » Après tout, il y a seulement quelques années, peu de gens nous connaissaient, et encore moins pouvaient prononcer notre nom correctement (en passant, Hyundai se prononce 'hon-ne-dé').

Même notre logo H était souvent confondu avec un certain autre 'H' dans le monde automobile. Bien que nous considérions cette confusion comme un compliment, maintenant, nous pouvons affirmer bien humblement que depuis cette époque nous avons eu un impact certain dans le marché automobile.

À tel point en fait, que nous sommes devenus aujourd'hui le sixième plus grand constructeur automobile au monde. Mais le plus important, c'est tout ce que notre logo H représente de nos jours. Il représente, par exemple, l'un des multiségments utilitaires les plus sécuritaires sur la route.[†] Et même la minifourgonnette la plus sécuritaire en Amérique du Nord, rien de moins.[‡]

Sans compter que tous les véhicules arborant notre logo sont couverts par une garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur,

d'une garantie globale limitée de 5 ans/100 000 km également et d'une assistance routière de 3 ans avec kilométrage illimité.

Pas surprenant que nous ayons obtenu des cotes de satisfaction parmi les plus élevées dans l'industrie. À commencer par les Azera, Santa Fe et Entourage de Hyundai, par exemple, qui ont tous remporté un prix « Qualité Totale » 2007 décerné par Strategic Vision.^{MC*} Même le chef de la direction de Honda a affirmé que nous étions un constructeur à surveiller de près.[^] Alors, avons-nous l'étoffe afin de devenir le prochain grand constructeur automobile?

À ce jour, plus de 30 millions de personnes ont déjà répondu à cette question dans l'affirmative en achetant une Hyundai. Des gens qui ont pris le temps de réfléchir à tout ce qui est important de retrouver dans une voiture, et de choisir un de nos véhicules. Des gens qui croient qu'aujourd'hui, l'un des meilleurs véhicules au monde est présentement stationné devant leur porte.

Savent-ils quelque chose que vous ne savez pas déjà?

> LA SUITE SUR pensezhyundai.ca

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

CALIFORNIE

Les soldats du feu gagnent du terrain

AGENCE FRANCE-PRESSE

SAN DIEGO — Les pompiers qui combattent depuis six jours une série d'incendies dévastateurs qui ont fait sept morts en Californie ont réalisé hier de nouveaux progrès à San Diego, après avoir maîtrisé les foyers près de Los Angeles.

« Nous espérons renverser la tendance très bientôt », a souligné José Alvarez, des services d'urgence du comté de San Diego, région où les flammes ont occasionné pour un milliard de dollars de dégâts. Plus de 1800 maisons ont été détruites dans le sud de la Californie, où neuf foyers étaient toujours actifs hier.

En revanche, les températures avaient considérablement baissé et les vents ont pris un rythme de brise, en contraste avec le début de la semaine lorsque les flammes avaient ravagé une superficie estimée hier à 2000 km² et obligé l'évacuation de 500 000 personnes.

Sur les trois principaux foyers d'incendie dans cette zone, le plus important était maîtrisé à 45 % et les deux autres à 35 % et 20 %.

Alors que des milliers d'évacués étaient autorisés à rentrer chez eux, certains pour ne retrouver que des débris noircis, les autorités ont fermé hier le stade qui servait de principal centre d'hébergement de la région.



PHOTO GABRIEL BOUYS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Une voiture calcinée photographiée à Rancho Bernardo. Quelque 1800 maisons de la Californie ont été détruites par les flammes depuis le 21 octobre, et 22 000 autres étaient menacées hier dans le sud de l'État.

Quelque 22 000 maisons restaient toutefois à la merci des flammes dans le sud de l'État, de même que le célèbre observatoire astronomique du mont Palomar.

« Si les vents restent normaux, tout ira bien », a estimé Mike Rohde, chef d'une brigade de pompiers qui combattent un feu ayant parcouru 110 km² dans le comté d'Orange, au nord de San Diego.

De retour hier dans la capitale, Sacramento, après cinq jours dans la zone dévastée, le gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger, a une nouvelle fois promis l'aide de l'État, tout en prévenant que les incendies « ne sont pas encore terminés ».

« La première semaine était un sprint, mais la prochaine phase sera un marathon. La question du

suivi est très importante », a-t-il dit, avant de détailler des mesures destinées à faciliter la reconstruction.

Un nouvel épisode venteux et chaud est annoncé pour demain, ce qui risque de poser de nouveaux soucis aux soldats du feu.

Dans la région de Los Angeles, les incendies ont été maîtrisés après avoir dévasté près de 400 km², mais à 200 km à l'est de la

ville, les pompiers continuaient à lutter dans le massif montagneux de San Bernardino contre deux foyers qui ont détruit 300 maisons et en menaçaient toujours 10 000.

Des dizaines d'hélicoptères et d'avions opèrent sans relâche pour soutenir les 10 700 pompiers qui, malgré la fatigue, sont toujours présents sur le terrain, où le président George W. Bush a effectué une visite jeudi.

Le bilan humain s'établit à sept morts et 64 blessés, selon le bureau de M. Schwarzenegger. Jeudi, six cadavres ont été découverts, deux dans une maison au nord de San Diego, apparemment des habitants qui avaient refusé d'évacuer, et quatre, selon toute vraisemblance des clandestins venus du Mexique, non loin de la frontière.

Certains feux pourraient avoir été déclenchés par des lignes électriques décrochées par le vent, tandis que celui du comté d'Orange est attribué à un incendiaire par les autorités, qui ont offert une prime de 250 000 \$US pour l'identifier. Le chef des pompiers du comté a indiqué être à la recherche d'une camionnette blanche conduite par une « personne à laquelle nous nous intéressons ».

Ces sinistres figurent parmi les plus graves qu'ait connus l'État où, à la fin de 2003, au moins 22 personnes avaient été tuées par des incendies qui avaient détruit 3000 habitations.

LE TOUR DU GLOBE

ROYAUME-UNI

Litvinenko travaillait pour les services secrets britanniques

L'ancien agent russe du FSB (ex-KGB) Alexander Litvinenko, devenu opposant au Kremlin et mort à Londres le 23 novembre 2006 d'un empoisonnement au polonium 210, travaillait pour le MI6 (services secrets britanniques), selon l'édition d'aujourd'hui du *Daily Mail*. Le journal, qui cite des sources diplomatiques et proches des milieux du renseignement, mais non identifiées, explique que Litvinenko touchait 2000 livres par mois de la part du MI6 lorsqu'il a été tué. En juin, un autre ancien agent russe, Viacheslav Zarko, a révélé qu'il avait été recruté par le MI6 par l'entremise de Litvinenko. - AFP

FRANCE

Donald Rumsfeld

poursuivi pour « tortures »

Plusieurs associations de défense des droits de l'homme ont déposé jeudi devant la justice française une plainte pour « tortures » contre l'ancien secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, actuellement en visite en France, a-t-on appris auprès des plaignants. Les associations reprochent à Donald Rumsfeld d'avoir été l'instigateur des tortures sur la base américaine de Guantanamo, exportées par la suite, à son initiative, en Irak. Cette plainte se fonde sur la Convention de New York de 1984, ratifiée par la France et qui prévoit que toute personne soupçonnée de torture peut être poursuivie si elle se trouve sur le territoire français. - AP

NATIONS UNIES

La conversion de cultures

en biocarburants dénoncée

Le rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation a plaidé hier pour un moratoire sur la conversion à la production de biocarburants de terres jusque-là destinées aux cultures vivrières, ce qui fait monter les cours mondiaux des denrées alimentaires. « C'est un crime contre l'humanité » d'utiliser des terres destinées à la production de nourriture pour produire des biocarburants, a affirmé le rapporteur spécial, le Suisse Jean Ziegler, au siège de l'ONU à New York. Il a indiqué être à la recherche de soutiens pour son projet de faire imposer un moratoire de l'ONU qui « interdirait une telle pratique pour cinq ans ». - AFP

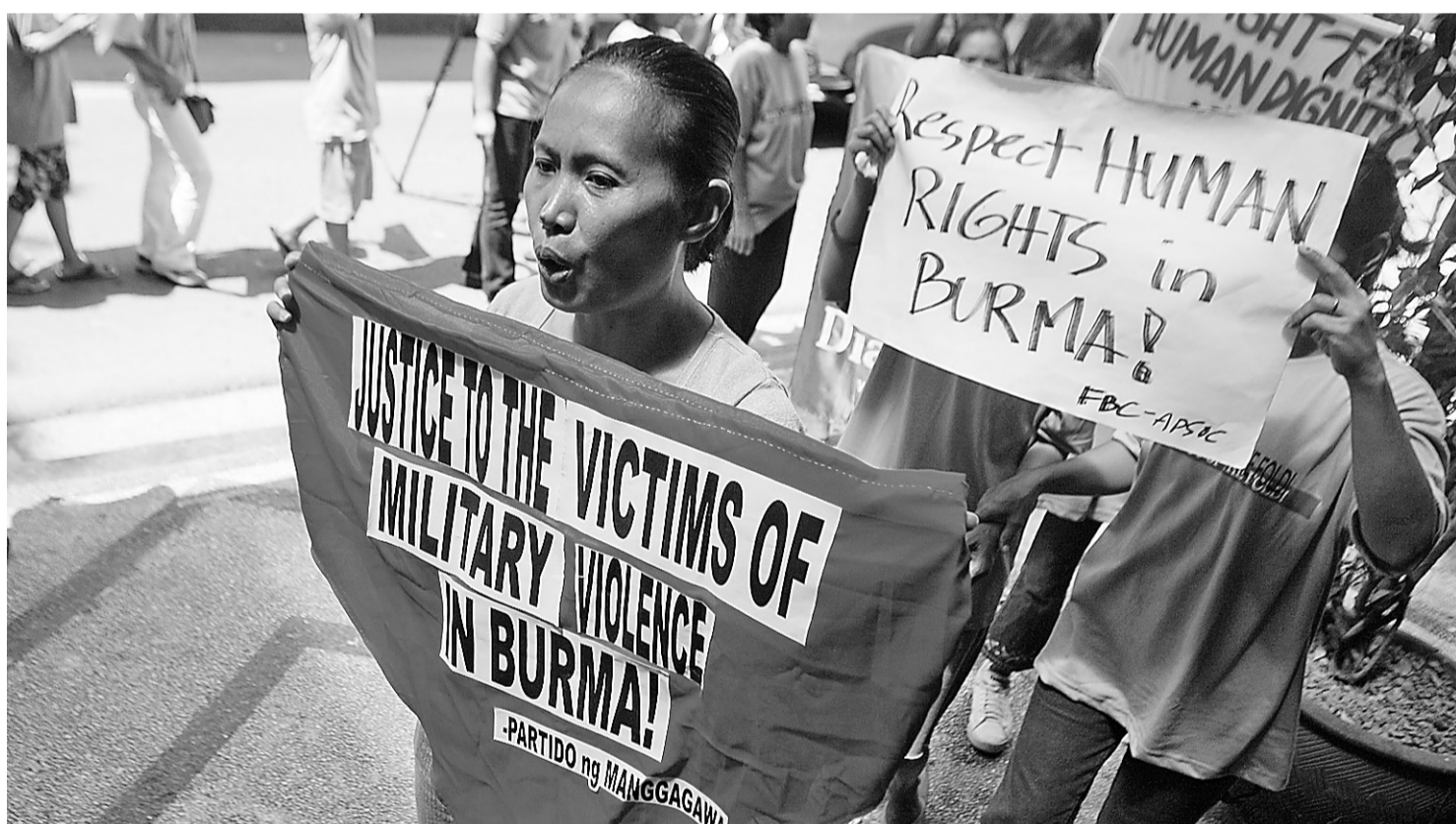


PHOTO JES AZNAR, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des femmes philippines étaient rassemblées hier devant l'ambassade de Birmanie à Manille pour protester contre la récente répression de la junte birmane envers les manifestants pro-démocratie et les moines.

BIRMANIE

Plusieurs opposants à la junte libérés

AGENCE FRANCE-PRESSE

RANGOUN — Les autorités birmanes ont libéré quelque 80 personnes arrêtées au cours de la répression lancée fin septembre lors des manifestations contre la junte militaire, a annoncé hier un porte-parole de l'opposition.

Parmi ces personnes se trouvent plus de 50 membres de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), dirigée par Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la Paix, qui a passé 12 des 18 dernières années en résidence surveillée, a indiqué Nyan Win, porte-parole de la NLD.

Il a précisé que ces membres de la NLD avaient été libérés jeudi de la prison d'Insein, où sont détenus

une partie des détenus politiques de Birmanie.

Les groupes de défense des droits de l'homme affirment que les mauvais traitements et la torture sont courants dans la prison d'Insein.

Treize moines bouddhistes font également partie des détenus libérés jeudi.

Les moines avaient mené les manifestations contre la junte, qui avaient débuté en août par des protestations contre une hausse massive des prix des carburants et avaient débouché sur le plus important mouvement contre le régime militaire birman en près de deux décennies.

Un haut responsable de la NLD, Hia Pe, âgé de 80 ans, a aussi été libéré, a indiqué le porte-parole du parti.

Les autorités avaient lancé, fin septembre, une violente répression au cours de laquelle au moins 13 personnes avaient été tuées et plus de 2100 arrêtées.

Cette répression avait déclenché une vague d'indignation internationale. Les États-Unis et l'Union européenne ont durci leurs sanctions contre les responsables du régime militaire.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme, Paulo Sergio Pinheiro, et l'envoyé spécial de l'ONU en Birmanie, Ibrahim Gambari, doivent se rendre en Birmanie en novembre pour pousser la junte à intensifier son dialogue avec Aung San Suu Kyi.

Les responsables de l'ONU devraient aussi appeler la junte à libérer tous les prisonniers politiques.

PROMOTION LIVRAISON HÂTIVE Livraison entre le 26 novembre 2007 et le 18 avril 2008



ENSEMBLE BRICOLEUR A
Rabais 9 % + rabais 5 %

ENSEMBLE BRICOLEUR B
Rabais 4 % + rabais 5 %

PRÉFABRIQUÉS
Rabais 2 % + rabais 4 %

GARAGES
Rabais de 2 % + 3 % sur préfabriqués
Rabais de 4 % + 3 % sur ens. Brico B
(modèles réguliers, grandeurs standards et pente de toit 5/12)

Cabanons Fontaine
St-Mathieu-de-Beloil : 450-536-3563
Autres régions : 1-888-838-3563
3497, chemin de l'Industrie
St-Mathieu-de-Beloil, QC
www.cabanons.com

PLUS DE 30 POINTS DE VENTE
Pour connaître le concessionnaire de votre région, appelez-nous :
1-888-838-3563 / 450-536-3563

Financement disponible de 48 ou 60 versements à taux d'intérêt de 8,9 %; montant minimum de 2 000 \$
Rabais applicable sur le prix de base des cabanons et des garages.
Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin.

Valide jusqu'au
15 décembre 2007

MONDE

Élection présidentielle en Argentine

Cristina Kirchner vogue vers la victoire

Souvent comparée à Hillary Clinton, la « première dame » de l'Argentine, Cristina Kirchner, pourrait succéder à son mari à la présidence du pays dès demain. Le défi est de taille. Le pays a renoué avec la croissance économique, mais la corruption et l'inflation recommencent à faire des ravages.

OLIVIER UBERTALLI
COLLABORATION SPÉCIALE

BUENOS AIRES — Accidents de la route, foot local, succès des Pumas au rugby... L'élection présidentielle a beau être imminente en Argentine et le vote, obligatoire, les médias lui consacrent rarement la une.

Pire, 7 Argentins sur 10 disent ne pas s'intéresser à la campagne électorale, selon une analyse publiée lundi. Ce désintérêt est-il dû au fait que les sondages officiels donnent Cristina Kirchner victorieuse?

« Cristina a défendu l'année dernière la concentration des pouvoirs en faveur de son mari. Dire qu'elle va procéder à des changements n'est qu'un simple coup de marketing électoral! »

Avec l'appui financier et logistique du gouvernement, la sénatrice candidate a installé dans l'opinion publique l'idée qu'elle avait déjà gagné. Elle capitalise sur la popularité de Néstor Kirchner, son mari président, qui a renoncé à briguer un second mandat.

Au pays du tango, les experts tentent encore de comprendre pourquoi le chef d'État s'est effacé devant sa femme. Certains murmurent que le couple rêverait de gouverner deux décennies en échangeant le poste suprême tous les quatre ans... Rêve népotique, ou comment tordre le cou à la Constitution argentine, qui interdit plus de deux mandats successifs!

Du pareil au même?

Néstor Kirchner évoque en privé « l'usure du pouvoir » et lance en public: « pourquoi pas une femme pour approfondir le changement et la transformation du pays? »

Le système électoral argentin est « étrangement » démocratique. Il suffit de 45 % des voix à Cristina pour l'emporter au premier tour (demain) ou de 40 % avec 10 points d'avance sur son poursuivant. Les électeurs éliront aussi leurs députés, sénateurs et gouverneurs de provinces.

« Cristina a défendu l'année dernière la concentration des pouvoirs en faveur de son mari. Dire qu'elle va procéder à des changements n'est qu'un simple coup de marketing électoral! » raille Roberto Lavagna. Cet ancien ministre de l'Économie et artisan de la relance économique est, avec la



PHOTO JORGE SAENZ, ASSOCIATED PRESS

On saura demain si Cristina Kirchner, favorite pour succéder à son mari, sera élue à la présidence de l'Argentine.

chrétienne de centre gauche Elisa Carrio, le rival le plus sérieux de la première dame du pays.

Une ribambelle de candidats se succèdent ensuite, dont le cinéaste de gauche Fernando Solanas, auteur du documentaire *Mémoire d'un saccage* sur la crise de 2001-2002.

Turbulences

Après un début tonitruant marqué par la reprise des jugements

de la dictature, une économie au beau fixe – plus de 8 % de croissance depuis quatre ans, grâce surtout au secteur agricole –, le gouvernement Kirchner connaît des heures difficiles.

« L'embellie s'est interrompue fin 2005 quand j'ai quitté le gouvernement », affirme Roberto Lavagna. Progressivement, certains maux argentins repointent leur nez. La corruption, d'abord, avec la démission de la ministre

de l'Économie, Felisa Miceli, qui avait caché 64 000 \$, en espèces, dans les toilettes de son bureau...

L'inflation, également. Sur les états du marché de San Telmo, dans la capitale argentine, on trouve de moins en moins de tomates et de viande. La hausse des prix est d'environ 20 %, mais le gouvernement s'ingénie à manipuler les statistiques. Tout cela commence sérieusement à inquiéter les Argentins.

Le Canadien enlevé au Soudan serait plutôt un Égyptien

AGENCE FRANCE-PRESSE

KHARTOUM — Le commandant d'un groupe rebelle du Darfour, dans l'ouest du Soudan, a indiqué hier qu'un technicien pétrolier enlevé par ses hommes mardi dans une attaque et présenté comme un Canadien était en fait un ressortissant égyptien.

« Il s'agit d'un Égyptien de Maadi », un quartier chic du Caire, a indiqué Abdelaziz el-Nur Ashr, commandant du Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), joint au téléphone par l'AFP. L'otage s'était présenté comme un Canadien à son enlèvement lors d'une atta-

que contre un site pétrolier au Kordofan, région située à l'est du Darfour, a-t-il ajouté.

« Il a dit qu'il était canadien, mais il s'est révélé être égyptien », a expliqué Abdelaziz el-Nur Ashr, ajoutant que les jeunes combattants qui l'on capturé n'avaient pas réussi, par manque d'expérience, à connaître tout de suite sa nationalité.

L'autre étranger enlevé est « un Irakien de Bagdad », a-t-il affirmé, ajoutant que son groupe détient également trois techniciens soudanais enlevés au même endroit.

Les autorités d'Ottawa ont indiqué jeudi qu'elles n'étaient pas en mesure de confirmer l'enlèvement d'un Canadien au

Soudan mais qu'elles étaient en train de le vérifier auprès des autorités soudanaises.

M. Ashr a affirmé jeudi que son groupe avait fixé un délai d'une semaine au consortium pétrolier pour quitter le Kordofan après l'attaque du site.

Ce site est géré par la GNPOC, un consortium incluant l'ONGC indienne, le chinois CNPC, le malaisien Petronas et le soudanais Sudapet dirigé par l'État.

Le consortium assure plus de la moitié des quelque 500 000 barils par jour produits au Soudan, dont la plupart sont exportés en Chine. Pékin est le principal fournisseur d'armes de Khartoum.

Corruption: Berlusconi acquitté en appel

AGENCE FRANCE-PRESSE

ROME — La Cour de cassation italienne a acquitté définitivement hier l'ancien chef de gouvernement Silvio Berlusconi dans le procès concernant la vente avortée de la société agro-alimentaire SME, ont annoncé les médias.

Cette décision confirme le verdict de la Cour d'appel de Milan, qui avait relaxé M. Berlusconi en avril dernier dans les deux volets de cette affaire remontant aux années 80 concernant son holding Fininvest.

« C'est une longue bataille qui a duré 12 ans, et dans laquelle je me suis toujours déclaré innocent. Cela démontre comment la justice a été

utilisée à des fins de lutte politique, et comment cela ne doit pas se reproduire dans le futur », a commenté hier soir Silvio Berlusconi.

M. Berlusconi a été poursuivi au total dans près de 10 affaires pour corruption, fraude fiscale, faux en bilan ou encore financement illicite de parti politique. Il a plusieurs fois été condamné en première instance mais a toujours été relaxé en appel ou a bénéficié de la prescription. Il est actuellement poursuivi pour corruption, en compagnie de son ex-avocat David Mills. Il est accusé d'avoir versé à M. Mills 600 000 \$ en échange de faux témoignages en sa faveur lors de deux procès remontant à la fin des années 90.



Distinguez-vous.

LA TOUTE NOUVELLE
► 2008 ■ CTS

499 \$ /mois¹
location
36 mois

4638 \$ comptant

Transport et préparation inclus

Boîte automatique à 6 vitesses
Moteur V6 de 3,6 L à calage variable des soupapes développant 263 HP
Sièges baquets avant chauffants avec surface en cuir
Roues de 17 po en aluminium
Système StabiliTrak[™] avec traction asservie tout régime
Système de transmission intégrale offert en option

PRIVILÈGES CADILLAC:
Programme d'entretien prescrit sans frais pendant 4 ans ou 80 000 km². Abonnement d'un an au plan Orientation et dépannage d'OnStar[™]. Garantie limitée de 5 ans ou 160 000 km³ sur le groupe motopropulseur, transport de courtoisie et assistance routière.

cadillac.gm.ca



Dispute Moscou-Washington sur le bouclier antimissile

Comme la crise de Cuba, affirme Poutine

AGENCE FRANCE-PRESSE

MAFRA, Portugal — Vladimir Poutine a comparé hier la dispute entre Moscou et Washington sur le bouclier antimissile américain à la crise de Cuba de 1962, tout en soulignant qu'elle ne pouvait pas se répéter car la Russie et les États-Unis n'étaient « plus ennemis, mais partenaires ».

« Des agissements analogues de l'Union soviétique qui avait déployé des missiles à Cuba avaient provoqué la crise de Cuba. Pour nous la situation est pareille d'un point de vue technologique », a déclaré le président russe à l'issue d'un sommet UE-Russie.

En octobre 1962, la crise de Cuba avait opposé les États-Unis et l'URSS au sujet de missiles nucléaires soviétiques pointés sur le territoire américain depuis l'île de Cuba, plaçant le monde au bord de la guerre nucléaire.

Aujourd'hui, a ajouté M. Poutine, « il n'y a heureuse-

ment aucune crise de Cuba », parce que « les relations entre la Russie et les États-Unis et l'Europe ont changé de manière radicale ».

« Je suis entièrement d'accord avec le président Bush sur le fait que nous ne sommes plus ennemis mais partenaires. »

« Nos relations personnelles avec le président Bush nous aident à aplanir les problèmes. Je peux dire que c'est mon ami personnel », a ajouté M. Poutine.

Comparaison rejetée

Les États-Unis ont rejeté comme inappropriée cette comparaison. « Je ne crois pas que la comparaison historique marche vraiment », a dit la porte-parole de la Maison-Blanche, Dana Perino, après que le président Vladimir Poutine eut dressé ce parallèle.

« Disons simplement qu'il y a des différences historiques très claires entre nos plans pour déployer un système de



PHOTO MIKHAIL METZEL, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Les États-Unis ont manifesté leur mécontentement face aux propos du président russe Vladimir Poutine, qui a comparé leur dispute sur le bouclier antimissile à la crise de Cuba.

défense antimissile destiné à nous protéger contre le tir de missiles par des États voyous

du genre de l'Iran, et la capacité nucléaire offensive des missiles qui étaient déployés à Cuba dans

les années 60 et qui visaient les États-Unis », a renchéri le porte-parole du département d'État, Sean McCormack.

« Je ne pense pas qu'il y ait une quelconque analogie », a ajouté M. McCormack au cours d'un point de presse. Le système antimissile que Washington compte déployer en Europe de l'Est « est une mesure défensive. Ce n'est pas un système offensif », a-t-il poursuivi.

M^{me} Perino s'est dite convaincue de la volonté de M. Poutine de coopérer pour résoudre le conflit sur le projet des États-Unis d'étendre à l'Europe leur bouclier antimissile, source principale d'une grave détérioration des relations entre Washington et Moscou au cours des derniers mois.

« Il est impossible, pour quiconque jette un oeil à l'intégralité des propos (de M. Poutine) et le fait de manière objective, de ne pas penser que (M. Poutine) pense que nous pouvons coopérer », a-t-elle dit.

La Turquie insatisfaite des offres de l'Irak

AGENCE FRANCE-PRESSE

ANKARA — La Turquie a exprimé hier son insatisfaction quant aux propositions émises à Ankara par une délégation irakienne pour lutter contre les rebelles kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak et éviter une opération armée turque.

« La délégation irakienne est venue avec des idées qui prendront longtemps pour être mises en œuvre » alors que « le facteur temps est très important », a estimé dans un communiqué le ministère turc des Affaires étrangères, à l'issue d'une journée de discussions.

La Turquie veut des « mesures urgentes et décisives » dans la lutte contre « l'organisation terroriste » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui se sert de ses camps dans le nord de l'Irak comme de bases arrière pour ses opérations en Turquie, ajoute le ministère.

De retour d'une visite en Roumanie, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan est pour sa part resté ambigu hier soir sur la date d'une éventuelle opération militaire contre les rebelles kurdes.

Il a cependant laissé entendre qu'elle avait peu de chances de se concrétiser avant qu'il se rende à Washington le 5 novembre pour des entretiens à la Maison-Blanche.

M. Erdogan a remarqué que l'action militaire s'inscrivait dans un « processus » dont fait partie sa rencontre avec le président américain George W. Bush. « Je ne sais pas ce qui peut se passer jusqu'à mon voyage en Amérique », a-t-il cependant dit.

Lors des discussions d'Ankara, Bagdad a proposé de faire surveiller les frontières du Kurdistan irakien par les forces de la coalition pour empêcher les attaques des rebelles kurdes en Turquie, selon une déclaration à la presse du porte-parole du ministère de la Défense, Mohammad Askeri.

Bagdad a aussi proposé de « renforcer » les postes-frontières du nord de l'Irak avec la fourniture d'armes et d'équipements, pour empêcher les infiltrations du PKK sur le territoire turc, selon le communiqué du porte-parole traduit de l'arabe en français, selon une traduction non officielle.

« Des entretiens très importants sont en cours. Il y a des résultats positifs », avait déclaré M. Askeri, après une heure et demie d'entretiens au ministère des Affaires étrangères.

Les ministres de la Défense, Abdel Qader Mohammed Jassim, et de la Sécurité nationale, Shirwan al-Waeli, qui conduisent les tractations côté irakien ont ensuite discuté pendant quatre heures et demie avec les ministres turcs des Affaires étrangères Ali Babacan, et de l'Intérieur, Besir Atalay, dans un grand hôtel de la capitale.

Le Parlement turc a donné le 17 octobre son feu vert à une opération militaire en Irak contre les rebelles. Une attaque du PKK qui s'est soldée dimanche par 12 morts dans les rangs turcs, tandis que huit autres soldats ont été faits prisonniers, a encore accru la tension.





Parlez 7 heures sans arrêt avec une seule charge.

<p style="font-size: small;">Sony Ericsson W300i</p>  <p>Jusqu'à 9 heures d'autonomie en conversation continue</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">25\$</p>	<p style="font-size: small;">Sony Ericsson Z710i</p>  <p>Jusqu'à 9 heures d'autonomie en conversation continue</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">50\$</p>
<p style="font-size: small;">Motorola W510</p>  <p>Jusqu'à 8 heures d'autonomie en conversation continue</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">75\$</p>	<p style="font-size: small;">MOTOKRZR K1</p>  <p>Jusqu'à 7 heures d'autonomie en conversation continue</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">100\$</p>

Avec Entente Fido® de 3 ans

Passez à l'un de nos magasins ou composez le

1 866 302-FIDO

COMPTEZ SUR VOTRE

FIDO



- MAGASINS FIDO**
- GRAND MONTRÉAL**
1004, rue Sainte-Catherine Ouest
Carrefour Angrignon
Centre Rockland
Centre Eaton
Fairview Pointe-Claire
Les Galeries d'Anjou
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Vertu
- LAVAL ET RIVE-NORD**
Carrefour du Nord, St-Jérôme
Carrefour Laval
Centre Laval
Galeries Rive-Nord, Repentigny
Galeries Terrebonne
Place Rosemère
- RIVE-SUD**
Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno
- PARTENAIRES DÉTAILLANTS**
- GRAND MONTRÉAL**
ACTION-PAGE INC.
4960, boul. Décarie, Montréal
3820, rue St-Denis, Montréal
1221, rue St-Zotique Est, Montréal
3451, rue Ontario Est, Montréal
4328, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
3920, rue Wellington, Montréal
7024, rue St-Hubert, Montréal
CELLUMAX INC.
Complexe Desjardins, Montréal
CELTEL MOBILITÉ
35, rue Beaubien Est, Montréal
101, avenue Mont-Royal Ouest, Montréal
6295, rue Victoria, Montréal
6245, boul. Métropolitain, St-Léonard
245, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent
COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.
4046, boul. Jean-Talon Est, Montréal
5613, avenue du Parc
CONNECTION MOBILE
1476, avenue du Collège, Ville Saint-Laurent
DURA TECH
5040, boul. Métropolitain Est, St-Léonard
FIRST CONE FINANCIAL SERVICES
5175B, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
FOXCOM
Galeries Normandie, Montréal
4282, boul. Métropolitain Est, St-Léonard
- MOBILE IT**
Place de la Cathédrale, Montréal
3758, boul. St-Laurent, Montréal
- MULTI-CELL COMMUNICATIONS**
2900, rue Masson, Montréal
Centre de la Pointe, Pointe-aux-Trembles
- PÈRE DU CELLULAIRE (LE)**
4889, rue Jarry Est, St-Léonard
- POSITIVE ELECTRONIQUE PEP INC.**
200, boul. d'Anjou, bureau 128, Châteauguay
Gare centrale, Montréal
Centre commercial le Boulevard, Montréal
- SERVICES DE COMMUNICATION CELLULAIRE INC.**
4605, rue Ste-Catherine Est, Montréal
- STATION CELLULAIRE**
109, rue Viger Ouest, Montréal
- STUDENT PHONES**
Voyages Campus, Université Concordia
- ZONE MOBILE**
Galeries des Sources, Dollard-des-Ormeaux
Place Alexis Nihon, Montréal
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
680, rue Jarry Est, Montréal
Centre d'achat Langelier
- LAVAL ET RIVE-NORD**
ACTION-PAGE INC.
1704, boul. Des Laurentides, Laval
- CELTEL MOBILITÉ**
1637, boul. Daniel-Johnson, Laval
- ZONE MOBILE**
367, boul. Arthur-Sauvé, St-Eustache
- RIVE-SUD**
ACTION-PAGE INC.
Place Longueuil
1836, Chemin Chambly, Longueuil
- ZONE MOBILE**
3310, boul. Taschereau, Greenfield Park
Métro Longueuil
- FUTURE SHOP**
- BEST BUY**
- LA CABINE TÉLÉPHONIQUE**

Les prix des appareils Sony Ericsson W300i, Sony Ericsson Z710i, Motorola W510 et MOTOKRZR K1 sont valides à l'activation d'un forfait mensuel avec une nouvelle Entente Fido de trois ans jusqu'au 31 octobre 2007 ou jusqu'à épuisement des stocks. La sélection d'appareils peut varier selon les points de vente. Taxes en sus. Ces offres ainsi que la tarification peuvent être modifiées en tout temps et sans préavis. La durée de l'autonomie en mode conversation continue et en mode veille peut varier selon différents facteurs, comme le réseau et les habitudes de l'utilisateur (c.-à-d. les applications et les fonctions choisies). * Fido est une marque de commerce de Fido Solutions Inc. Tous les autres noms de marques et logos appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

ACTUALITÉS

Un nouveau module installé sur la SSI

L'élément permettra la mise en place de deux nouveaux laboratoires

ASSOCIATED PRESS

HOUSTON — Deux astronautes de *Discovery* ont effectué une sortie dans l'espace hier pour aider à l'installation d'un module italien sur la Station spatiale internationale (SSI).

Scott Parazynski et Douglas Wheelock ont commencé leur travail avec 30 minutes d'avance sur le programme. Ils ont aidé les astronautes de la SSI à manipuler un bras robot pour sortir le module Harmony de la soute de *Discovery* et le positionner sur la station. Leur première tâche a toutefois consisté à retirer une antenne cassée de la SSI et à la placer à bord de *Discovery*.

Harmony, module cylindrique de 14,5 tonnes fabriqué en Italie, permettra l'installation des laboratoires européen Columbus et japonais Kibo, qui doivent être livrés ces prochains mois. Cet élément de jonction augmentera également de 70 mètres cubes l'espace de vie et de travail dans le complexe orbital.

L'astronaute italien Paolo Nespoli, membre de l'équipage de *Discovery*, qui s'est amarré à la SSI jeudi après avoir décollé mardi de Cap Canaveral, en Floride, a coordonné la sortie dans l'espace, d'une durée de six heures, depuis la station.

L'emplacement actuel d'Harmony sur la station est temporaire. L'équipage de la SSI déplacera le module vers sa destination finale après le départ de *Discovery* dans un peu plus d'une semaine.

Durant leur vol commun, les 10 astronautes à bord de la navette et de la station doivent mener le plus ambitieux programme de construction de l'ISS jamais entrepris au cours d'une seule mission. Quatre autres sorties dans l'espace sont prévues avant le retour sur Terre de *Discovery*.

La mission a aussi été marquée par un petit événement, avec la rencontre pour la première fois dans l'espace de deux femmes dirigeant la navette et la SSI au même moment: Pamela Melroy, 46 ans, commandante de *Discovery*, et Peggy Whitson, 47 ans, à la tête de la station.

La NASA n'a détecté aucun problème notable sur le bouclier thermique de la navette à la suite du décollage. L'équipage a réservé trois heures dans son emploi du temps d'aujourd'hui pour pouvoir mener une inspection détaillée du bouclier, mais la NASA a précisé que cela ne serait probablement pas nécessaire.



Les astronautes de *Discovery* ont installé un module italien sur la Station spatiale internationale. Sur notre photo, la navette, vue de la SSI.

PHOTO NASA/AFP

avons vraiment aimé

Nous ~~vous présentons~~ les livres qui ont remporté le Prix TD de littérature canadienne pour l'enfance et la jeunesse.

fantastiques

Ils sont ~~un objet de fierté.~~

Félicitations à André Leblanc, lauréat de langue française, ainsi qu'à Sarah Ellis, lauréate de langue anglaise, qui remportent cette année le Prix TD de littérature canadienne pour l'enfance et la jeunesse. Décernées par le Canadian Children's Book Centre, ces bourses de 20 000 \$ représentent les plus importantes récompenses accordées à des auteurs de littérature canadienne pour l'enfance et la jeunesse. Le Groupe Financier Banque TD est fier d'appuyer ce type de littérature ainsi que la Semaine canadienne du livre pour enfants TD, qui se déroulera du 17 au 24 novembre 2007.



Des travailleurs migrants pour répondre aux besoins des entreprises animalières

ANNIE MORIN
LE SOLEIL

Les ouvriers agricoles étrangers sortent des champs. Pour pallier le manque criant de main-d'œuvre agricole, ils commencent à faire la traite des vaches et à engraisser les porcs consommés par les Québécois.

Les entreprises maraîchères, qui ont recours à des milliers de Mexicains pour cueillir fruits et légumes pendant la belle saison, ne sont plus les seules à crier à l'aide. Les entreprises de productions animales aussi se plaignent du manque de disponibilité et d'ardeur des Québécois. Dans sept régions du Québec, dont celle de la Capitale-Nationale, la pénurie a été reconnue officiellement.

À la recherche de nouveaux bras, le gouvernement du Canada a négocié l'hiver dernier un élargissement du programme des travailleurs agricoles saisonniers des Antilles et du Mexique. Depuis le début de l'année, ceux-ci peuvent donc travailler dans les entreprises laitières, porcines et avicoles. Ils sont en mesure d'y effectuer des tâches simples, comme traire les vaches, entretenir les installations et nourrir les animaux.

Les candidats doivent être transportés et logés gratuitement, payés légèrement plus que le salaire minimum pour un nombre illimité d'heures, en plus de bénéficier d'avantages sociaux comme l'assurance-maladie et le programme de congés parentaux. Ils ne peuvent cependant demeurer au pays plus de huit mois par année.

Une seule demande a été traitée dans ce contexte au cours de l'année, sans grand résultat. Les deux travailleurs recrutés par le Mexique ont été dirigés vers une ferme laitière des Bois-Francs alors qu'ils ne connaissaient rien à cette production et qu'ils n'aimaient pas côtoyer les animaux. L'employeur ne parlait pas espagnol. Après des semaines d'essais et d'erreurs, les ouvriers ont été renvoyés chez eux.

«Les volumes ne sont pas importants parce que l'ajout est récent. (...) Au fur et à mesure que l'information va être diffusée, je pense que ça va prendre de l'ampleur», dit Patrick Lefort, directeur des programmes d'emploi de Service Canada pour la région du Québec.

Gilles Bilodeau, du centre d'emploi agricole de la région de Québec, confirme qu'il y a de l'intérêt, mais que les producteurs laitiers, porcins et avicoles hésitent à faire le saut. Ils préfèrent de loin compter sur une main-d'œuvre permanente, qui connaît la routine et peut l'exécuter sans une supervision constante.

Kyoto serait un fiasco, selon une étude

FRANÇOIS CARDINAL

Au moment où les climatologues se disent plus inquiets que jamais, une étude publiée dans la revue *Nature* jette un pavé dans la mare: le protocole de Kyoto est un fiasco et toute action internationale allant dans ce sens sera vouée à l'échec.

Intitulée « Abandonnons Kyoto », l'étude signée par deux économistes britanniques recommande de prendre exemple sur les États-Unis pour réorienter l'effort international et ainsi lutter efficacement contre les changements climatiques.

L'affront des deux experts, qui donnent en quelque sorte raison à George W. Bush et Stephen Harper, est d'autant plus grand qu'il précède de quelques semaines la conférence de l'ONU à Bali, où doivent justement s'amorcer les négociations visant à prolonger Kyoto au-delà de 2012.

« Kyoto a échoué de multiples façons, non seulement n'a-t-il pas ralenti les changements climatiques, il a aussi étouffé toute discussion sur des approches alternatives permettant à la fois de s'attaquer au réchauffement et de s'adapter à ses conséquences inévitables », déplorent Gwyn Prins, de la London School of Economics, et Steve Rayner, d'Oxford.

Si les écologistes s'inscrivent en faux contre les grandes lignes du rapport, ils lui reconnaissent néanmoins certaines rares qualités. « Je suis d'accord avec l'idée que les cibles mur à mur de réduction



PHOTO NORM BETTS, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

Si les écologistes s'inscrivent en faux contre les grandes lignes du rapport, ils lui reconnaissent néanmoins certaines qualités.

des émissions de gaz à effet de serre, ça ne marchera pas dans une éventuelle phase 2 du protocole (après 2012) », a indiqué Steven Guilbeault d'Équiterre.

Faisant écho à une étude aux conclusions similaires publiée il y a quelque temps par le directeur du programme environnemental de l'Université Stanford, David G. Victor, l'article de *Nature* souligne plusieurs défauts de Kyoto: les émissions de la planète ont augmenté en 10 ans, de nombreux pays rateront leur cible, il n'exige aucun effort des pays en développement comme la Chine et l'Inde,

il n'a pas été ratifié par des gros acteurs comme les États-Unis et l'Australie, etc.

« Les partisans de Kyoto blâment souvent les pays non signataires, particulièrement les États-Unis et l'Australie, pour ses malheurs. Mais le protocole a toujours été le mauvais outil pour un défi de cette envergure », indiquent MM. Prins et Rayner.

Souhaitant que Kyoto n'ait pas encore trop de vent dans les voiles pour être freiné, ces derniers recommandent une nouvelle feuille de route incluant d'importants investissements en recherche et

développement ainsi qu'une plus grande ouverture au marché pour qu'il se discipline lui-même.

Plus surprenant, ils suggèrent de prendre exemple sur les États-Unis. Ils vantent par exemple les mérites de l'initiative du président Bush qui a réuni le mois dernier les 16 plus importantes économies mondiales, plutôt que de s'en remettre uniquement aux discussions qui ont lieu à l'ONU entre quelque 170 pays.

« Cette approche est plus réaliste en ce qu'elle est basée sur le fait que moins de 20 pays sont responsables de plus de 80 % des émissions

mondiales, précisent-ils. Dans les premières phases de réduction des émissions, les 150 autres pays ne sont qu'un embarras. »

Et les victimes?

Or voilà précisément où les écologistes décrochent. « Le mérite de l'ONU, c'est qu'elle assoit à une même table les principaux coupables, mais aussi les principales victimes, note Matthew Bramley, de l'Institut Pembina. Si les grands émetteurs s'entendent seuls, ils ne peuvent qu'aboutir à un accord qui est dans leur intérêt. »

« Le protocole de Kyoto est peut-être un succès mitigé, mais ce n'est pas en raison du protocole comme tel », renchérit Steven Guilbeault. On cite la féroce opposition que la lutte climatique a rencontrée de la part de certaines industries. On cite aussi l'appui de la population, qui n'était peut-être pas aussi forte il y a trois ans.

Les écologistes proposent plutôt qu'on accélère les négociations autour de Kyoto, comme l'a fait mercredi le Programme de l'ONU sur l'environnement dans son rapport « Global Environment Outlook 4 (GEO-4) ».

Les scénarios catastrophes élaborés il y a quelques années ne sont même plus à la hauteur du problème actuel, selon le rapport, qui recommande des réductions d'émissions de toute urgence pour éviter que l'humanité ne disparaisse.

Le goût dans les gènes

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Il y a peut-être une explication génétique derrière votre faible pour le sucre. Une étude britannique vient de démontrer que les préférences alimentaires sont guidées par certains gènes. Particulièrement pour des goûts très prononcés, l'ail ou le café par exemple.

« Depuis longtemps, nous croyions que notre éducation et notre environnement social déterminaient ce que nous aimons manger, explique le professeur Tim Spector du Kings College de Londres. Notre étude montre que notre bagage génétique influence le plus souvent nos habitudes alimentaires. »

Le scientifique dirige le plus grand laboratoire de jumeaux d'Angleterre. Son unité de recherche des jumeaux a été fondée en 1993. Pour cette étude, il a travaillé avec 3262 jumelles âgées de 18 à 79 ans. Leurs menus ont été scrutés à la loupe par les experts.

Toutes les participantes étaient jumelles, mais n'étaient pas nécessairement de vraies jumelles. C'est ce qui a permis de comparer les préférences d'individus ayant le même milieu social et les mêmes gènes à d'autres qui avaient aussi un milieu de vie et un parcours comparables, mais pas entièrement le même curriculum génétique. Ces jumelles dites « bivitelles », ou fausses jumelles, n'ont que la moitié de leurs gènes en commun.

L'étude a montré que les jumelles identiques avaient fréquemment les mêmes préférences alimentaires; les autres, moins.

« Dans le cas de l'ail, 46 % des gens qui en mangent le font à cause d'une influence génétique et c'est un cas parmi d'autres », explique Victoria Vasquez, du groupe de recherche qui a évalué 131 aliments, des frites à la pizza, du vin au thé. Plus le « coefficient génétique » d'un aliment est élevé, plus sa popularité est susceptible d'être expliquée par des raisons génétiques. Plus il est faible, plus les autres facteurs sont déterminants, comme la famille ou l'environnement. L'ail, la viande rouge, le café, les fruits et légumes seraient particulièrement liés à des facteurs génétiques pour des raisons que le groupe de recherche n'a pas établies.



« J'veux pas que ça arrête... »

CONTINUEZ LA BELLE VIE

L'ÉPARGNE FLEXI-PLUS

- + Taux d'intérêt avantageux, sans égard aux sommes accumulées.
- + Encaissables en tout temps.
- + Taux d'intérêt variable en fonction des conditions du marché.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous ou consultez notre site Internet.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec



2 pour 1

Vols pour Orlando
et Fort Lauderdale

Détails dans la section A

WESTJET

ACTUALITÉS

PENDANT CE TEMPS AU CANADA ANGLAIS

MARTIN CROTEAU

VOYAGE DANS LE QUOTIDIEN DE L'AUTRE SOLITUDE

LES FRANSASKOIS ONT-ILS LE DROIT D'ÊTRE ARRÊTÉS EN FRANÇAIS?

Lorsque Justin Bell a contesté sa contravention pour excès de vitesse, cela n'avait rien à voir avec sa conduite derrière le volant. C'est la conduite d'un policier de la GRC qui l'avait offensé.

Le musicien de 25 ans est l'un des 50 000 francophones habitant la Saskatchewan. Le 11 mars 2006, il quitte son village de Gravelbourg pour donner un concert à Bellegarde, une communauté francophone du sud de la province. À quelques kilomètres de sa destination, à Redvers, des policiers l'interceptent alors qu'il file à 109 km/h dans une zone de 60 km/h.

Bell demande à l'agent Robert Preston Kane, en service depuis 29 ans, de lui adresser la parole en français. Le policier lui répond en allemand. La conversation dégénère. Après un quart d'heure, Kane ordonne à Bell de sortir de sa voiture et l'arrête.

Furieux, Justin Bell dénonce le geste du policier au Commissariat aux langues officielles, estimant avoir été brimé dans ses droits linguistiques. Mais cette plainte est jugée irrecevable. L'arrestation a eu lieu dans une zone désignée anglophone par la GRC, qui n'est donc pas tenue d'y offrir des services en français.

L'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF), qui défend les intérêts des francophones de la province, se mêle de l'affaire et encourage le jeune homme à poursuivre la GRC. Après délibération, le juge demande aux plaignants de faire la démonstration des conséquences du geste de l'agent Kane sur la communauté francophone.

« Le problème, explique le directeur de l'ACF, Denis Desgagné, c'est qu'on n'a pas la capacité financière pour faire venir des sociologues et des experts d'un peu partout au Canada pour qu'ils témoignent devant le tribunal. »

Autrefois, Bell aurait obtenu un coup de pouce du gouvernement fédéral pour défendre ses droits. Mais depuis l'abolition par le gouvernement Harper du Programme de contestation judiciaire, en septembre 2006, il doit payer les procédures de sa poche.

Démunis, Bell et l'ACF demandent un report du procès. En septembre, ils lancent un appel à tous les francophones, demandant des dons pour financer ce type de bataille juridique.

Mais les fonds amassés jusqu'ici sont insuffisants. Le procès doit reprendre jeudi au palais

de justice de Regina et l'ACF songe à demander un nouveau report des audiences.

Le dernier rapport annuel du commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, a sévèrement critiqué la GRC. Dans la catégorie « Offre active et prestation de services » dans les deux langues officielles, le corps policier a obtenu la pire note, E. Les francophones comptent pour 2 % des Saskatchewanais.



Graham Fraser

PHOTO FRED CHARTRAND, PC

CHATS NON GRATA À HALIFAX

La tranquille ville de Halifax était aux prises avec un problème de taille ces dernières années: les chats! Depuis 1996, la capitale néo-écossaise cherchait un moyen de se débarrasser des félins errants. Au fil des ans, des conseillers municipaux ont avancé des idées aussi farfelues que radicales. L'un d'eux a proposé d'attraper les animaux errants et de les castrer. Il y a deux semaines, le dossier a fait l'objet d'un débat de quatre heures au conseil municipal. Puis lundi, au terme d'un autre débat de cinq heures, le conseil a avalisé un nouveau règlement par un vote de 11 contre neuf. C'était la 26^e séance consacrée au sujet en 11 ans! « Cela fait 11 ans que ça dure, a récemment ironisé le chroniqueur Jim Meek, du *Chronicle Herald*. En comparaison, Einstein n'a mis que huit ans pour mettre au point la théorie de la relativité. » Dès le mois d'avril, tous les propriétaires d'animaux domestiques devront enregistrer leurs bêtes. Les chats seront confinés à la propriété de leur maître. S'ils sont vus à l'extérieur, ils seront capturés et envoyés à la toute nouvelle fourrière municipale. La construction du bâtiment et l'embauche des inspecteurs coûteront plus de 3 millions à la Ville.

Sources: *The Chronicle Herald, The Daily News, The Telegram, Radio-Canada*

Les 2007 partent vite!

MÉGA SOLDE

0%
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT
jusqu'à 60 mois
sur la plupart des modèles 2007¹

L'événement se termine le 31 octobre.



AVEO LS

183 \$/mois²
0 \$ comptant
Location 60 moisOPTRA^{LS}188 \$/mois²
0 \$ comptant
Location 60 mois

COBALT LT

196 \$/mois²
1 491 \$ comptant
Location 48 mois

MALIBU LT

239 \$/mois²
2 377 \$ comptant
Location 48 mois

HHR LS

249 \$/mois²
1 970 \$ comptant
Location 48 mois

COLORADO LT

237 \$/mois²
1 726 \$ comptant
Location 36 mois

EQUINOX LS

279 \$/mois²
3 614 \$ comptant
Location 48 moisLA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS160 000 KM
5 ANS SUR LE GROUPE
MOTOPROPULSEUR
GARANTIE LIMITÉE¹160 000 KM
5 ANS AVEC TRANSPORT
DE COURTOISIE²160 000 KM
5 ANS AVEC ASSISTANCE
ROUTIÈRE³autos-o-ciel
une histoire d'auto qui fait bien.GAGNEZ VOTRE CIEL!
DONNEZ VOTRE VIEILLE VOITURE.
Obtenez un crédit de 1000 \$

applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule GM neuf admissible lorsque vous envoyez votre vieux véhicule se reposer au ciel. Visitez autos-o-ciel.ca ou votre concessionnaire GM pour connaître tous les détails.

offreschevrolet.ca

ALLONS-Y



CHEVROLET

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants: berline Aveo (1TD69/R7A), Aveo 5 portes (1TD48/R7A), Optra5 (1JD48/R7B), berline Cobalt (1AL69/R7A), Malibu (1ZT69/1SA/R6S/K05), HHR (1AT46/R7A), Equinox (1LF26/R7A) et Colorado (CS15653/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Taux de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 60 mois sur la plupart des modèles 2007 (72 mois pour l'Optra5), sur approbation de crédit de GMAC seulement. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 60 mois pour l'Aveo LS et l'Optra5 LS, 48 mois pour la Cobalt LT, la Malibu LT, la HHR LS et l'Equinox LS T/A et 36 mois pour le Colorado LT avec versement initial ou échange équivalent. Frais de transport (Aveo 1 045 \$, Optra5 1 095 \$, Cobalt 1 095 \$, Malibu 1 250 \$, HHR 1 095 \$, Equinox 1 150 \$, et Colorado 1 170 \$) et préparation inclus. Frais d'immatriculation, d'assurance et taxes en sus. Frais de 15 c/km après 100 000 km pour l'Aveo et l'Optra5, après 80 000 km pour la Cobalt, la Malibu, la HHR et l'Equinox et après 60 000 km pour le Colorado. Première mensualité exigible à la livraison. 0 \$ de dépôt de sécurité. 3. Selon la première éventualité. Les camions poids moyen sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmetudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.



À moitié vide ou à moitié plein ?

L'eau douce représente la plus importante ressource naturelle de la planète. Nul ne peut vivre sans elle. Malheureusement, la pénurie s'accroît. Examinons les faits...

Plus d'un milliard de personnes sur terre tentent de vivre en se passant totalement ou partiellement d'eau douce. Plus de deux milliards vivent privées de conditions minimales d'hygiène¹. Chaque année, plus de deux millions de personnes meurent de maladies liées à l'insalubrité de l'eau et aux mauvaises conditions d'hygiène² – y compris 5 400 enfants chaque jour³.

La pénurie d'eau ne touche pas que les pays en développement. Certaines régions de l'Amérique du Nord subissent des sécheresses prolongées.

Même au Canada, pays qui regorge d'eau, plusieurs régions connaissent un urgent besoin d'approvisionnement en eau potable. La pénurie d'eau affecte de plus en plus de municipalités et le problème va en s'aggravant. Et de nombreuses réserves autochtones y font l'objet d'un avis de faire bouillir l'eau.

Voilà pour le verre à moitié vide.

RBC[®] croit qu'il y a lieu d'espérer. Voici pourquoi...

Beaucoup d'efforts sont actuellement déployés pour résoudre le problème. C'est ce qui nous pousse à lancer notre plus grande initiative philanthropique à ce jour : le projet Eau Bleue RBC^{MC}. Cet engagement de 50 millions de dollars sur 10 ans vise à financer, à l'échelle mondiale, des mesures destinées à préserver et à conserver l'eau douce, ainsi qu'à en améliorer l'accessibilité.

Le projet Eau Bleue RBC versera des subventions à des organismes locaux et internationaux dans le but d'améliorer l'accès à l'eau douce, de contribuer à la préservation des bassins hydrologiques, de financer des groupes de défense et de recherche, ainsi que de soutenir des projets de conservation.

Voilà pourquoi nous voyons le verre à moitié plein.

Assurer un accès durable à l'eau douce est un enjeu d'ordre mondial, local et personnel. Pour nos 70 000 employés. Pour nos 15 millions de clients aux quatre coins du globe. Pour tout le monde.

RBC s'engage à contribuer à la préservation de la plus précieuse des liquidités.

**Stratégie RBC
en matière
d'environnement^{MC}**

BRAVIA

SONY



BRAVIA. Couleur incomparable.

Les téléviseurs ACL BRAVIA XBR vous donnent les couleurs les plus vives, les plus brillantes et les plus réalistes de tout téléviseur à écran plat. Les modèles technologiquement supérieurs à résolution Full HD 1080p* et à panneaux couleur à 10bits* offrent quatre fois les détails et des transitions plus douces que les téléviseurs ACL conventionnels. Il en résulte une image incroyable dotée de milliards de couleurs. Pas étonnant que BRAVIA^{MD} soit l'un des téléviseurs les plus technologiquement évolués sur le marché actuel. Rendez-le encore plus vibrant avec la gamme complète de produits BRAVIA THEATRE^{MC} de Sony : lecteurs Blu-ray Disc^{MD}, récepteurs de cinéma-maison, et systèmes stéréo ambiophoniques qui vous donnent une expérience cinématographique incomparable. Grâce à la technologie BRAVIA THEATRE SYNC^{MC}*, vos composants se mettent toutes en fonction et hors fonction en même temps, et passent automatiquement au mode ambiophonique lorsque vous visionnez un film, le tout, du toucher d'un seul bouton. Mettez plus de couleur dans votre vie en visitant sonystyle.ca/fr, Maison Sony, un détaillant Sony autorisé, ou en composant le 1-888-289-7669.



LIVE COLOUR
CREATION

x.v.Color

Motionflow
120Hz

BRAVIA ENGINE
PRO

10 bit

BRAVIA Theatre Sync

Sony, BRAVIA et Blu-ray Disc sont des marques déposées, et Incomparable, Motionflow et BRAVIA Engine sont des marques de commerce de Sony Corporation. Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les images à l'écran sont des simulations. Les produits peuvent différer de l'illustration. *Disponible sur la plupart des modèles.

Incomparable^{MC}